



Cahiers de formation marxiste n°1

Textes de formation et de débats sur :

La Révolution Cubaine



Édité par la Formation Léon Lesoil
Ligue Communiste Révolutionnaire
Section belge de la IVe Internationale



Cahiers de formation marxiste n°1

Les Cahiers de formation marxiste sont des anthologies de textes d'analyse produits avant tout - mais pas seulement - par notre courant : la LCR (ex-POS) et la IVE Internationale. Ils constituent ainsi des outils pour la formation marxiste, collective ou individuelle et s'adressent donc avant tout aux membres et aux sympathisant/es de notre organisation, mais sont également mis à la disposition de toute personne intéressée par les questions traitées et nos positions.

Textes de formation et de débats sur :

La Révolution Cubaine

Sommaire :

- > La Quatrième Internationale, la révolution cubaine et Che Guevara. Par Livio Maitan
- > Un Bilan nécessaire. Par Livio Maitan
- > Sur la nature de la Révolution cubaine. VIe Congrès Mondial de la IVE Internationale
- > La révolution cubaine, le courant castriste et la IVE Internationale. CI de la IVE internationale
- > Cuba: l'étape la plus décisive de la révolution. CEI de la IVE Internationale
- > Sur la crise cubaine. XIVe Congrès mondial de la IVE Internationale
- > A propos du régime politique castriste. Par Eric Toussaint
- > Le castrisme après Fidel Castro: Une répétition générale. Par Janette Habel



Édité par la Formation Léon Lesoil

Ligue Communiste Révolutionnaire

Section belge de la IVE Internationale

La Quatrième Internationale, la révolution cubaine et Che Guevara

Dans l'article ci-dessous, Livio Maitan (*) évoque l'attitude qu'a eue la Quatrième Internationale, dans ses publications et dans son action à l'égard du Che et de la révolution cubaine.

Le trentième anniversaire de la mort d'Ernesto Che Guevara a produit, comme on pouvait s'y attendre, une floraison de livres et de publications de toute sorte, une exploitation commerciale démesurée, la relance d'un mythe. Mais de son vivant Guevara a été un personnage contesté, explicitement ou par omission, dans le mouvement ouvrier et anti-impérialiste international lui-même. Faut-il rappeler que pour la plupart des partis communistes latino-américains il a été une cible de choix dans le cadre de leurs polémiques contre les conceptions et les orientations des révolutionnaires cubains, qu'aux yeux des dirigeants des partis communistes parmi les plus représentatifs il est apparu comme un déviationniste gauchiste sinon un aventurier tout court, que les dirigeants chinois sont allés jusqu'à garder le silence sur son entreprise en Bolivie et même sur sa mort ?

Nous avons déjà analysé les aspects multiples de la personnalité et de l'oeuvre du Che dans le dossier paru dans notre numéro de juillet. Aujourd'hui, nous allons évoquer synthétiquement l'attitude qu'a eue la Quatrième Internationale, dans ses publications et dans son action à l'égard du Che et de la révolution cubaine.

Immédiatement après le renversement du régime de Batista, dans son premier numéro de 1959, notre revue « Quatrième Internationale » (QI) présente la victoire du mouvement de Fidel Castro comme l'un des événements les plus significatifs de la révolution coloniale de l'époque.

En septembre, une note éditoriale de la même revue analyse les premiers mois du nouveau régime en mettant l'accent sur le développement ininterrompu de la révolution et le caractère radical des mesures adoptées, dont la réforme agraire. Cette analyse était poursuivie en juillet de l'année suivante : « la révolution cubaine (...), à la suite des progrès déjà réalisés, a largement dépassé les limites bourgeoises démocratiques en adoptant des mesures qui portent atteinte au régime capitaliste lui-même ». Toutefois, nos articles reflètent, d'un côté, des connaissances factuelles insuffisantes (notamment sur le rôle du Che dans la guérilla), d'un autre côté, ne saisis-sent pas encore la nature très spécifique et la dynamique de la direction castriste. Ce sont surtout les mesures d'expropriation adoptées en octobre 1960 qui nous amènent à parachever notre analyse

et à élaborer pour le congrès mondial déjà fixé début janvier 1961 un projet de résolution expliquant sans ambages que « Cuba a cessé d'être un État capitaliste et est effectivement devenu un État ouvrier » et soulignant l'évolution du groupe dirigeant de la révolution :

« La direction fidéliste est née comme une équipe jacobine à la composition sociale et à l'idéologie non prolétarienne et petites bourgeoises, mais elle s'est liée dès le début avec les masses paysannes puis successivement, surtout après la prise du pouvoir, aussi avec les masses prolétariennes. Dans une situation telle que celle de Cuba et dans le contexte international donné, elle devait subir de plus en plus l'influence puissante de ces masses, se libérer des éléments petits-bourgeois et même bourgeois conservateurs, avec qui elle avait trouvé un accord temporaire, s'adapter empiriquement mais audacieusement à la logique de la révolution permanente, en allant bien au delà des buts qu'elle avait conçus » (1) Quelques mois auparavant, malgré l'opposition de partis communistes et des staliniens cubains, des militants trotskystes de cinq pays (Argentine, Chili, Mexique, Pérou, Uruguay) avaient participé à la Havane au 1er congrès de la jeunesse latino-américaine, en exprimant un « soutien inconditionnel à la révolution cubaine ».

Dans les années suivantes, nos organisations et nos publications, saluent les prises de position les plus significatives des révolutionnaires cubains. En avril 1962, QI publie le texte intégral de la deuxième déclaration de la Havane en écrivant dans son éditorial : « depuis les premières années de la IIIe Internationale, le mouvement révolutionnaire n'avait entendu aucune voix si haute, si passionnée ». Trois mois plus tard, un autre éditorial est consacré au « limogeage » d'Anibal Escalante, dénoncé par Castro comme partisan de conceptions et de comportements bureaucratiques.

C'est à cette occasion que la revue met en relief pour la première fois le rôle du Che. Elle mentionne notamment un discours que celui-ci avait prononcé fin avril et où, d'un côté, il avait insisté sur l'importance de Cuba pour toute l'Amérique latine, et, de l'autre, il n'avait pas hésité à dénoncer le hiatus qui se dessinait entre les dirigeants et les masses (« Il semble que nous parlions deux langues différentes»). Toujours dans la même année, la IVE

Internationale appelle à la solidarité avec Cuba lors de la crise aux Caraïbes et dénonce l'attitude de Khrouchtchev qui avait décidé le retrait des fusées sans consulter les Cubains. Elle ne reproche pas pour autant aux dirigeants soviétiques « de ne pas avoir poussé le jeu jusqu'au point de rupture, qui, à un certain moment, il ne faut pas l'oublier, a été extrêmement proche (...). L'éclatement d'une guerre nucléaire ne correspond pas aux intérêts des États ouvriers et du mouvement prolétarien international (...) Il ne correspondait pas non plus à l'intérêt de Cuba socialiste » (QI, décembre 1962).

En 1963, c'est un nouveau congrès mondial qui revient avec force sur le rôle de la révolution cubaine comme stimulant de la montée révolutionnaire en Amérique latine. Le texte « les bases théoriques et politiques de la réunification » explique, entre autres : « l'apparition d'un État ouvrier à Cuba — dont la forme n'est pas encore fixée — présente un intérêt tout particulier du fait que la révolution y a été réalisée sous une direction totalement indépendante de l'école stalinienne. L'évolution du Mouvement du 26 juillet vers le marxisme révolutionnaire fournit un exemple qui sert maintenant d'exemple à une série d'autres pays ». Par ailleurs, justement la convergence d'attitude face à la révolution cubaine de la part des organisations du Secrétariat international et des organisations liées au SWP des États-Unis a été l'une des pré conditions de la réunification sanctionnée par le congrès (QI, troisième trimestre 1963).

Mais c'est surtout de 1964 à 1967 que la IV^e Internationale et ses sections s'identifieront profondément avec la révolution cubaine et notamment avec le combat du Che. En 1964, sous l'inspiration de Guevara, à l'époque ministre de l'industrie, se développe un débat économique majeur. Ernest Mandel y participe sur place à l'occasion d'un voyage et par une contribution parue dans la revue « Nuestra industria ». Ses commentaires et ses conceptions s'expriment également dans un article de QI, dont le titre, « la loi de la valeur, l'autogestion et les investissements dans l'économie des États ouvriers », suffit à donner une idée de l'enjeu du débat. A ce moment-là personne, ni à Cuba ni ailleurs, n'aurait soupçonné que le séjour du Che à Cuba touchait à sa fin et que 1965 serait marqué par son départ pour des destinations alors inconnues. Nous n'avons pas plus d'informations que d'autres et donc nous nous limitons à avancer des hypothèses. Dans un article sobre et clairvoyant (« Un nouveau champ de bataille pour Che Guevara », QI, novembre 1965) Joe Hansen rappelle d'abord le contexte latino-américain et mondial, marque notamment par le coup d'état contre-révolutionnaire au Brésil et le commencement de l'escalade au Vietnam. Il avance ensuite une hypothèse, qui sera par la suite confirmée ; « Il serait assez vraisemblable de supposer que l'équipe Kossyguine-Brejnev adressa à la Havane une vigoureuse protestation au

sujet des déclarations de Guevara en Afrique et de certaines critiques lancées à leur intention ».

Et il ajoute : « ce qui s'est passé entre Castro et Guevara, bien sûr, nous ne le savons pas. Les dirigeants révolutionnaires cubains ont parlé, franchement et ouvertement sur tous les problèmes qu'ils ont rencontrés depuis qu'ils ont constitué leur équipe. Ce fut aussi, très probablement, le cas en cette occasion » (tout le monde sait maintenant qu'une très longue rencontre a eu effectivement lieu entre les deux dirigeants au moment du retour du Che à la Havane). « Il se peut que l'incident ait rendu plus net le dilemme crucial auquel font face les révolutionnaires cubains. Ils ont décidé de faire tout ce qu'ils peuvent, y compris de douloureuses concessions, pour conserver des liens solides avec l'URSS. D'autre part, ils savent bien que la politique de « coexistence pacifique » de Moscou constitue un grave et permanent danger pour leur révolution. La révolution cubaine doit recevoir un support nouveau d'autres révolutions, surtout dans l'hémisphère occidental, entrant en liaison avec elle dans les limites d'un certain temps, si elle ne veut pas souffrir une défaite éventuelle. Ce besoin fondamental a constitué la trame de la politique cubaine vis-à-vis de l'Amérique latine (...) A Guevara, le premier, il doit apparaître que des efforts extraordinaires doivent être faits pour surmonter les échecs, pour renverser les effets de la défaite au Brésil, pour mobiliser plus d'énergie que jamais, pour remporter une nouvelle victoire, pour assurer la défense de la révolution cubaine en faisant progresser la révolution socialiste mondiale en un endroit quelconque où des conditions favorables se trouvent ou peuvent être créées. Est-il si extravagant de concevoir un révolutionnaire comme Guevara se donnant une responsabilité personnelle dans ce programme ? Il n'y a pas la moindre trace de "romantisme révolutionnaire". C'est la manière même de se donner à une grande cause qui a fait de lui un socialiste de premier rang et qui donne son sens à l'existence de chaque socialiste révolutionnaire dans le monde d'aujourd'hui (...). Le principal problème politique qu'ont à résoudre les révolutionnaires cubains et le rôle qu'y joue Guevara sont assez clairs. En tant que partisans de leur révolution, nous ne pouvons que soutenir les Cubains dans leurs héroïques efforts pour sauvegarder leurs conquêtes et renforcer leur forteresse assiégée. »

Tout au long des premiers mois de 1967, les organisations de la QI diffusent le message que le Che envoie à la Tricontinentale. Michaël Lowy soulignera pertinemment notre appréciation et nos sentiments de l'époque : « dans ce texte fulgurant et incisif le Che développe les thèmes suivants : 1) l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, est un système mondial, et il faut le battre dans un affrontement mondial, ample et prolongé ; 2) pour lutter contre l'ennemi commun du genre humain, l'impérialisme US, les pays socialistes et leurs partisans doivent unir leurs

efforts, malgré leurs divergences. La forme actuelle que prennent ces divergences constitue une faiblesse, mais l'union nécessaire finira par s'imposer, sous la pression des coups de l'ennemi ; 3) dans ce combat gigantesque, la tâche historique des peuples du tiers monde soumis aujourd'hui à une dépendance absolue ; 4) il nous faut aujourd'hui une stratégie globale pour la guerre contre l'impérialisme, capable d'aider efficacement le détachement d'avant-garde du prolétariat mondial : le Vietnam. C'est-à-dire qu'il faut créer deux, trois plusieurs Vietnam pour obliger l'impérialisme à disperser ses forces (M. Lowy, *La pensée de Che Guevara*, Maspero, 1970, pp108-109).

Pour sa part, QI écrit son numéro de juillet : « En Amérique latine, tous les militants d'avant-garde répondront présent à l'appel de Che Guevara. Dans plusieurs pays existent déjà des foyers de guérillas (...). Les militants d'avant-garde en Amérique latine ne manqueront pas de trouver les formes de liaison et d'action pour renforcer et étendre les combats armés qui se sont engagés sur ce continent ».

Dès que l'existence de la guérilla du Che en Bolivie est connue, la QI n'hésite pas à lui exprimer sa solidarité. Cela vaut en premier lieu pour sa section bolivienne dont les militants, bien que frappés par une dure répression, ne cachent pas leur volonté de s'associer à l'entreprise, politiquement et organisationnellement. Avant d'être arrêté, le secrétaire du POR, Hugo Gonzalez, écrit un appel où on lit, entre autres : « Notre salut aux formations de guérilla de Nancahuazu (...). Les guérillas sont un appel au combat (...). Elles ne sont pas une folle aventure et moins encore une transposition mécanique et artificielle de la guérilla cubaine (...). Elles naissent en Bolivie comme point culminant de son propre processus politique. Non seulement le peuple bolivien ne s'oppose pas à la lutte armée, mais, au contraire, il tire cette conclusion de la réalité objective actuelle » (juin 1967) Au cours de l'été à lieu à Cuba la conférence de l'Organisation latino-américaine de solidarité (OLAS), qui se termine par l'adoption d'un texte en vingt points qui réaffirme les principes du marxisme et du léninisme et explique en toute clarté que « la lutte armée révolutionnaire constitue la voie fondamentale de la révolution en Amérique latine ».

Joe Hansen, à l'époque l'un des dirigeants non seulement du SWP des États-Unis mais aussi de la QI, présent à la conférence, écrira que « les deux conclusions — les dimensions hémisphériques de la lutte de libération et la nécessité de prendre les armes pour une issue socialiste — furent affirmées dans des discours et des résolutions qui firent sensation dans décembre 1967), Selon Hansen, la conférence avait surmonté des incertitudes et des ambiguïtés existant lors de la Tricontinentale en 1966 et, qui plus est, n'avait comporté aucune discrimination.

La solidarité avec la révolution cubaine et avec la guérilla du Che n'empêche pas la QI d'avancer ses propres analyses de la situation en Amérique latine et d'esquisser ses propres conceptions de la lutte révolutionnaire. En juillet, QI publie une critique systématique par l'auteur de cet article du livre de Régis Debray : « Révolution dans la révolution ? », paru à la Havane, diffusé très largement dans toute l'Amérique latine et censé refléter les conceptions des Cubains en matière de lutte armée.

Trente ans après, il est encore difficile de comprendre les raisons qui ont suggéré aux dirigeants cubains d'inciter une personne, dont l'ignorance de toute une série de données sur l'Amérique latine était manifeste, à se lancer dans une telle entreprise politico-littéraire. Pourquoi ont-ils avalisé un essai qui, comme il était prévisible, allait provoquer assez vite des critiques virulentes dans les milieux révolutionnaires latino-américains eux-mêmes et qui, par ailleurs, était sous plusieurs aspects en contradiction avec un texte que la délégation cubaine présentera peu après à la conférence de l'OLAS ? Pour notre part, nous réaffirmons l'attitude des troskystes boliviens favorables à la guérilla du Che et nous précisons en même temps : « la discussion qui se déroule dans le mouvement révolutionnaire latino-américain sera utile et concluante dans la mesure où elle sera centrée sur l'analyse des situations spécifiques de certains pays plutôt que sur des généralisations en même temps trop vagues et trop engageantes. C'est justement l'originalité de l'expérience cubaine, qui, par plusieurs aspects, a pris de court toutes les tendances du mouvement ouvrier international qui devrait conseiller d'éviter les schémas rigides, notamment en ce qui concerne les formes et les étapes concrètes des processus révolutionnaires ».

L'annonce de l'assassinat du Che provoque une énorme douleur et un sentiment de révolte chez tous les militants marxistes révolutionnaires. Des militants boliviens dans la clandestinité s'expriment dans une lettre parue dans QI : « l'assassinat de Che Guevara est un coup dur pour la lutte de guérilla en Bolivie. Mais il faut souligner que la guerre de guérilla, en Bolivie, comme dans tout autre pays où elle naît, a de profondes causes économiques, nationales et mondiales (...) Le POR bolivien considère qu'il est du devoir de tous les révolutionnaires en Bolivie et en Amérique latine de soutenir la lutte actuelle des guérillas, de la renforcer, de la sortir de son isolement de la lier au mouvement des masses dans les villes et dans les mines et d'y associer la paysannerie comme une force combattante ».

Le même numéro de la revue publie, sous forme d'éditorial, un message du Secrétariat unifié de la QI dont nous rappelons le passage central : « l'accession au pouvoir vit Guevara plus fidèle que jamais à son idéal communiste (...) il lutte pour l'homme nouveau, un homme véritablement nouveau qui n'avait rien de commun avec les caricatures

fournies par les bureaucrates. Imprégné au plus haut point du caractère international de la révolution socialiste, il rappela aux États ouvriers "riches" leur devoir à l'égard de ceux qui ne l'étaient pas. »

Les jeunesses communistes révolutionnaires, qui viennent de se former, organisent à Paris un meeting à la mémoire du Che : 1.700 personnes y participent. La publication l'année suivante du journal de Bolivie nous amène à revenir sur la défaite de la guérilla et ses causes. Désormais, il était légitime de se poser une série de questions dont les suivantes : « l'isolement presque complet du noyau était-il inévitable ? La rupture prolongée de toute liaison avec les villes était-elle inévitable ? Était-il objectivement impossible de recruter à temps quelques dizaines de combattants supplémentaires ? » (QI, novembre 1968). Nous rappelions dans cet article que les révolutionnaires boliviens avaient répondu par la négative. Des historiens y reviendront, mais il est difficilement contestable que, si le Che a été condamné à un isolement tragique et si des forces effectivement disponibles n'ont pas pu le rejoindre, une responsabilité

majeure en incombe au réseau contrôlé par le Parti communiste pro-Moscou, hostile à l'entreprise du Che dès le début (2).

Finalement, en avril 1969, le IXe Congrès mondial de la QI, qui adopte une résolution sur l'Amérique latine, en essayant de tirer les leçons du combat bolivien et d'autres expériences de lutte armée dans le continent, « honore particulièrement la mémoire du camarade Ernesto Che Guevara, symbole de la nouvelle génération de révolutionnaire intrépides de par le monde » (QI, mai 1969) (3).

Livio Maitan
Inpécór n°417, octobre 1997

(*) **Livio Maitan, dirigeant historique de la IVe Internationale en Italie est décédé en 2005.**

1) Ce projet fut adopté par le Secrétariat international à la majorité, avec l'opposition des deux représentants du courant posadiste, Adolfo Gilly et Albert Sendic, lesquels allaient rectifier leur attitude au cours du congrès. Sendic écrira, sous le pseudonyme de A. Ortiz, une analyse de l'État ouvrier cubain dans le numéro de novembre de QI de l'année suivante. Le texte adopté par le congrès a été publié séparément dans QI, premier trimestre 1961. Dans ce même numéro, le chapitre sur Cuba qu'il remplaçait a été maintenu par erreur dans la résolution plus générale sur la révolution coloniale. Les prises de positions du courant posadiste — ainsi défini du fait que son principal dirigeant, l'Argentin d'origine italienne Homero Cristali, a utilisé de préférence le pseudonyme de J. Posadas — après sa rupture avec la QI en 1962 et surtout en 1965 et 1966 lorsqu'il prétendit que le Che avait été assassiné par Fidel, ont contribué incontestablement à induire Fidel et, dans une beaucoup moindre mesure, le Che, à exprimer des appréciations inacceptables sur notre mouvement et le trotskysme. Nous allons revenir sur les positions du Che à l'égard de Léon Trotsky et du trotskysme dans un prochain numéro.

2) Nous sommes revenus sur ces problèmes dans notre article « De la guérilla à la guerre du peuple ? L'autocritique mystifiée de Régis Debray », QI, printemps 1975.

3) Le problème de la guérilla a été abordé dans la résolution susmentionnée de 1969 et réévalué sous forme d'autocritique au cours des congrès de 1975 et 1979.

Un bilan nécessaire

La révolution cubaine a joué un rôle déterminant dans la dégradation du rapport de forces à l'échelle mondiale au détriment de l'impérialisme, ouvrant une période d'explosions révolutionnaires, notamment en Amérique latine. Mais la révolution cubaine a contribué également de manière décisive à l'accentuation de la crise du stalinisme, y compris par l'intervention consciente de sa direction dans les débats du mouvement communiste international. Voilà pourquoi les nouvelles avant-gardes jeunes surgies avec la montée révolutionnaire des années soixante se sont reconnues dans la direction cubaine. Comme elles, cette direction révolutionnaire s'est développée en dehors du cadre des organisations traditionnelles. Les militants de la IV^e Internationale, qui ont joué un rôle de premier plan dans l'apparition et dans l'évolution de ces nouvelles avant-gardes, ont été dès le début des défenseurs intransigeants de la révolution cubaine. En France comme aux U.S.A., en Bolivie comme au Japon, ils ont fait connaître largement les positions de la direction castriste. Avant mai 1968, la grande presse désignait la nouvelle génération de militants trotskystes comme «guévaristes». Nous pouvons en être fiers. Car il n'y a pas de plus grand honneur que de continuer le combat du commandant Ernesto Che Guevara, symbole héroïque de notre époque révolutionnaire.

Livio Maitan, 4 février 1971.

La publication d'une série de textes que le mouvement trotskyste international a consacrée à la révolution cubaine a pour but non seulement de fournir aux militants une documentation utile, mais aussi de mettre en relief l'influence que la victoire de Fidel Castro et les luttes qui s'ensuivirent en Amérique latine, eurent sur le développement et le renouveau des organisations qui se réclament du marxisme-révolutionnaire.

I.

La genèse de la révolution cubaine, sa victoire, les événements de la première décennie de l'Etat ouvrier, ont constitué un test capital pour les orientations et les conceptions du mouvement révolutionnaire. Comme tous les grands tournants historiques, la révolution cubaine a balayé nombre de lieux communs, de positions fausses ou ambiguës, de schémas désuets et a permis de mieux saisir dans leur complexité et leur richesse, les tendances fondamentales de cette étape. En même temps, elle a fait ressortir plus clairement les limites et les contradictions auxquelles ne peut échapper un Etat ouvrier dans le contexte international donné, dans le cadre du rapport de forces existant non seulement entre l'impérialisme et la révolution, mais au sein même du front non capitaliste.

Les écrits que nous publions, analysent avec précision la signification et les leçons fondamentales de la révolution cubaine. Il nous suffira donc ici de les récapituler brièvement.

1) La révolution cubaine marque un tournant capital pour un continent tout entier, et en ce sens, malgré les dimensions du pays, sa portée est comparable à celle de la révolution russe et de la révolution chinoise. L'existence

même d'un Etat ouvrier à Cuba a représenté et ne cesse de représenter, en dépit des difficultés actuelles, un élément puissant de crise et d'affaiblissement de l'impérialisme et une aide objective exceptionnelle à la lutte révolutionnaire. Sans la victoire de Fidel Castro, dix années d'histoire de l'Amérique latine auraient été radicalement différentes : la crise très profonde des classes dominantes et des groupes dirigeants, le déclin irréversible des mouvements nationalistes petits-bourgeois réformateurs, l'essor et la maturation d'avant-gardes nouvelles, ou bien ne se seraient pas encore produits, ou bien n'auraient pas connu une telle ampleur et des rythmes aussi rapides. Même en Asie et en Afrique, les leçons de la révolution cubaine ont laissé des traces considérables et ont contribué à la formation et au développement de mouvements et de cadres révolutionnaires. C'est encore plus vrai pour les pays capitalistes développés, notamment d'Europe occidentale, où, c'est bien connu, les mobilisations pour la défense de la révolution cubaine ont marqué une étape de la montée des avant-gardes dans les nouvelles générations qui ont déferlé plus tard sur l'arène politique en mai 1968 en France et en 1968-1970 en Italie.

La Quatrième Internationale n'a aucune raison de minimiser ce que Cuba a significé pour elle : notamment en

France, sans Cuba et sans Guevara, la J.C.R. n'aurait pas connu un essor aussi rapide et la Ligue Communiste ne serait pas ce qu'elle est actuellement.

2) Grâce à la révolution cubaine, non seulement des couches d'avant-garde relativement restreintes, mais surtout de larges masses d'ouvriers, de paysans, de petits-bourgeois radicalisés et de plébiens en marge du processus de production ont pris conscience des différenciations et des oppositions politiques et sociales fondamentales et de la possibilité de battre l'ennemi numéro 1, le tout-puissant impérialisme nord-américain. Une telle affirmation peut paraître aujourd'hui un lieu commun, mais aucun militant, qui a vécu l'expérience latino-américaine avant Cuba, ne minimisera la portée du changement intervenu.

En même temps, la révolution cubaine a soumis à une vérification pratique tous les débats sur la nature de la révolution en Amérique latine, que pas mal de philistins considéraient comme stériles et scolastiques. Contrairement aux conceptions défendues par les staliniens, les réformistes et les centristes de tout acabit, l'expérience vivante a démontré le caractère fallacieux et arbitraire de l'hypothèse d'une étape démocratique-bourgeoise, nettement distincte de l'étape socialiste de la révolution, ainsi que de la nécessité et de la possibilité d'une alliance avec la bourgeoisie dite nationale. La révolution cubaine a révélé très rapidement sa nature de révolution permanente qui, en rompant non seulement avec l'impérialisme, mais aussi avec les classes dominantes indigènes, y compris la bourgeoisie « nationale », transcroissait sans solution de continuité dans une révolution socialiste. Paradoxalement, mais le paradoxe n'est qu'apparent, cette transcroissance se produisait avant même que ceux qui la stimulaient, en aient eu clairement conscience.

3) La victoire de l'Ejercito Rebelde était une confirmation supplémentaire de l'absurdité de toute théorisation sur les « voies démocratiques » ou « pacifiques » (encore plus risible pour des pays où n'existaient même pas de véritables institutions parlementaires, dont la présence en Europe occidentale peut fournir des justifications aux tenants des conceptions opportunistes). Elle impliquait aussi des enseignements plus précis sur les formes possibles d'une rupture révolutionnaire dans le contexte latino-américain donné. Sur ce terrain, les discussions ont été vives dès le début et se poursuivent maintenant, même si la polémique est entrée dans une nouvelle phase.

C'est à juste titre que les dirigeants cubains, Che Guevara en premier lieu, ont repoussé la thèse de l'exceptionnalité de la révolution cubaine. En pratique cette thèse était l'écran derrière lequel se cachaient non seulement staliniens, réformistes et centristes, dont les constructions s'étaient lamentablement écroulées, mais aussi tous ceux qui sur le

papier et dans des termes très généraux se déclaraient pour la lutte armée sans en tirer, toutefois, les conclusions qui s'imposaient sur les tâches militaires spécifiques du mouvement et sur le choix concret des méthodes. Autrement dit, étaient mises en échec toutes ces attitudes routinières et conservatrices qui, en dernière analyse, se fondaient sur une utilisation mécaniste d'analogies historiques et sur une conception spontanéiste de la montée révolutionnaire des masses et de l'insurrection pour la prise du pouvoir.

L'issue victorieuse de la lutte révolutionnaire à Cuba, en dépit de toutes les interprétations superficielles et unilatérales, a confirmé en outre que l'existence d'une avant-garde même faible au début mais qui, dans un contexte pré-révolutionnaire ou révolutionnaire, est capable d'exprimer clairement les intérêts et les aspirations des masses et d'établir des liens effectifs avec au moins certaines couches est la condition décisive du succès. Sous des formes tout à fait spécifiques et qui pourront s'avérer dans une large mesure uniques, la révolution cubaine, au-delà des apparences, s'inscrit en faux contre toute négation du contenu essentiel de la conception léniniste du parti.

4) L'attaque de l'impérialisme a stimulé très vite la dynamique de révolution permanente de la révolution cubaine sur le plan international. C'est surtout à partir de cette attaque en effet, que le groupe dirigeant a compris que seulement en s'intégrant dans le processus mondial de la révolution Cuba pouvait échapper à l'étouffement et au danger d'une agression militaire. Par conséquent, il a commencé à établir les alliances indispensables avec les autres Etats ouvriers, en s'efforçant de faire bloc avant tout avec des pays comme le Vietnam et la Corée du Nord, eux aussi en première ligne dans l'affrontement avec l'impérialisme, et en gardant substantiellement son indépendance politique face aux plus puissantes directions bureaucratiques. En même temps, ce qui est encore plus significatif, il a assumé vigoureusement le rôle de porteur de la révolution latino-américaine dans son ensemble. L'entreprise de Che Guevara en Bolivie, au-delà des appréciations sur les choix et les méthodes spécifiques, a été l'expression la plus spectaculaire de l'orientation internationaliste des révolutionnaires cubains, lucidement conscients que leur sort est indissolublement lié au sort de la révolution à l'échelle du continent.

II.

La portée historique de la révolution cubaine et les mérites incontestables de Fidel Castro et du groupe dirigeant autour de lui, ne sauraient amener les révolutionnaires à mettre une sourdine sur les limites, les contradictions, les tendances potentielles négatives qui, elles, découlent des conditions objectives ou de carences d'ordre subjectif. Encore une fois, limitons-nous à des rappels synthétiques.

1) En règle générale, les nouveaux rapports de production ont assuré un développement économique considérable, permettant une amélioration très substantielle du niveau de vie global des masses, entre autres par l'élimination du fléau du chômage, du sous-emploi et par l'alphabétisation et la scolarisation généralisée. Toutefois, le sous-développement au départ, toutes les séquelles des conditions typiques d'une société arriérée (insuffisance du niveau technique, culturel, nombre limité des cadres et des spécialistes, survivance de mœurs propres à une société pré-industrielle, etc.) et le blocus impérialiste ne pouvaient pas ne pas provoquer des difficultés et des tensions très graves, déterminant en même temps une dépendance économique inévitable par rapport à l'Union soviétique. Les insuffisances dans l'élaboration systématique de projets et de plans économiques, l'accent excessivement mis, surtout à certaines périodes, sur des conceptions volontaristes, l'adoption de certaines mesures outrancières d'expropriation dans le secteur de la distribution, dont les conséquences sérieuses sur le plan économique sont incontestables et dont la justification socio-économique semble douteuse, quelques concessions à l'utopisme dans la conception de la phase de transition du capitalisme au socialisme et au communisme, la sous-estimation des stimulants matériels, tout cela a aggravé les conditions objectives, contribuant à la faillite de la zafra (récolte de canne à sucre, NDLR) des dix millions de tonnes et aux tensions qui se sont créées plus généralement au cours de la dernière année.

2) Cuba n'a pas subi un processus de dégénérescence bureaucratique semblable à celui dont ont souffert — sous des formes variées — les Etats ouvriers d'Europe orientale et d'Asie et le régime a pu se baser sur des puissantes mobilisations des masses. Mais la tendance qui s'est manifestée dès le début à prolonger et même à théoriser des rapports politiques et institutionnels fluides — dont le rapport direct entre le leader et les masses était le couronnement — ne pouvait pas ne pas avoir à la longue des implications très négatives. En d'autres termes a fait défaut à Cuba une structuration du pouvoir révolutionnaire de nature soviétique, à savoir un pouvoir fondé sur des organismes élus et révocables à tout moment, coordonnés de la base au sommet, de la périphérie au centre, tels qu'ils assurent effectivement la gestion du pouvoir par les masses ouvrières et paysannes. En outre, le groupe dirigeant a permis pendant de longues années que les syndicats — instrument irremplaçable pour la défense des intérêts des travailleurs même dans la phase de transition — restent sous l'emprise des vieux bureaucrates du P.S.P. (l'ancien Parti communiste cubain, NDLR), en les reléguant même dans des généralisations hâtives à une fonction essentiellement productiviste-propagandiste. Finalement, l'affirmation de la nécessité de construire un parti marxiste-léniniste, accompagnée au commencement par des

tentatives originales pour contrecarrer les dangers de bureaucratization, ne s'est traduite dans la pratique que dans une mesure absolument insuffisante : il est entre autres symbolique que, douze ans après la conquête du pouvoir, le premier congrès du parti n'ait pas eu lieu. Dans ces conditions il était difficile pour l'avant-garde du prolétariat d'accomplir réellement ses tâches ; plus généralement, la classe ouvrière n'a pu jouer que très partiellement et par des médiations multiples son rôle hégémonique.

3) L'absence de structures politiques démocratiques révolutionnaires d'ensemble, la carence des syndicats, les limites graves dans le fonctionnement du parti, ont laissé des vides qui, sous une forme ou sous une autre, allaient être remplis. Ainsi, s'est créée progressivement une couche de dirigeants et de fonctionnaires aux différents niveaux qui en pratique a élaboré ou appliqué, sur la base de ses propres interprétations et de ses intérêts plus spécifiques, les décisions prises en principe par le groupe dirigeant au sommet. Dans une situation qui, malgré les progrès historiques que nous avons rappelés, restait caractérisée par la pénurie, il était inévitable que les fonctions de direction étant confiées à une couche restreinte, se produisent des conditions privilégiées et une mentalité liée à ces conditions. Il n'y a pas de doute que les différenciations sociales et les privilèges sont encore très limités, et en tout cas, qualitativement différents de ceux d'Union soviétique, des démocraties populaires et même de Chine. Mais un décalage existe et une dynamique sociale et politique dangereuse opère. Elle est d'autant plus dangereuse que les couches embryonnaires de la bureaucratie cubaine peuvent exploiter en leur faveur le rapport de forces au niveau international, plus précisément la convergence entre leurs intérêts, leurs aspirations et les intérêts et les aspirations de la caste bureaucratique de l'U.R.S.S. qui, pour des raisons bien connues, est actuellement en condition d'exercer sur Cuba toutes sortes de pressions, sinon de véritables chantages.

4) Les orientations révolutionnaires et anti-bureaucratiques du groupe dirigeant cubain, ses initiatives en Amérique latine, ses polémiques avec les partis communistes et la direction soviétique elle-même, ont contribué puissamment à la crise du stalinisme et des organisations bureaucratiques du mouvement ouvrier international. Toutefois aussi bien à cause de leur formation que des conditionnements qu'ils subissaient, les dirigeants cubains n'ont pas acquis — ou n'ont pas exprimé — une compréhension globale du phénomène de bureaucratization des partis communistes et de dégénérescence des sociétés de transition. Cette carence théorique a eu des implications pratiques sérieuses et, si elle n'est pas surmontée à temps, en aura d'autres dans l'avenir. C'est pourquoi les marxistes-révolutionnaires de la IVe Internationale posent nettement le problème. Ainsi, le manque de clarté sur la nature des partis communistes a

amené à plusieurs reprises les dirigeants cubains à nourrir des illusions sur l'apport possible de ces partis au développement de la lutte révolutionnaire en Amérique latine : l'exemple le plus dramatique en fut donné par les tentatives d'accord avec les communistes boliviens lors de la guérilla du Che. Ainsi, les carences d'analyse et de méthode en ce qui concerne la nature des Etats ouvriers bureaucratés ont beaucoup contribué à la prise de position sur l'invasion de la Tchécoslovaquie qui s'est traduite, pratiquement, par un alignement aux côtés de Moscou et des partis communistes les plus conservateurs et les plus anticastroïstes. Nous n'avons pas besoin de rappeler ici combien une telle attitude a nui au prestige et à l'influence des cubains aussi bien chez les masses des Etats ouvriers opprimés par la domination bureaucratique que dans les avant-gardes jeunes qui ont animé la nouvelle montée dans les pays capitalistes plus industrialisés. En ce qui concerne plus spécialement ces avant-gardes, l'attitude réticente du groupe dirigeant castriste face aux événements de mai 1968 en France a aussi joué négativement.

5) L'impulsion historique que la révolution cubaine a donnée à la révolution latino-américaine et l'aide que l'Etat ouvrier cubain a assurée aux révolutionnaires de ce continent ne sauraient faire oublier les données négatives qui sont à la base de la crise des rapports entre la direction castriste et une série de mouvements qui s'étaient inspirés du castrisme à l'époque de leur formation.

Sur le terrain des généralisations et des indications stratégiques, les cubains ont donné un aval à des interprétations erronées ou du moins unilatérales de l'expérience révolutionnaire cubaine elle-même, par exemple les interprétations qui mettaient une sourdine sur l'influence de masse que Fidel Castro avait déjà avant le débarquement, sur l'influence qu'a eu sur le développement de la lutte armée la présence d'un mouvement anti-Batista dans les villes, etc. En même temps, dans le but de rejeter — à juste titre — les théorisations opportunistes sur l'exceptionnalité de la voie cubaine, ils allèrent jusqu'à ignorer ou à sous-estimer sérieusement les traits spécifiques réels qui fort probablement ne se trouveront plus réunis dans la lutte révolutionnaire d'autres pays ; il suffit de rappeler, encore une fois, l'attitude d'une partie de la bourgeoisie latino-américaine qui considérait sans avenir le régime de Batista et qui espérait que Fidel Castro suivrait la courbe d'autres leaders de mouvements révolutionnaires petits-bourgeois d'Amérique latine dès son arrivée au pouvoir.

D'une façon analogue, tout en partant d'une appréciation fondamentalement correcte des tensions révolutionnaires au niveau du continent et de la nécessité incontestable de repousser les analyses des réformistes et des centristes, les Cubains formulaient la théorie schématique et ambiguë du

« foco » (le « foyer » de guérilla initial, NDLR), alimentant chez de nombreux militants courageux mais dépourvus de formation politique et coupés des masses l'illusion que l'expérience de la Sierra Maestra pourrait se répéter dès qu'un minimum de conditions « techniques » serait rempli. Il est vrai que cette théorie a été exprimée sous sa forme la plus systématique et la plus explicite dans le petit livre de Régis Debray. Il est vrai aussi que des textes cubains plus ou moins de la même époque, notamment le rapport de la délégation cubaine à la conférence de l'O.L.A.S., sont sensiblement différents de ce texte, sur lequel d'ailleurs Guevara avait beaucoup de remarques à faire. Il n'empêche que le succès de « Révolution dans la révolution » fut déterminé par la publicité et par le soutien cubain, qu'il était légitime d'interpréter comme une approbation. Ici, nous touchons encore une fois du doigt les conséquences négatives des carences dans l'élaboration des dirigeants cubains, de leur empirisme aussi bien dans la critique des partis communistes que dans la formulation du problème capital du parti révolutionnaire. Le livre de Régis Debray, que presque personne ne défend aujourd'hui, mais qui a provoqué au moment de sa parution de véritables ravages, était de nature à encourager au maximum les tendances aventuristes et spontanéistes qui s'étaient déjà répandues en Amérique latine après la victoire de Fidel Castro. Le prix payé par le mouvement révolutionnaire à la suite de ces erreurs ne peut pas encore être apprécié dans toute son ampleur, mais il s'agit, en tout cas, d'un prix élevé.

III.

Comme le souligne l'un des articles inclus dans ce volume (2), la révolution cubaine est entrée dans une phase cruciale où s'affrontent des conceptions et des forces opposées. Cette lutte a une dimension internationale, puisque le rapport de forces entre les masses et les couches bureaucratiques embryonnaires à Cuba est influencé aussi par le rapport de forces au niveau mondial. A ce niveau, la force bureaucratique la plus puissante, la caste qui domine à Moscou, dispose encore de très grandes ressources et de marges de manœuvre considérables. Seuls des bavards ou des ignorants peuvent sous-estimer les difficultés terribles d'une édification socialiste dans le contexte donné ; il ne faut pas oublier un seul instant qu'au-delà de toute dissimulation tactique éventuelle, l'impérialisme yankee reste sur le pied de guerre.

Mais pour ceux qui rejettent la perspective d'une résignation à la dégénérescence bureaucratique et d'un fléchissement opportuniste qui, en dernière analyse, isoleraient le régime des masses et rendraient l'île plus vulnérable à des attaques impérialistes éventuelles, les solutions sont presque dictées. Il est nécessaire de prolonger un effort productif exceptionnel — c'est la seule voie pour garantir que les besoins du peuple soient progressivement satisfaits, ce qui implique une rationalisation dont

l'augmentation de la productivité du travail est une condition sine qua non. Il est nécessaire de miser sur une mobilisation et une activation constantes des masses, ce qui ne sera possible que par une restructuration profonde de l'Etat ouvrier dans un sens démocratique révolutionnaire, qui permettra que la classe ouvrière et les masses en général participent effectivement à la gestion économique et à la direction politique du pays.

Les prises de position de Fidel Castro, surtout à partir du moment où il a dû enregistrer l'échec de la zafra des dix millions, indiquent qu'une partie au moins du groupe dirigeant est consciente des tendances qui opèrent et de la nécessité de mener une dure bataille dans la direction susmentionnée. La réorganisation des syndicats par des élections aux différents niveaux représente un premier pas : un renouvellement s'est produit justement dans le secteur où s'étaient retranchés des bureaucrates anciens et nouveaux. Sur le plan des formulations, ce qu'a dit Castro dans un discours récent (7 décembre 1970) en évoquant les expériences historiques de la Commune de Paris et des soviets pendant la révolution russe, est significatif : il y affirme notamment l'exigence de « formes de représentation multiples grâce auxquelles le citoyen est représenté dans des formes différentes » et la perspective d'une structuration institutionnelle qui permette au peuple de « participer par ses représentants directs à l'élaboration des lois et des mesures du gouvernement révolutionnaire ». Si le groupe dirigeant œuvre résolument dans cette direction, sans remettre les échéances et en valorisant beaucoup plus que par le passé l'expérience historique désormais longue du mouvement ouvrier sur l'échelle mondiale, il contribuera à bloquer des tendances dangereuses et à créer les prémisses d'une construction exemplaire du socialisme.

Il va de soi qu'une évolution positive sera conditionnée en même temps par l'adoption d'une orientation correspondant aux nécessités du mouvement révolutionnaire latino-américain à cette étape. L'attitude des dirigeants cubains à ce sujet semble confirmer qu'ils s'imposent une conduite prudente qui prolonge la pause de réflexion. De toute façon il paraît d'une part que certaines conceptions « débrayistes » ont été abandonnées ou mises de côté, d'autre part qu'il y a un effort très clair pour exploiter la situation créée à la suite du tournant au Pérou, de la victoire d'Allende au Chili, de l'avènement du pouvoir de Torres en Bolivie.

Aucun révolutionnaire ne saurait critiquer le gouvernement cubain pour ses tentatives d'exploiter les différenciations et les crises dans le front de l'adversaire et de briser le blocus économique, militaire et diplomatique. Ce qui serait très négatif, c'est tout penchant à des théorisations allant dans le sens de concessions opportunistes et, pis encore, toute subordination des exigences d'une stratégie révolutionnaire à long terme à des nécessités conjoncturelles de la politique de l'Etat cubain. Dans le cas du Pérou par exemple, il est normal que les cubains exploitent les marges que leur offre l'orientation du régime militaire actuel, mais il est inacceptable que l'armée péruvienne soit caractérisée de « révolutionnaire » et qu'en fait soit oublié tout ce qu'avaient expliqué les textes de l'O.L.A.S. et Che Guevara sur la nature de la révolution en Amérique latine et sur l'impossibilité de miser sur des alliances avec la bourgeoisie dite nationale.

En ce qui concerne plus directement la lutte des révolutionnaires latino-américaine, la presse cubaine, après une période de réticence partielle, réserve de nouveau beaucoup de place à l'activité des organisations qui mènent la lutte armée, en premier lieu en Uruguay, en Argentine et au Brésil, et le discours de Fidel Castro du 26 juillet de l'an passé est allé dans le même sens. Mais c'est une redéfinition de la position cubaine à propos des orientations et des méthodes de lutte que les révolutionnaires latino-américains attendent. Une attitude d'attente — qui, en fin de compte, si elle devait durer encore longtemps, signifierait le choix de l'empirisme et du spontanéisme — ne peut aucunement être la solution d'une direction dont les responsabilités sont directement proportionnelles à son prestige et qui est elle-même vitalemment intéressée à des victoires révolutionnaires en Amérique latine à des échéances proches.

Nous sommes convaincus que la révolution cubaine n'a pas encore exprimé toutes ses potentialités. C'est pourquoi nous avons attiré l'attention sur les tâches qu'à notre avis doivent accomplir les dirigeants cubains. C'est pourquoi aujourd'hui plus que par le passé, en fixant leurs perspectives et leurs orientations, les marxistes révolutionnaires latino-américains seront inspirés par la conscience que leur devoir est de défendre par leur action anti-impérialiste l'Etat ouvrier cubain, qui ne cesse de représenter le défi le plus audacieux et le plus narquois à l'impérialisme le plus puissant de l'histoire du capitalisme.

Livio Maitan

(1) Comme la IV^e Internationale n'a pas manqué de le souligner à l'époque, le discours de Fidel Castro d'août 1968 contenait aussi une critique assez serrée des méfaits de la bureaucratie, ce qui explique pourquoi il n'a pas été publié à Moscou malgré le soutien qu'il apportait à l'invasion.

(2) Cf. « Une étape cruciale pour la révolution cubaine »,

Sur la nature de la Révolution cubaine

Résolution du VIe Congrès mondial de la IVe Internationale

1. — Cuba d'avant la révolution était caractérisé au plus haut degré par les contradictions typiques d'un pays semi-colonial sous l'emprise de l'impérialisme : développement industriel très limité et conditionné par les nécessités économiques des impérialistes ; production agricole du type mono-culture, dominée directement par les trusts étrangers ; chômage massif ; non-exploitation d'un pourcentage très considérable de la force de travail ; niveau de vie très bas des masses en général ; bourgeoisie « nationale » restreinte, incapable d'un développement tant soit peu autonome, essentiellement parasitaire et corrompue ; pouvoir politique dictatorial basé sur une répression féroce en l'absence de toute garantie ou de tout droit démocratique bourgeois.

Dans le contexte de la situation internationale et latino-américaine donnée, ces conditions objectives de base étaient éminemment favorables à l'initiative révolutionnaire de l'avant-garde fidéliste. Malgré les difficultés très sérieuses auxquelles cette avant-garde eut à faire face au commencement, ses liaisons avec des secteurs de paysans pauvres de la Sierra Maestra ont déterminé des changements profonds dans les perspectives initiales du mouvement. Dans ces conditions Fidel Castro a commencé à avancer une esquisse de programme de réforme agraire et l'avant-garde fidéliste a été capable de se lier assez rapidement à des secteurs des masses paysannes, d'élargir progressivement son influence en gagnant le soutien des autres couches de la population travailleuse, de s'installer dans une région du pays et de préparer ainsi dans des délais relativement courts l'insurrection victorieuse. C'est fondamentalement la naissance, le développement, la maturation d'un mouvement de masses très puissant, sans précédent dans cette partie du monde, qui a déterminé la défaite de la dictature de Batista, qui a rendu possible successivement l'offensive de plus en plus ample contre l'impérialisme et les forces capitalistes indigènes et qui représente le barrage numéro 1 contre l'agression au moyen de laquelle les impérialistes voudraient essayer de renverser une situation de plus en plus désastreuse pour leurs intérêts.

2. — La révolution cubaine a grosso modo connu jusqu'ici trois phases : la première dans laquelle après avoir limité ses buts et ses méthodes à un programme de « moralisation du régime » et d'action armée par un groupe restreint qui tâchait de gagner un secteur de l'armée, le mouvement fidéliste sous la pression de couches de plus en plus amples de paysans pauvres, a développé un programme de lutte

contre le régime, axé surtout sur des revendications démocratiques bourgeoises et des revendications paysannes de plus en plus avancées ; la deuxième, caractérisée par les premières conquêtes révolutionnaires et surtout par la réforme agraire ; la troisième, qui a eu comme points culminants les coups mortels contre la propriété impérialiste dans l'été 1960 et la vague décisive des nationalisations, y compris des propriétés capitalistes indigènes, au mois d'octobre de la même année.

Sur le plan plus proprement politique, dans une première phase les forces révolutionnaires populaires avaient signé un pacte avec les représentants de la démocratie bourgeoise et petite-bourgeoise (juillet 1958). Une deuxième phase était caractérisée par la formation d'un gouvernement avec participation d'éléments libéraux-conservateurs et par la présidence d'Urrutia (janvier 1959). Finalement se produisit la rupture inévitable avec ces derniers, qui fut provoquée surtout par la promulgation de la réforme agraire.

Dans ces premières phases, la révolution cubaine s'est donc développée en tant que révolution démocratique anti-impérialiste radicale, tandis que dans la troisième, elle a réalisé sa transcendance en une révolution socialiste qui a éliminé non seulement les bases économiques impérialistes mais aussi les propriétés capitalistes indigènes. Sur le plan de la direction politique, l'évolution a été beaucoup plus de forme que de fond, le pouvoir réel ayant été dans les mains de l'Ejército rebelde et l'équipe fidéliste même dans la période de dualité de pouvoir qui a généré allant de la prise du pouvoir à la chute d'Urrutia.

La révolution cubaine représente une nouvelle confirmation éclatante du caractère permanent que la révolution ne peut qu'avoir dans un pays colonial ou semi-colonial si elle veut triompher vraiment de ses ennemis, réaliser ses buts fondamentaux et répondre aux exigences économiques, politiques et sociales élémentaires des masses.

3. — Dans la période éminemment transitoire que traverse actuellement la révolution, Cuba a cessé d'être un Etat capitaliste et est effectivement devenu un Etat ouvrier par l'application des mesures d'étatisation d'octobre 1960. Cette caractérisation sociologique se base essentiellement sur les trois facteurs suivants :

a) Après les mesures de nationalisation des entreprises et des propriétés étrangères, la bourgeoisie cubaine, tout en ayant

perdu son pouvoir politique, gardait sa position économique, et la nouvelle structure post-révolutionnaire lui permettait même de continuer à accumuler sa plus-value. Mais après les décisions gouvernementales du 14 octobre, le pouvoir économique de la bourgeoisie indigène est aussi éliminé et la propriété capitaliste, y compris des sucreries, disparaît pratiquement dans l'île. Il est vrai que des secteurs de moyenne et de petite propriété devraient en principe subsister et même jouir d'une certaine aide, mais ils représentent, surtout dans un pays comme Cuba, un élément économique et social tout à fait secondaire qui, dans les conditions données, ne saurait être décisif du point de vue de la caractérisation sociale.

b) La réforme agraire n'a pas impliqué et n'impliquera probablement pas à une échéance courte une socialisation véritable des rapports à la campagne, qui d'ailleurs jusqu'ici n'a pas été réalisée non plus en U.R.S.S. et dans les autres Etats ouvriers. Mais il s'agit quand même d'une réforme très avancée qui a éliminé la propriété impérialiste et les latifundia capitalistes et créé une structure coopérative très large, en voie de développement rapide. Par l'intermédiaire de l'I.N.R.A (Institut national de la réforme agraire, NDLR), l'Etat a d'autre part toute possibilité d'intervenir et de jouer un rôle de contrôle, en évitant que des éléments petits bourgeois potentiellement capitalistes puissent exploiter à leur avantage les contradictions inévitables à cette étape dans la structure agricole nouvelle (différenciation économique des coopératives, conflits d'intérêts entre les paysans membres des coopératives et ceux qui ne le sont pas, hiatus entre la structure coopérative agricole et celle où la propriété paysanne subsiste, etc.).

c) L'Etat a établi essentiellement un monopole du commerce extérieur et peut exercer aussi par cette voie une influence décisive dans la vie économique du pays. (Cette mesure est d'autant plus importante que Cuba est un pays où le commerce extérieur a joué et joue encore un rôle capital.) Par conséquent à Cuba s'est formé un Etat ouvrier d'origine particulière et de type nouveau.

4. — L'appareil du vieil Etat bourgeois a été essentiellement détruit par la révolution. Cette destruction s'est exprimée surtout sous la forme d'une destruction de l'appareil de répression militaire et policier.

Mais le vieil appareil n'a pas été remplacé par un appareil correspondant aux nouveaux rapports de force, par un appareil démocratique basé sur des Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, et cette carence représente à l'étape actuelle la faiblesse principale de la révolution. Mais, du point de vue du fond, l'Ejército rebelde — dont le rôle est loin d'être purement militaire — et les milices ont assuré une forme spécifique, bien que tout à fait insuffisante, de

renovation de l'appareil, sur une base de classe paysanne, ouvrière et petite bourgeoise radicale.

D'autre part, malgré les limitations bureaucratiques importantes, les masses participent de plus en plus activement à la vie politique par l'intermédiaire des syndicats, des coopératives — dont la direction est élue — du mouvement politique du « 26 juillet » et des autres groupes politiques. La participation massive aux meetings monstres, l'attention prêtée aux discours télévisés, etc., sont une autre forme de mobilisation des masses, une forme de « démocratie plébiscitaire » qui, bien qu'essentiellement paternaliste et grosse de dangers, a eu toutefois une signification concrète pour les masses par rapport à ce qu'était la condition politique pré-révolutionnaire,

5. — Le caractère avancé de la révolution cubaine est confirmé par toute une série de réformes qui ont soit précédé soit suivi les réformes structurelles de base. Des réformes comme celle de l'instruction, celle des loyers et des logements, celle concernant les conditions de certaines catégories déshéritées ou déclassées, etc., ont une portée sociale vraiment révolutionnaire et représentent une rupture complète avec un passé barbare.

6. — La révolution cubaine contient aussi bien des traits communs à d'autres révolutions de notre époque que des traits spécifiques du pays (ou d'une catégorie de pays). Les traits communs sont : a) le poids prépondérant des paysans, surtout jusqu'à la prise du pouvoir ; b) le fait que le prolétariat des villes, malgré les traditions politiques et syndicales assez importantes, a joué un rôle moins décisif que celui de l'armée révolutionnaire à composition sociale surtout paysanne ; c) le rôle joué par des cadres issus de l'intelligentsia et des couches petites bourgeoises. Pour expliquer la victoire de la révolution, il faut cependant tenir compte de certains facteurs spécifiques :

a) Le rôle des paysans a pu être éminemment révolutionnaire non pas tant à cause de leur prépondérance numérique (qui était à Cuba très inférieure à celle d'autres pays analogues), qu'à cause de leur composition sociale particulière (poids décisif des ouvriers agricoles, pauvreté extrême des petits propriétaires). Il faut ajouter que, dans les conditions des campagnes cubaines, les facteurs idéologiques retardataires (par exemple l'influence de l'Eglise) ne jouaient que dans une mesure très limitée.

b) La présence d'un nombre important d'ouvriers des industries sucrières qui travaillent à la campagne et qui ont des liaisons multiples avec les paysans, a facilité une alliance de fait entre ces derniers et le noyau prolétarien de loin plus concentré. c) La lourde emprise de l'impérialisme yankee a assuré aux motifs anti-impérialistes une portée explosive parmi les couches populaires les plus larges, tandis que

l'existence de la dictature féroce de Batista a facilité la mobilisation de la petite bourgeoisie et même de certains secteurs bourgeois libéraux.

Il faut préciser finalement que si le rôle du prolétariat n'a pas été décisif pour le renversement de Batista, il a été nécessaire pour empêcher l'emprise petite-bourgeoise ou bourgeoise libérale sur le nouveau régime, et a fortiori pour le développement conséquent anti-impérialiste et anticapitaliste de la révolution. Tous ces facteurs réunis ont rendu possible la victoire de la révolution, étant donné aussi la faiblesse extrême de la bourgeoisie indigène et sa dépendance complète envers l'impérialisme, et dans un contexte mondial où l'impérialisme n'a pas été en condition d'intervenir directement pour soutenir les vieilles classes dominantes plus que jamais incapables de faire face à elles seules au puissant mouvement des masses paysannes et prolétariennes.

7. — La direction fidéliste est née comme une équipe jacobine à la composition sociale et à l'idéologie non prolétariennes et petites-bourgeoises, mais elle s'est liée dès le début avec les masses paysannes puis successivement, surtout après la prise du pouvoir, aussi avec les masses prolétariennes. Dans une situation telle que celle de Cuba et dans le contexte international donné, elle devait subir de plus en plus l'influence puissante de ces masses, se libérer des éléments petits-bourgeois et même bourgeois conservateurs, avec qui elle avait trouvé un accord temporaire, s'adapter empiriquement mais audacieusement à la logique de la révolution permanente, en allant bien au-delà des buts qu'elle avait conçus.

Même dans l'estimation de la nature et du rôle de la direction fidéliste, il ne faut pas oublier le caractère radical de la paysannerie à qui elle s'est liée. D'autre part, sur le plan idéologique, malgré leurs théorisations, imbues d'éclectisme fondamentalement petites-bourgeoises (« l'humanisme »), Fidel et ses compagnons n'ont jamais exprimé une idéologie carrément capitaliste, et surtout ils ont démontré assez tôt avoir une conscience politique nette des forces motrices de la révolution. Cela a réduit beaucoup la portée négative de leurs procédés empiriques. Il ne faut pas non plus sous-estimer le fait indéniable que dans la direction fidéliste, un rôle important a été joué par des hommes qui ont connu et compris les leçons fondamentales du marxisme.

8. — L'importance de la révolution cubaine ne saurait être limitée à sa portée intérieure pourtant immense. La révolution de 1959-60 a donné un coup formidable au prestige de l'impérialisme américain et a représenté pour lui une défaite politique majeure. Elle a contribué à une détérioration ultérieure des rapports de forces à l'échelle mondiale au désavantage du capitalisme. Elle est destinée à avoir une influence très grande sur l'évolution des mouvements des masses dans les pays coloniaux ou semi-

coloniaux, avant tout d'Amérique latine, où elle exerce déjà une force d'attraction puissante. Elle a permis d'ailleurs une concrétisation ultérieure de l'alliance de fait entre les Etats ouvriers et la révolution coloniale.

9. — De l'expérience cubaine, le mouvement marxiste révolutionnaire pourra et devra tirer toute une série de leçons politiques et théoriques de première importance. La IV^e INTERNATIONALE devra consacrer toute son attention à ces problèmes, en saisissant une occasion si précieuse pour enrichir son patrimoine théorique et devra élaborer une stratégie qui lui permette de se préparer pour intervenir dans des phénomènes similaires qui pourraient se produire dans des pays de structure analogue et dans des situations analogues. Les leçons à tirer concernent en particulier le rôle des couches paysannes avancées dans certaines situations spécifiques ; la portée d'une guérilla à base surtout paysanne comme forme de révolution anticapitaliste ; le rôle des cadres issus de la petite bourgeoisie radicale ; la généralisation rapide d'une expérience coopérative à la campagne ; l'organisation des milices et le rôle que l'armée révolutionnaire peut avoir dans certaines périodes exceptionnelles, même pour l'organisation économique. Avant tout cependant se pose le problème de la genèse, de la formation et de la maturation d'une direction révolutionnaire nouvelle, dans des conditions qui sont spécifiques sans être probablement uniques. Car l'élément le plus original d'une révolution pourtant si originale par plusieurs de ses aspects, c'est que pour la première fois, un régime capitaliste a été abattu par un mouvement dont la direction n'était pas liée aux partis ouvriers traditionnels ni influencée par la bureaucratie soviétique.

10. — Si les succès de la révolution cubaine peuvent sans exagération aucune être qualifiés d'historiques, les tâches qui restent à accomplir sont gigantesques. Dans l'immédiat, Cuba doit faire face à la menace, même militaire, de l'impérialisme. Mais outre la défense militaire éventuelle, le sort de la révolution dépend de sa capacité d'assurer au pays un développement économique harmonieux, qui soit basé avant tout sur une réelle industrialisation. Sur le plan politique, il y a une nouvelle structure démocratique prolétarienne à bâtir dès le début.

La révolution jouit maintenant d'un soutien populaire total. Cela est dû aussi bien aux résultats politiques révolutionnaires atteints qu'aux progrès économiques déjà réalisés et à l'amélioration du niveau de vie des masses. Mais il est nécessaire de renforcer cette situation, de progresser constamment, d'éliminer progressivement les contradictions qui subsistent.

C'est la tâche surtout de nos camarades cubains de mettre au point un programme de transition détaillé à proposer aux

ouvriers, aux paysans et aux intellectuels cubains. Nous nous limitons à en souligner en général les points suivants :

a) La révolution devra assurer la solidarité active des masses des autres pays coloniaux et semi-coloniaux, avant tout d'Amérique latine, et du prolétariat des pays capitalistes avancés, y compris le prolétariat américain. C'est un devoir fondamental des sections de l'INTERNATIONALE de stimuler et d'organiser dans tous les pays toute forme de solidarité avec les révolutionnaires cubains, l'envoi de techniciens, la formation de comités de défense de la Révolution cubaine et de brigades de volontaires.

b) Dans une situation qui sera de toute façon difficile sous plusieurs angles pour une période assez longue, le nouveau régime ne peut se renforcer et devenir inébranlable qu'en organisant une démocratie ouvrière et paysanne véritable qui assure aux ouvriers et aux paysans l'exercice réel et direct du pouvoir politique et le rôle dirigeant dans la gestion économique. Une telle structure démocratique prolétarienne n'aurait évidemment rien à avoir avec la démocratie bourgeoise traditionnelle regrettée par les capitalistes.

c) La planification économique en vue de l'industrialisation devient une nécessité objective de plus en plus pressante. Elle ne pourra être réalisée sans la mise en place de toute une série d'organes démocratiques de planification, composés de techniciens, d'ouvriers et de paysans.

d) Les masses populaires soutiendront sans faiblesse la révolution si elle sait éviter toute déformation bureaucratique dans un esprit égalitaire socialiste. Il faudra éviter que des privilèges économiques reviennent aux administrateurs, aux techniciens, aux dirigeants politiques, économiques et militaires en général.

e) Les ouvriers ont le devoir de faire les sacrifices que le développement économique de la révolution impose, mais ils doivent avoir la garantie que leurs intérêts spécifiques seront suffisamment défendus. Cela veut dire qu'ils devront garder leur plein droit d'organisation syndicale et que les syndicats doivent rester indépendants de l'appareil d'Etat,

tout en assurant leur collaboration à l'édification socialiste et à la défense de l'Etat révolutionnaire.

f) Tous les partis, les groupes et les tendances politiques prolétariennes et paysannes qui acceptent la nouvelle légalité révolutionnaire devront garder le droit de s'organiser et de s'exprimer librement. Dans les phases ultérieures de la révolution, dans le processus d'industrialisation et de planification économique, la classe ouvrière est destinée à jouer un rôle décisif. En même temps, la nécessité d'un appareil étatique, économique et administratif, beaucoup plus organique et articulé, s'impose de plus en plus objectivement. Sur ce plan aussi, le rôle de la classe ouvrière sera irremplaçable.

Ainsi, en même temps s'accroît l'exigence d'une direction révolutionnaire marxiste conséquente, apte à surmonter l'empirisme, les limites et les contradictions de la direction actuelle, et se créent des conditions plus favorables pour sa formation.

Le rôle du parti révolutionnaire sera fondamentalement d'assurer à la révolution, dans ses étapes ultérieures, cette direction consciente des buts ultimes de la révolution, et capable aussi bien de fixer les objectifs transitoires que de choisir les moyens adéquats.

Cette direction devra en même temps réaliser la destruction des derniers vestiges de l'impérialisme et du capitalisme indigène, et veiller au danger d'une bureaucratisation qui, bien que limitée aujourd'hui par le dynamisme des masses, existe fondamentalement partout où se retrouvent les conditions objectives présentes à Cuba (état économique arriéré, bas niveau culturel et technique, pression de l'extérieur sur la révolution).

Le parti révolutionnaire devra d'autre part insister particulièrement sur la perspective d'une Fédération socialiste de l'Amérique latine comme véritable solution aux problèmes économiques et sociaux de cette région du globe, en commençant par mettre en avant la tâche stratégique de la Fédération socialiste pour l'ensemble de l'Amérique centrale, comme élément puissant de mobilisation des masses.

Résolution approuvée au 6e Congrès mondial de la IVe Internationale (janvier 1961).

La révolution cubaine, le courant castriste et la IV^e Internationale

Résolution adoptée par le Comité exécutif de la IV^e Internationale lors de sa session de mai 1981

I.— Acquis historiques de la révolution cubaine

La victoire de la révolution cubaine se produit dans le cadre d'une crise qui frappe toute une série de pays d'Amérique latine. Cette crise était le résultat d'une combinaison de facteurs tels que l'épuisement des conditions économiques relativement favorables créées d'abord par la Seconde Guerre mondiale et ensuite par le boom coréen, le déclin des vieilles oligarchies sous les coups de la restructuration économique et la recomposition des classes dominantes. Sur le terrain politique, avait éclaté ou était en train d'éclater la crise des mouvements nationaux populistes qui, à la suite de l'orientation criminelle des partis communistes stalinien, avaient réussi à exploiter à leur avantage les aspirations anti-impérialistes de larges masses.

A Cuba, la crise est aggravée encore par l'existence du régime de plus en plus dictatorial de Batista qui, tout en jouissant de l'appui impérialiste, est contesté non seulement par la classe ouvrière, la paysannerie et une partie très importante de la petite bourgeoisie, mais aussi par des secteurs, des classes dominantes. Le PSP stalinien, compromis par sa collaboration passée avec Batista et marqué par les trahisons de sa direction, est incapable de capitaliser cette crise.

Le groupe autour de Fidel Castro, étranger à la tradition stalinienne, surgit comme l'aile la plus radicale du mouvement populiste. Il se relie aux meilleures traditions anti-impérialistes du peuple cubain. Rapidement, il exerce une force d'attraction sur des couches petites-bourgeoises radicalisées. Dès la première phase de la guérilla — qui peut survivre aussi grâce à la collaboration de noyaux de militants organisés dans les villes —, il gagne un soutien parmi les paysans pauvres de la Sierra Maestra. Il radicalise et clarifie de plus en plus son orientation en se plaçant du point de vue de la défense conséquente des intérêts des masses opprimées.

Fidel Castro sait mettre à profit un contexte marqué par les divisions au sein des classes dominantes et les oscillations de l'impérialisme américain lui-même dont certains secteurs, convaincus que le régime de Batista était condamné à terme, sont à la recherche d'une solution de rechange. Il

n'envisage jamais de partager la direction réelle de la lutte avec des formations et des politiciens bourgeois et, ayant tiré la leçon notamment de la défaite du gouvernement réformiste de Jacobo Arbenz au Guatemala, il ne conçoit d'autre issue que la lutte armée dans la perspective d'une destruction de l'appareil de la dictature et d'une lutte anti-impérialiste à l'échelle latino-américaine.

Il joue ainsi un rôle décisif pour la victoire de la révolution. Celle-ci est possible grâce à la combinaison :

- de l'orientation révolutionnaire du noyau fidéliste ;
- de la lutte de l'Ejército rebelde qui, renforcée progressivement par l'intégration de combattants provenant de la paysannerie pauvre, du prolétariat agricole, de la petite bourgeoisie et — dans une moindre mesure — de la classe ouvrière, et jouissant d'un soutien populaire de plus en plus grand, a brisé l'appareil de répression de la dictature ;
- des grandes mobilisations et de la grève générale de début janvier 1959 qui ont déjoué les tentatives des anciennes classes dominantes et de leur personnel politique de canaliser le mouvement révolutionnaire dans le cadre du maintien d'un régime néocolonial.

Après le renversement de Batista, tout au long des années 1959-1960, la direction castriste impulsa la mobilisation des masses contre l'impérialisme. Ainsi, la dialectique entre la mobilisation des masses et l'orientation authentiquement révolutionnaire de la direction (quelles qu'en soient ses limites programmatiques et théoriques) a stimulé l'évolution du groupe dirigeant lui-même et l'a lié de plus en plus étroitement aux masses ouvrières et paysannes.

Ce processus conduisit inéluctablement à un affrontement à court terme avec l'impérialisme et la bourgeoisie indigène dont les représentants étaient chassés assez rapidement des postes qu'on leur avait attribués immédiatement après la chute de Batista. Cela a rendu impossible une recomposition de l'appareil d'Etat bourgeois et imposé une reconstruction de l'Etat et de l'administration sur la base du rôle hégémonique de l'Ejército rebelde. L'aboutissement a été l'émergence d'un Etat ouvrier à la suite d'une vague d'expropriations généralisées qui, après avoir balayé les propriétés impérialistes, éliminait en octobre 1960 les propriétés de la bourgeoisie cubaine également.

Ainsi, une révolution qui avait été déclenchée avec des objectifs démocratiques et anti-impérialistes a connu rapidement une transcendance socialiste qui a brisé le mécanisme d'accumulation capitaliste et détruit toutes les classes exploiteuses.

La victoire de cette révolution a signifié un coup majeur porté à l'impérialisme nord-américain et à l'impérialisme en général, et elle a contribué à une évolution ultérieure du rapport de forces mondial au détriment de celui-ci. Elle a démontré que le capitalisme pouvait être renversé aux portes mêmes des Etats-Unis et que la révolution socialiste correspondait en Amérique latine non seulement à une nécessité historique, mais aussi à une possibilité concrète. Elle a affaibli structurellement le système impérialiste dans une région d'une importance stratégique très grande pour les Etats-Unis et renforcé objectivement la lutte des classes exploitées en Amérique latine. Elle a provoqué ou accéléré des conflits et des différenciations importants dans les mouvements nationaux-populistes d'une série de pays et stimulé des crises dans le mouvement ouvrier latino-américain, notamment dans les partis communistes.

Les effets désastreux du stalinisme sur la conscience de classe ont été ainsi battus en brèche dans des secteurs d'avant-garde qui ont rompu avec les PC et les JC, les affaiblissant de façon durable. Cela a permis l'émergence d'une nouvelle génération de révolutionnaires dans l'ensemble du continent latino-américain. C'est la conscience de ces réalités qui est à la base de l'hostilité que Wall Street a voué au régime révolutionnaire cubain et du maintien du blocus économique jusqu'à maintenant.

Au cours de deux décennies, l'Etat ouvrier cubain a dû être construit et consolidé dans des conditions extrêmement difficiles. La base de départ arriérée héritée du régime néocolonial ne pouvait dans aucun cas de figure être rapidement surmontée. Le blocus économique - d'autant plus grave pour un pays dont l'économie était liée à celle des Etats-Unis plus que celle de n'importe quel autre pays d'Amérique latine - a ajouté des difficultés supplémentaires dont on ne saurait sous-estimer les conséquences néfastes.

Malgré cela, la révolution a à son actif un acquis énorme. La simple comparaison entre la réalité actuelle de Cuba et la réalité des pays sous-développés restés sous l'emprise de l'impérialisme, notamment en Amérique latine, permet de trancher sur le terrain du verdict de l'histoire et confirme que l'instauration de rapports de production collectivistes est une condition indispensable pour surmonter le sous-développement.

Il suffit de rappeler que :

- l'économie a connu une croissance certaine par une réorganisation et une modernisation des secteurs préexistants, la mécanisation dans une mesure croissante de la production sucrière, le take off de secteurs nouveaux, des progrès considérables dans la mécanisation agricole ;
- grâce à la planification et aux accords avec des Etats ouvriers, les aléas de la monoculture ont été réduits. Les conséquences économiques et sociales des oscillations du prix du sucre sur le marché mondial ont été limitées, voire même annulées pendant certaines périodes ;
- le fléau historique du chômage a été éliminé ;
- le niveau de vie des masses a été substantiellement amélioré (stabilité des prix et augmentation des salaires, réduction drastique des loyers, introduction d'un système généralisé de sécurité sociale dont bénéficie toute la population active, généralisation des congés payés, etc.) ;
- des progrès substantiels ont été réalisés en ce qui concerne l'intégration des femmes dans la vie économique et sociale et la création des conditions matérielles de leur libération ;
- l'assistance médicale gratuite a été introduite pour tout le monde et à tous les niveaux ; le taux de mortalité infantile a été drastiquement réduit et l'espérance de vie a considérablement augmenté ;
- un système d'enseignement gratuit généralisé a été créé, ce qui a permis de rattraper dans un délai assez court les niveaux des pays les plus développés ;
- le système sportif et des loisirs a été transformé radicalement de façon à permettre aux plus larges masses d'en jouir.

Les anciennes classes dominantes ne jouent plus aucun rôle économique ni politique: la plupart de leurs représentants ont quitté le pays depuis longtemps. Parmi les classes de la société pré-révolutionnaire, n'ont survécu que des couches de paysans petits et moyens qui ne se sont pas intégrés dans l'agriculture collective. Ces couches ont encore un poids important dans la production de certains produits et, depuis 1980, alimentent un marché libre. Mais, dans le cadre de l'économie collectiviste, ni par leur composition ni par leur dynamique elles ne peuvent représenter un danger pour le régime envers lequel elles n'ont d'ailleurs pas, en général, une attitude d'hostilité. Quant aux couches de la petite bourgeoisie urbaine traditionnelle, surtout après les mesures d'expropriation de mars 1968, elles n'ont qu'un rôle absolument marginal, voire insignifiant.

Ce sont toutes ces conquêtes historiques qui sont à la base de l'attachement profond du peuple cubain à la révolution et de son soutien à l'Etat ouvrier, et qui expliquent pourquoi les masses n'ont cessé de se mobiliser massivement face aux échéances cruciales de la lutte contre l'impérialisme.

Il faut porter à l'actif de la révolution cubaine sa contribution aux luttes anti-impérialistes et

révolutionnaires dans certains pays dans un esprit internationaliste. Cuba s'est engagée aux côtés de peuples et de forces révolutionnaires dans plusieurs pays d'Amérique latine et d'Afrique. De la solidarité avec les mouvements de guérilla latino-américains des années 1960 et de la participation directe à la guerre pour la libération de l'Angola jusqu'à l'aide substantielle au FSLN du Nicaragua et au Front révolutionnaire du Salvador, toute une continuité a été maintenue, en dépit de certains échecs graves et malgré tous les risques qu'une telle attitude internationaliste comportait et comporte plus que jamais aujourd'hui.

Quelles que soient les vicissitudes des prochaines années et des prochaines décennies, la révolution cubaine a désormais écrit une page ineffaçable dans l'histoire des révolutions socialistes de notre époque.

II.— La première décennie de l'Etat ouvrier

Des traits spécifiques avaient déterminé et caractérisé dès le début le processus révolutionnaire cubain. Avant tout, la lutte contre le régime néocolonial avait été menée jusqu'à la victoire par un groupe dirigeant et un courant politique qui ne provenaient pas du mouvement ouvrier traditionnel, et même si certains de ses membres avaient appartenu au PSP ou à son organisation de jeunesse, il n'était pas marqué par les conceptions et les méthodes du stalinisme. C'est pourquoi, pendant toute une étape — correspondant en gros à la première décennie —, la direction de l'Etat ouvrier a esquissé et s'est efforcée de mettre en pratique des conceptions de construction du socialisme originales par plusieurs aspects. Une partie au moins du groupe dirigeant — dont Ernesto Che Guevara en premier lieu — a été stimulée à œuvrer davantage dans ce sens à partir d'une prise de conscience des déformations bureaucratiques profondes des autres Etats ouvriers et des méfaits du stalinisme dont ils pouvaient voir un reflet dans la conduite passée du PSP.

Les choix économiques qui ont été faits et les perspectives esquissées ont connu des oscillations et des rectifications importantes. On peut toutefois saisir les traits significatifs suivants.

Le passage au socialisme n'est pas conçu selon les lignes suivies par les « démocraties populaires » d'Europe orientale. Dès le début, sont adoptées des mesures d'expropriation radicales.

La première réforme agraire, tout en n'éliminant pas les mécanismes d'accumulation capitaliste, assure à des fermes collectives appartenant à l'Etat 40% des terres. L'exode massif des gens qui ne veulent pas accepter le nouveau régime stimule davantage l'expropriation, même de couches des classes moyennes traditionnelles. Durant les années

1963-1965, sous l'impulsion de Che Guevara, on s'est efforcé de trouver une orientation de politique économique originale qui évite à la fois les méfaits du « socialisme de marché » et ceux de la planification bureaucratique hypercentralisée. Mais, dans la deuxième moitié de la décennie, cette tentative dérape vers des expériences pilotes présentées comme l'anticipation d'une société communiste. Tout cela ne va pas sans une surestimation des rythmes de construction d'une société socialiste et conduit même à estomper la différence entre phase communiste et phase socialiste et à concevoir d'une façon simpliste le dépérissement des catégories et des valeurs du capitalisme dans une société de transition.

Dès 1964, la politique d'industrialisation rapide et de diversification de la production agricole avait été abandonnée. Jugée irréaliste, à cause notamment des effets du blocus économique et des conséquences de l'exode d'une partie importante des cadres et des techniciens, elle est remplacée par une politique visant à augmenter au maximum la production sucrière et à utiliser les ressources en devises ainsi obtenues pour mécaniser et moderniser cette production. Mais il en découla l'erreur de subordonner tout à des objectifs irréalistes comme la zafra des 10 millions de tonnés de sucre. Dans ce contexte, la planification n'est appliquée que très partiellement. Le rôle des stimulants matériels est sous-estimé.

Sur le terrain politique, le groupe dirigeant n'a pas compris la nécessité d'une institutionnalisation de l'Etat ouvrier, à savoir la création d'organismes de pouvoir, permettant une participation réelle et systématique des masses à la gestion économique et aux décisions politiques et d'une restructuration démocratique des organisations de masse. Les rapports entre le groupe dirigeant et les masses ne se sont pas pour autant affaiblis, grâce à la confiance de celles-ci qui continuaient à se mobiliser activement et au souci constant des dirigeants de ne pas perdre le contact avec la base, de comprendre et d'exprimer les besoins et les états d'esprit des travailleurs.

L'une des conséquences les plus sérieuses d'une telle conception, marquée en même temps par le paternalisme et le spontanéisme, était, selon l'analyse de Fidel Castro lui-même, que l'appareil administratif ne se renouvelait que partiellement et, ce qui est pire, même le nouveau était assimilé par l'ancien. Par ailleurs, d'un côté l'armée assumait un rôle de charpente dans toute une série de domaines et, de l'autre côté, le vide créé par l'absence d'organismes institutionnels démocratiques révolutionnaires était rempli par un appareil de cadres moyens et supérieurs. Ceux-ci remplissaient des fonctions de direction de plus en plus considérables. Dans ce contexte, ils adoptaient le plus souvent des méthodes autoritaires, s'efforçant de consolider

leur position de pouvoir et jouissaient de privilèges du point de vue social.

L'appareil du PSP constituait une charpente susceptible de mieux coaguler ces couches. Cet appareil qui s'était maintenu à travers les péripéties de la lutte armée qu'il avait d'abord rejetée, et de la révolution à laquelle il s'était associé tardivement, s'était passablement discrédité aux yeux des masses. Il a cependant pu acquérir un poids croissant car il disposait d'un nombre de cadres supérieur à celui du Mouvement du 26 juillet tandis que l'aide de l'URSS contre le blocus lui donnait une base d'appui plus solide.

C'est l'un des mérites du groupe dirigeant autour de Fidel Castro d'avoir compris assez rapidement les implications des tendances qui s'esquissaient et le danger qu'à Cuba aussi ne se développe un processus de dégénérescence bureaucratique. Il a lancé à plusieurs reprises des campagnes et de véritables mobilisations contre ce danger, en dénonçant devant les masses les agissements de certains appareils et de certaines cliques bureaucratiques.

Les épisodes les plus significatifs de cette bataille ont été l'attaque déclenchée en 1962 contre la clique d'Anibal Escalante, ancien dirigeant du PSP qui occupait dans l'appareil des Organisations révolutionnaires intégrées (ORI) une fonction analogue à celle de Staline dans les années 1920 en Union soviétique, et la campagne idéologique et politique menée en 1967 contre la bureaucratisation, qui ne dénonçait pas seulement des méthodes de direction, un style de travail et des attitudes morales, mais soulignait clairement le contenu social du problème. Ces campagnes impliquaient aussi de réserves et même des critiques explicites au « modèle » soviétique et à la pratique imposée par la bureaucratie en URSS et dans les autres Etats ouvriers, ainsi que des polémiques contre la conception bureaucratique du parti qui opposaient, pour paraphraser Fidel Castro, « la libre association des révolutionnaires » à l'armée des « révolutionnaires domestiqués et dressés ». On allait jusqu'à écrire que des « pays du camp socialiste étaient minés par la bureaucratie ».

Face aux menaces et aux attaques impérialistes et au blocus économique, Cuba a choisi depuis les premières années de la révolution le chemin de l'alliance avec les autres Etats ouvriers et surtout avec l'Union soviétique. C'était une décision nécessaire.

Au-delà des oscillations conjoncturelles et de concessions tactiques parfois sérieuses, un tel choix ne s'est pas traduit dans les premières années par un alignement systématique sur le « camp socialiste ». Lorsqu'elle l'a estimé nécessaire, la direction cubaine n'a pas hésité, en effet, à exprimer publiquement son désaccord avec le Kremlin. Il suffit de rappeler les critiques avancées au compromis réalisé par

Khrouchtchev avec Kennedy lors de la crise de 1962, à l'attitude de Moscou envers certains pays d'Amérique latine et à la conduite des Soviétiques — de même qu'à celle des Chinois — pendant toute une phase de la guerre du Vietnam. Même le discours de Fidel Castro approuvant l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie contenait une critique serrée des conceptions et des méthodes de la bureaucratie.

En même temps, les dirigeants cubains n'ont pas ménagé leurs critiques et leurs attaques à l'égard des partis communistes latino-américains et de leur stratégie à laquelle ils ont opposé en général la nécessité d'adopter des méthodes de lutte révolutionnaires et avancées, pour l'Amérique latine, des conceptions proches de la théorie de la révolution permanente. Ils n'ont pas hésité à stimuler la formation de mouvements et d'organisations en opposition aux PC et à d'autres partis traditionnels et à pro-mouvoir avec l'OLAS un centre de coordination des luttes révolutionnaires à l'échelle du continent. Ils ne se sont pas, par ailleurs, limités à des proclamations principielles : ils se sont engagés pratiquement dans le soutien ouvert à la lutte armée dans une série de pays de même que dans des initiatives directes. La lutte d'Ernesto Che Guevara en Bolivie a acquis à ce propos une signification symbolique.

Tout cela implique que le groupe dirigeant castriste basait sa politique sur l'idée que le sort de l'Etat ouvrier cubain était indissolublement lié au sort de la révolution latino-américaine et qu'il avait le devoir d'œuvrer concrètement pour aider à l'extension de la révolution en acceptant tous les risques qui en découlaient et les conséquences d'un blocus que l'impérialisme nord-américain aurait inévitablement maintenu comme mesure de représailles.

En même temps, Cuba se plaçait au premier rang dans la lutte pour la solidarité agissante avec le peuple vietnamien et dans la campagne pour que l'exigence de l'unité anti-impérialiste face à l'agression nord-américaine ne soit pas sacrifiée aux besoins du conflit qui opposait l'URSS et la Chine et déchirait le mouvement international des partis communistes. Sur ce terrain aussi, il assumait un rôle d'avant-garde dans l'esprit des meilleures traditions de l'internationalisme prolétarien.

III.—Le tournant : les nouvelles orientations des années 70

Au commencement de la deuxième décennie de l'Etat ouvrier, la direction cubaine a opéré un tournant aux implications multiples et contradictoires qui a été l'aboutissement d'une série d'événements aussi bien à l'intérieur qu'à l'échelle internationale.

A l'intérieur, le facteur déterminant de ce tournant a été la faillite de la zafra de 1970. L'effort énorme qui avait été fourni à l'époque non seulement n'a pas permis d'atteindre l'objectif des 10 millions de tonnes de sucre, mais il a provoqué la désorganisation d'autres secteurs importants de l'économie, avec des répercussions négatives durables au niveau de la consommation des masses.

Sur le plan international, c'est la défaite de la guérilla bolivienne qui a stimulé une réflexion autocritique, bien que les orientations nouvelles ne se soient précisées que quelques années plus tard.

Le tournant a été opéré après des discussions internes assez vives et il a été accompagné par des changements surtout au niveau de cadres et de directions intermédiaires et de responsables centraux de l'économie. Mais il n'a pas provoqué de déchirements dans le groupe dirigeant où Fidel Castro a continué à jouer son rôle capital d'initiative, d'arbitrage et d'homogénéisation.

Le tournant économique, dont le discours autocritique de Fidel Castro sur la faillite de la zafra de 1970 a été le point de départ, s'est concrétisé par les mesures suivantes :

- L'abandon de la politique des « plans spéciaux » ou des « mini-plans » concernant des secteurs spécifiques de l'activité économique et non coordonnés entre eux dans la pratique ;
- Une organisation plus rationnelle et à plus longue haleine de la planification sous la direction du JUCEPLAN. L'objectif pour la direction est en premier lieu de mettre fin au gaspillage et à l'inefficacité des investissements et de déterminer des priorités tenant compte des difficultés et des tensions déterminées par la base de départ arriérée, ainsi que les possibilités des différents secteurs économiques.
- Une première rectification significative des méthodes de gestion des entreprises comportant une plus grande autonomie de celles-ci et, dans ce cadre, l'accroissement de la responsabilité personnelle du directeur.
- Une révision de l'organisation du travail visant essentiellement à assurer la productivité, à imposer une discipline plus stricte, à combattre le phénomène de l'absentéisme. Allaient dans ce sens l'introduction généralisée du système des normes, la réorganisation des critères de rétribution signifiant un premier élargissement de l'éventail des salaires, le recours sur une échelle beaucoup plus grande aux salaires au rendement et aux pièces, ainsi qu'aux primes.

Ces mesures, prises dans leur ensemble, vont à l'encontre des objectifs égalitaires affichés antérieurement et visent davantage les ouvriers que les bureaucrates. C'est à cette époque qu'est adoptée une loi pré-voyant des sanctions contre ceux qui ne travaillent pas (ley de vagancia), tandis que la place du travail volontaire était réduite. De façon

générale, l'accent est mis de plus en plus sur les stimulants matériels et notamment ceux de caractère individuel.

— Le maintien du statu quo dans les rapports de production à la campagne, avec le respect rigoureux du caractère volontaire de l'adhésion des paysans aux coopératives et, à plus forte raison, de leur intégration dans le secteur collectivisé. Ces mesures ont acquis un caractère plus systématique à partir du 1er Congrès du Parti communiste cubain (1975) et ont été développées davantage dans une période plus récente avec la mise en place du nouveau « Système de direction et de planification de l'économie ».

Ces choix vont en général dans le même sens que ceux faits dans d'autres Etats ouvriers à partir du milieu des années 1960. Ils s'inspirent particulièrement de certaines orientations adoptées en Hongrie et des idées d'économistes soviétiques de l'école Liberman et comportent les mêmes dangers.

Ainsi, la référence à la loi de la valeur comme pouvant avoir une fonction de régulation de la production, pouvant donc devenir un facteur de détermination du choix des investissements, combinée à l'autonomie accrue des entreprises sous l'autorité du directeur, risque d'être un facteur de désorganisation de la planification et d'introduire de nouvelles inégalités entre secteurs d'activité, donc entre secteurs de la classe ouvrière, ainsi qu'entre ouvriers et « responsables » techniques ou administrateurs.

La nouvelle réforme générale des salaires, qui en élargit de nouveau l'éventail et accroît encore l'importance des primes, peut d'ailleurs être considérée comme un premier pas dans ce sens. C'est aussi dans ce cadre qu'il faut replacer l'option en faveur d'une plus grande satisfaction des besoins individuels, surtout en biens de consommation durables. L'introduction récente d'un marché libre paysan accroît à la fois les possibilités d'approvisionnement de la population en vivres et l'inégalité sociale, la différence des prix entre le marché libre et le réseau de distribution d'Etat étant considérable.

L'option de maintenir des rapports très étroits avec l'URSS et les autres Etats ouvriers d'Europe orientale a été renforcée depuis l'adhésion au COMECON en 1972. D'où la pression de tenir compte, ne fût-ce que partiellement, des plans de ces Etats comme cadres de référence.

Le Congrès de la CTC (syndicat cubain, NDLR) de 1973 — qui avait également pour but de constituer un relais organisationnel pour appliquer la nouvelle politique économique en contribuant à stimuler la production — , le Congrès des CDR en 1977, le Congrès de l'ANAP en 1977, ont marqué les étapes principales dans l'effort visant à atteindre le premier objectif. La réorganisation du système

judiciaire, l'expérience pilote d'organisation dans la province de Matanzas en 1974, l'adoption de la nouvelle Constitution en 1976 et la mise en place du système de poder popular dans tout le pays à la fin de la même année ont marqué celles visant à atteindre le second.

Ainsi, l'Etat ouvrier cubain se base désormais sur un système d'organisation des masses qui s'est sensiblement renforcé et sur une structuration politique qui, malgré toutes ses limites, représente un changement important par rapport à la première décennie après la victoire de la révolution et qui assure une participation plus active des masses à la solution de leurs problèmes immédiats. Voilà un des facteurs qui explique pourquoi, malgré toutes les difficultés et les efforts qui ont dû être faits pendant plus de vingt ans, la direction peut compter, en particulier sur les questions de la défense de Cuba contre l'impérialisme et de l'appui à la révolution dans d'autres pays, sur un soutien qui est resté massif et qui s'est traduit par une nouvelle vague de mobilisations puissantes après la victoire de l'insurrection au Nicaragua.

L'autocritique de 1970 visait les critères de construction économique antérieurs considérés, comme le dira ultérieurement Raul Castro, comme idéalistes et utopiques : « Nous avons méconnu les lois économiques objectives que nous devons respecter et l'expérience d'autres pays sur lesquels nous devons nous appuyer, et nous nous sommes mis, à certains moments, à inventer des procédés originaux pour diriger l'économie. » (Raul Castro, 3 mars 1976). Elle visait en même temps les méthodes administratives de direction et l'absence de participation organisée des masses.

C'est en partant de cette constatation que la direction cubaine a également lancé une campagne systématique pour atteindre deux buts principaux, à savoir :

— la relance, le renforcement et le fonctionnement plus démocratique des organisations de masse à la base, et la structuration définitive du parti ;

— la mise en place d'un système de poder popular au niveau aussi bien local que national, qui favorise d'une part la participation des masses sur le plan local en remédiant aux difficultés les plus criantes de la vie quotidienne, et qui d'autre part institutionnalise le contrôle central du parti au niveau national.

Au début des années 1970, la politique internationale de Cuba a connu une évolution. Celle-ci a conduit à un alignement sur certaines des positions politiques centrales de la direction soviétique (sans adhérer cependant à sa stratégie globale de coexistence pacifique), à des ouvertures vers des régimes et des gouvernements bourgeois d'Amérique latine baptisés anti-impérialistes et révolutionnaires, à un rapprochement avec des partis communistes et à des distanciations, voire à des ruptures

avec des mouvements révolutionnaires dans certains pays d'Amérique latine.

Une telle attitude n'était pas dictée uniquement par le fait que Cuba ne cessait d'avoir besoin de l'aide économique et militaire de l'URSS. Cela pesait déjà auparavant. Le facteur nouveau était qu'après la défaite de toute une série de mouvements de guérilla, les dirigeants cubains avaient rectifié leurs analyses de la situation en Amérique latine et en tiraient leurs conclusions.

Ils ne renonçaient pas à la perspective stratégique d'une victoire de la révolution en Amérique latine, mais ils ne la plaçaient plus à une échéance rapprochée. Ils choisissaient donc de s'intégrer davantage dans le « camp socialiste » et, en même temps, ils s'efforçaient d'exploiter toute possibilité d'alliance avec des gouvernements bourgeois nationalistes ou nationaux-populistes (Pérou, Panama, Equateur, pendant des années Venezuela, Argentine à l'époque de la deuxième édition du péronisme, Mexique). D'où l'amélioration substantielle de leurs rapports avec les partis communiste envers lesquels toute polémique était arrêtée. La Conférence des PC latino-américains de 1975 et sa résolution finale reflétaient le rapprochement qui s'était produit.

Cet alignement sur certaines des positions politiques centrales de la direction soviétique, présentée comme authentiquement léniniste et révolutionnaire, était accompagné d'une acceptation de nombreuses conceptions générales propres à la bureaucratie soviétique.

Une attitude analogue était prise envers les directions des pays sous l'influence de Moscou, même les plus haïes par les masses, comme celle de Tchécoslovaquie, alors qu'à l'égard de la Chine, les déclarations officielles et la presse rivalisaient avec les textes soviétiques dans le caractère outrancier des attaques et de la polémique idéologique.

Vers la moitié des années 1970, Cuba a fait des tentatives pour rétablir des rapports avec les Etats-Unis dans l'espoir d'obtenir avant tout la cessation du blocus économique. Le fait qu'à aucun moment la direction castriste n'ait envisagé de concessions majeures démontre que ces tentatives ne cachaient aucune intention de renoncer à l'orientation anti-impérialiste fondamentale.

Les événements d'Angola ont tranché en la matière. Cuba n'a pas hésité à s'engager directement dans un autre continent en contribuant de façon décisive à la défaite des impérialistes et des racistes sud-africains et en défiant Washington justement au moment où il cherchait une ouverture. L'URSS était, elle aussi, partie prenante de l'opération angolaise qu'elle a appuyée au plan logistique,

mais cela ne change rien à la nature internationaliste de l'entreprise cubaine, qui a joui d'un large soutien des masses.

IV.— Un Etat ouvrier avec des déformations bureaucratiques

Selon le bilan tiré au IIe Congrès du PCC, les objectifs du Plan 1976-1980 n'ont pas été atteints : le taux de croissance a été inférieur à ce qu'on avait prévu. Tout en ayant réalisé par rapport à 1959 des progrès énormes, confirmés, entre autres, par le fait que les investissements industriels sont désormais prépondérants, et créé les conditions des grandes conquêtes sociales des masses, l'économie cubaine n'a pas encore surmonté les séquelles du sous-développement hérité de l'ère coloniale et néocoloniale, et elle souffre toujours de tensions et de contradictions graves. Cela a été indiqué explicitement à plusieurs reprises par les dirigeants cubains eux-mêmes.

Au cours des deux dernières années, des discours, des textes de Congrès, des articles ont dénoncé qu'un manque d'efficacité caractérise des « domaines considérables » de l'économie (Raul Castro) ; que la productivité du travail reste trop basse et que l'absentéisme et la passivité sont loin d'avoir été éliminés ; que des phénomènes de désordre bureaucratiques extrêmement graves se produisent aussi bien au sein des entreprises qu'au niveau de la production en général ; que les nouvelles méthodes de planification et de gestion des entreprises n'ont pas mis fin à l'anarchie et à l'irresponsabilité administratives ; que le système des normes a provoqué des inconvénients sérieux ; que la participation active des masses à la production n'est pas généralisée et que, trop souvent, les dirigeants et les cadres se rendent coupables, d'un laisser-aller néfaste ; que l'arrivisme et l'« amiguismo », de même que la chasse aux privilèges, font des ravages ; que la survie d'un secteur privé relativement substantiel ne cesse de représenter un obstacle à la rationalisation et à la mécanisation de l'agriculture et que le rythme de croissance des coopératives reste insuffisant.

Avec des hauts et des bas, les remèdes envisagés et les mesures prises à partir de 1970 ont eu des effets positifs dans le domaine de la rationalité économique, de l'augmentation de la production et de l'amélioration du niveau de vie des masses. Mais les expériences d'autres Etats ouvriers démontrent que, dans la mesure où il n'y a pas de planification réellement démocratique et de gestion effective des entreprises par les travailleurs, des réformes visant à assurer une plus grande autonomie des entreprises nourrissent des tendances centrifuges susceptibles de désorganiser le Plan et de créer des déséquilibres ou d'aggraver ceux qui existent. Elles peuvent accroître le pouvoir de décision et, en dernière analyse, les privilèges

d'une couche bureaucratique. En outre, elles sont mises en pratique dans un contexte économique international défavorable. Les différenciations croissantes des salaires aussi impliquent une dynamique sociale et politique dangereuse qui peut entamer, à la longue, l'homogénéité de la classe ouvrière elle-même et créer des conflits d'intérêts dans son sein.

Si à Cuba se sont posés des problèmes analogues à ceux qu'ont connus ou connaissent d'autres Etats ouvriers, et si certaines des solutions envisagées recourent des solutions tentées ailleurs, c'est parce qu'aussi bien sur le terrain politique que sur le terrain économique, il existe des analogies entre Cuba et les autres Etats ouvriers. Plus concrètement :

— de même que dans les autres Etats ouvriers, la planification est décidée essentiellement par en haut. La possibilité existe de contester et rectifier les objectifs au niveau local ou d'entreprise, et les pouvoirs décisifs à l'échelle locale sont réels. Mais cela n'empêche pas que les options au niveau macro-économique sont l'apanage de groupes dirigeants restreints ;

— la gestion des entreprises prévoit un rôle prépondérant du directeur qui est désigné par en haut. La participation des travailleurs à l'organisation de la production, par l'intermédiaire des syndicats, n'implique aucun pouvoir décisif ;

— l'organisation du travail se base sur les normes et l'«émulation socialiste». Les stimulants matériels sont désormais privilégiés et la réforme des salaires comporte une accentuation des différenciations au sein de la classe ouvrière et encore plus entre la classe ouvrière et les cadres et les dirigeants au niveau technique et administratif ;

— le parti, qui n'est pas composé en majorité de travailleurs, surtout dans ses instances dirigeantes régionales et nationales, exerce constitutionnellement un rôle de direction et de contrôle sur toutes les institutions et organisations de masse, en prédéterminant dans une très large mesure leurs décisions. Il est conçu comme une entité monolithique qui exclut le droit de construire des tendances, ou même de répercuter des positions alternatives en son sein. Les militants ignorent les débats qui ont lieu dans le groupe dirigeant et les congrès sont le plus souvent des instances rituelles, convoquées de surcroît à de très longs intervalles ;

— le syndicat est lui aussi sous la direction du parti, et seuls ses dirigeants peuvent éventuellement influencer les décisions prises sur le plan économique ; le droit de tendance y est banni ;

— au monolithisme du parti se combine le monolithisme idéologique : le parti est considéré comme le garant de l'orthodoxie la plus stricte ;

— quels que soient les liens avec le COMECON, dont Cuba est membre, et les conséquences qui en découlent pour

certaines options économiques, l'édification socialiste reste conçue essentiellement dans le cadre de l'Etat national.

La question se pose de savoir si les analogies qui se sont précisées à la suite des développements des dix dernières années indiquent que Cuba a subi elle aussi une dégénérescence bureaucratique. Des tendances bureaucratiques se sont manifestées déjà dans la première période de la révolution, dans le cadre d'une base de départ économiquement et culturellement arriérée. Ces tendances concernaient surtout des cadres et des dirigeants au niveau intermédiaire. Cette limitation n'éliminait pas par elle-même le danger. Il s'agissait, en effet, d'une couche relativement nombreuse qui avait un poids considérable dans l'application des orientations et des mesures décidées par le groupe dirigeant et, partiellement, pouvait influencer aussi l'élaboration des décisions centrales. Dans l'URSS des années 1920, par ailleurs, c'est justement une couche analogue qui joua un rôle primordial dans le processus de bureaucratisation.

L'évolution qu'ont connue les structures et l'organisation de l'économie et les décisions plus récentes élargissent les pouvoirs des entreprises et de leurs directions, favorisent objectivement un renforcement de ces tendances. Celles-ci peuvent exploiter aussi à leur avantage les liens étroits entre Cuba et l'Etat ouvrier dégénéré soviétique, qui ont amené la direction castriste à exprimer un soutien inconditionnel aux bureaucrates aussi bien de l'URSS que des autres pays d'Europe orientale contre tout mouvement critique et toute action de masse ou grève.

Le fait que la formation de cadres et de dirigeants a lieu souvent en URSS, et, en tout cas, en se basant sur des sources soviétiques et que, en même temps, les manuels des écoles puisent à l'arsenal idéologique de Moscou, a des conséquences encore plus néfastes parce que des conceptions bureaucratiques sont véhiculées par ce biais et l'éducation des jeunes générations ne peut qu'en souffrir sérieusement.

L'institutionnalisation réalisée depuis 1976 a des aspects contradictoires. D'une part, au niveau municipal, elle stimule une participation plus grande des masses et favorise leur intervention active. Le système électoral par lui-même assure des possibilités de choix aux électeurs. Ceux-ci ont la possibilité d'exercer un contrôle sur l'activité des élus dans les réunions de compte-rendu et de bilan même si, comme Fidel Castro lui-même l'a dit au IIe Congrès, cette possibilité se concrétise inégalement. Le droit de révocation n'existe pas seulement en principe, mais il a été exercé effectivement dans un nombre de cas non négligeable.

Mais d'autre part, au niveau provincial, les mécanismes de participation sont beaucoup moins efficaces et de toute

façon indirects. A l'Assemblée nationale, qui est issue d'une élection au deuxième degré, peuvent être élus des personnes qui n'ont pas été élus directement par le peuple, et les candidatures sont proposées par le parti ou des organisations sous sa direction. De toute façon, l'écrasante majorité des élus sont membres du parti. Les sessions plénières de l'Assemblée n'ont lieu que deux fois par an et pendant quelques jours. Ce sont le Conseil d'Etat et les commissions qui prennent directement ou déterminent les décisions les plus importantes sur lesquelles les électeurs n'ont pas la moindre possibilité de peser.

Il existe donc, au niveau local, une démocratie avec une participation réelle, alors qu'au niveau central, il n'y a pas de participation avec des pouvoirs de décision effectifs. Par ailleurs, il y a une forte concentration de pouvoir au sommet, symbolisée par le fait que Fidel Castro est en même temps président du Conseil d'Etat et Premier ministre, en plus de secrétaire général du parti. Il est d'ailleurs significatif que la campagne menée dans les derniers mois de 1979 contre le désordre, l'irresponsabilité, le bureaucratisme, etc., a abouti à l'attribution de fonctions supplémentaires et d'un pouvoir de contrôle accru à Fidel Castro lui-même et à quelques autres membres du groupe dirigeant restreint.

Des considérations analogues s'imposent à propos des organisations de masse qui enregistrent souvent une participation active et même enthousiaste et ont, en principe, un fonctionnement démocratique au niveau local et sectoriel, mais sans que cela implique une possibilité de participer aux décisions centrales qui, en dernière analyse, appartiennent au groupe dirigeant du parti.

Cette situation contradictoire se manifeste clairement en ce qui concerne les CDR que Fidel Castro a défini au IIe Congrès comme étant une contribution originale de Cuba à l'expérience du mouvement ouvrier international et qui, effectivement, n'ont pas d'équivalents dans d'autres Etats ouvriers. D'un côté, ceux-ci rassemblent dans leur cadre environ la moitié de la population et facilitent, entre autres, la participation active aux institutions de base du pouvoir populaire et, de l'autre, ils n'ont tenu leurs premières assises nationales que 17 ans après leur fondation.

L'Etat ouvrier cubain est caractérisé par des traits et des tendances contradictoires, en partie déterminés par son origine historique, en partie conséquence des choix faits par son groupe dirigeant. D'un côté opèrent des tendances à la bureaucratisation qui s'expriment par une couche de cadres et de dirigeants qui, grâce à leurs postes de contrôle et de commande dans les structures de l'Etat, de l'armée et du parti, jouissent de privilèges sociaux. Il existe en outre des structures et des mécanismes favorisant la bureaucratisation, analogues à ceux des autres Etats ouvriers. Le conditionnement déterminé par l'aide économique et

militaire de l'URSS, dont Cuba à besoin, favorise puissamment ces tendances.

D'un autre côté, des différences substantielles subsistent par rapport à ceux-ci. Elles résident dans le fait qu'il n'y a pas une bureaucratie cristallisée comme couche sociale privilégiée comparable à celle qui règne en URSS et dans les autres Etats ouvriers. Les privilèges dont jouit une couche de bureaucrates y sont plus limités. Le groupe dirigeant, qui reste pour l'essentiel celui qui a été protagoniste de la lutte pour le renversement du régime néocolonial et des premières années de l'Etat ouvrier, ne se place pas du point de vue de la défense des intérêts de cette couche de bureaucrates et n'agit pas pour la consolider et la renforcer. Il s'efforce, dans le cadre de ses conceptions, de défendre et d'exprimer les intérêts des masses.

Les rapports que les dirigeants maintiennent avec les masses, tout en n'étant pas dépourvus de paternalisme, sont incomparablement plus vivants et directs que dans n'importe quel autre Etat ouvrier. Les organismes de l'institutionnalisation ne sont pas les organismes d'une véritable démocratie socialiste, mais ils ne sont pas non plus des instruments sclérosés qui empêchent toute participation réelle des masses.

Sur le plan de l'organisation militaire et de la mobilisation, un rôle important est attribué aux milices qui viennent d'être relancées avec force au IIe Congrès comme riposte aux menaces impérialistes en Amérique centrale.

Tout cela explique pourquoi, contrairement à ce qui se passe dans les autres Etats ouvriers, les masses ne considèrent pas le groupe dirigeant comme hostile ou étranger à leurs intérêts et à leurs aspirations, et lui ont toujours assuré leur soutien par des mobilisations massives, qui, loin de subir une usure quelconque, ont connu un nouvel essor puissant face aux difficultés internes du printemps dernier, aux plus récentes menaces de l'impérialisme et sous l'impact des développements révolutionnaires en Amérique centrale.

Ce qui est plus important, c'est que les marxistes révolutionnaires n'avancent pas pour Cuba le même objectif stratégique qu'ils avancent pour l'URSS et pour les autres Etats ouvriers, à savoir la révolution politique pour le renversement de la caste bureaucratique. Ils rejettent en même temps toute idée fataliste d'après laquelle la dégénérescence bureaucratique de Cuba serait, en dernière analyse, inévitable. Les tendances à la bureaucratization peuvent être inversées par des transformations à l'intérieur, par l'extension de la révolution en Amérique latine qui briserait l'isolement de Cuba et à fortiori par la combinaison des deux.

L'acheminement vers une société socialiste présuppose une réorganisation démocratique socialiste qui transforme les structures actuelles ou en bâtisse de nouvelles, dans le but d'assurer la gestion démocratique du Plan et l'autogestion des entreprises, ainsi que la participation effective des masses à la direction politique à tous les niveaux. Cela suppose des organismes de type conseils ouvriers et populaires, démocratiquement centralisés, qui pourraient, par exemple, résulter d'un développement d'organes tels que les CDR ou les assemblées du poder popular.

La réalisation de cet objectif implique la liberté d'expression et le droit de s'organiser, y compris de former des partis, même si la revendication de ce droit, dans le cadre de la nouvelle société et de ses lois, ne signifie pas nécessairement que les marxistes révolutionnaires veulent, pour leur part, créer un nouveau parti. Elle implique que les débats sur la planification et les grandes options économiques se développent à tous les niveaux, que des opinions différentes puissent s'exprimer sur tous les problèmes vitaux de la construction du socialisme et du communisme, que le débat théorique ne connaisse aucune restriction. Le droit de grève devra être reconnu. Les syndicats devront être réellement indépendants par rapport à l'Etat et au parti, et se donner une structure interne effectivement démocratique, avec droit à l'expression de points de vue différents et à la formation de tendances. Les mêmes droits démocratiques devront exister dans le parti.

La lutte pour la libération de la femme devra être poursuivie afin de réaliser une égalité complète des sexes. Toute discrimination, matérielle ou morale, contre les homosexuels devra être bannie. Une distinction claire doit par ailleurs exister entre l'Etat et le gouvernement d'une part, avec leurs contraintes économiques, diplomatiques et militaires immédiates, et d'autre part le parti, qui doit défendre en toutes circonstances les intérêts globaux du prolétariat. Voilà les objectifs principaux que poursuivent les marxistes révolutionnaires à Cuba.

Les spécificités et les contradictions internes de l'Etat ouvrier cubain ne peuvent pas ne pas se refléter dans sa politique internationale. L'alignement sur certaines des orientations centrales de la politique de Moscou conduit le groupe dirigeant à accepter la théorie des « deux camps ». C'est dans ce cadre qu'il faut replacer l'approbation sans aucune critique de l'intervention de l'armée soviétique à Kaboul et l'appréciation sur les événements polonais qui recoupe celle des bureaucrates de Varsovie et de Moscou, et aboutit à un aval anticipé à une éventuelle intervention visant à « sauver l'intégrité du camp socialiste ». Par ailleurs, le soutien chaleureux exprimé chaque fois que l'occasion s'est présentée à un régime haï profondément par les masses comme celui de Husak en Tchécoslovaquie, a annulé même

les critiques que Fidel Castro avait formulées en 1968 tout en approuvant l'entrée à Prague des troupes du Pacte de Varsovie.

La politique cubaine dans le Mouvement dit des non-alignés vise légitimement à exploiter les contradictions entre ces gouvernements et les puissances impérialistes. Mais elle comporte aussi des attitudes apologétiques face à des régimes qui, dans la plupart des cas, exploitent et oppriment brutalement les masses de leur pays. Cela se traduit, entre autres, par des théorisations dépourvues de toute base scientifique et reprises de l'arsenal de Moscou, d'après les-uelles on inclut parmi les pays «qui ont proclamé le socialisme ou sont d'orientation socialiste» une série de régimes néocoloniaux d'Afrique et du monde arabe. Les conséquences pratiques de telles conceptions peuvent être vérifiées à la lumière de l'attitude adoptée par Cuba face à la guerre entre l'Irak et l'Iran. Personne ne conteste à la diplomatie cubaine le droit de tenter une médiation pour mettre fin au conflit militaire. Mais, lorsque Fidel Castro parle de «deux peuples engagés dans des processus révolutionnaires», il estompe la différence capitale entre la révolution iranienne, que les révolutionnaires du monde entier doivent défendre, et le régime du Baas irakien, qui s'est placé au premier rang dans l'attaque contre cette révolution.

La politique cubaine de soutien à un certain nombre d'Etats néocoloniaux sur le continent africain ne se situe pas seulement sur le plan de la défense contre l'impérialisme ou des rapports diplomatiques d'Etat à Etat. Le PC cubain fait l'apologie de directions petites-bourgeoises qui dirigent ces Etats bourgeois, comme la direction jacobine éthiopienne ou le MPLA en Angola. Or, la construction de la IVe Internationale, la formation même de partis révolutionnaires sur le continent africain passent justement par la rupture de militants et de groupes d'avec le nationalisme petit-bourgeois et les illusions véhiculées sur ces Etats prétendument « progressistes » qui, dans les faits, composent avec la domination impérialiste et ne respectent pas les revendications essentielles des masses populaire.

Une telle politique ne permettra nullement de favoriser l'émergence de courants politiques radicaux sur le continent africain. Elle constitue un réel obstacle à la construction de partis révolutionnaires en Afrique. Analyser le soutien cubain aux pouvoirs angolais, éthiopien, congolais, seulement comme une attitude internationaliste révolutionnaire sans nuances, c'est dédouaner les directions petites-bourgeoises à la tête de ces Etats et, en s'alignant sur leurs positions politiques, s'interdire de construire la IVe Internationale dans ces pays et dans ce continent.

L'intervention en Angola n'est pas sans contradictions. Elle a été à juste titre saluée par les révolutionnaires comme une

action anti-impérialiste et internationaliste. Toutefois, dans la mesure où, après la victoire, la présence des forces cubaines ne représentait pas seulement une garantie contre une contre-attaque impérialiste, mais aussi un appui sans réserve donné à un régime qui, en dépit de sa rhétorique officielle, n'a rien de socialiste et construit en réalité un Etat néocolonial dans le cadre d'un compromis avec l'impérialisme et d'accords avec des régimes néocoloniaux parmi les plus réactionnaires, et n'a pas hésité à avoir recours à la répression contre des courants de masse, le jugement ne pouvait plus être le même. Des considérations analogues valent pour l'Ethiopie.

A ce propos, si les Cubains ne se sont pas engagés directement dans la campagne d'Erythrée, cela n'empêche pas qu'ils ont continué à soutenir un gouvernement qui nie le droit à l'autodétermination du peuple d'Erythrée et qu'ils ont avalisé l'un des « principes » fondamentaux de cette Sainte Alliance qu'est l'OUA, à savoir le principe de l'intangibilité des frontières fixées le plus souvent en fonction d'intérêts coloniaux et néocoloniaux sans aucune considération pour les aspirations des peuples et des nationalités.

Le gouvernement cubain a parfaitement raison d'exploiter les contradictions qui existent entre les pays impérialistes et de réaliser avec ceux-ci des accords économiques qui limitent tant soit peu les conséquences du blocus économique. Les critères énoncés à ce sujet dans le rapport au IIe Congrès sont corrects. De cela ne découle absolument pas qu'il soit correct de dédouaner des représentants de la bourgeoisie en exprimant des appréciations positives sur leur rôle politique. Lorsque Fidel Castro, par exemple, fait l'éloge de Adolfo Suarez qui aurait assuré la « transition en Espagne d'une façon brillante et progressiste », il ne partage certainement pas l'avis de la classe ouvrière de l'Etat espagnol et il n'en aide pas la lutte.

Par ailleurs, les dirigeants cubains ne partagent pas les critiques de certains partis communistes d'Europe occidentale en ce qui concerne l'URSS et le «camp socialiste», mais ils n'expriment pas de réserves fondamentales quant à leur stratégie et leurs orientations néo-réformistes et ils les présentent à chaque occasion comme les véritables défenseurs des intérêts des masses dans leurs pays respectifs.

En ce qui concerne l'Amérique latine, les dirigeants cubains maintiennent leur orientation d'ouverture vers des gouvernements ou des régimes bourgeois qu'ils considèrent « progressistes » et « anti-impérialistes ». L'exemple le plus significatif reste celui de l'attitude face au gouvernement mexicain et au PRI qui sont présentés comme anti-impérialistes, voire révolutionnaires. Le moins que l'on puisse dire est qu'une telle attitude, justement à cause du

prestige de Cuba, ne peut que compliquer davantage la tâche difficile de ceux qui luttent au Mexique pour l'objectif capital de l'indépendance politique du mouvement ouvrier par rapport à la bourgeoisie. Elle n'éduque pas les masses latino-américaines, pas plus qu'elle ne prépare les travailleurs cubains aux coups que la bourgeoisie mexicaine ne manquera pas de leur porter, au cas où cela correspondrait à ses intérêts de classe immédiats. Dans d'autres cas, malgré des rectifications partielles, l'orientation reste ambiguë. C'est le cas notamment pour l'Argentine : Cuba ne peut pas ne pas dénoncer les crimes de la dictature mais, en même temps, elle a voulu et semble encore vouloir éviter un conflit avec l'orientation de l'URSS qui a des rapports excellents avec les généraux Videla, puis Viola, et celle du PC argentin lui-même.

En ce qui concerne enfin le Pérou, les dirigeants cubains ne semblent avoir fait aucune réflexion critique sur leur soutien au régime bourgeois du populisme militaire. Toutefois, au cours des deux dernières années, et surtout à partir de l'éclatement de la crise révolutionnaire au Nicaragua, la politique de la direction cubaine vers certains pays d'Amérique latine a été réorientée dans l'optique d'une intervention active dans les luttes révolutionnaires qui se développent. Elle a assuré une aide déterminante sur tous les terrains au FSLN nicaraguayen dont elle a favorisé la réunification et, après la victoire de l'insurrection, elle s'est engagée à fond pour contribuer, y compris par des sacrifices considérables, à la reconstruction et à la défense du pays. Elle a joué et elle joue un rôle analogue par rapport au mouvement révolutionnaire au Salvador. Elle a aidé et aide les forces qui combattent le régime pro-impérialiste terroriste au Guatemala. Elle est solidaire avec le nouveau régime de Grenade.

Lors de l'anniversaire du 26 juillet, Fidel Castro a réaffirmé de la façon la plus solennelle que les expériences du Salvador, du Chili et de la Bolivie prouvaient qu'il y a « un seul chemin : la révolution et un seul moyen : la lutte armée révolutionnaire, le chemin emprunté par Cuba, Grenade et le Nicaragua ».

Le rapport approuvé par le IIe Congrès a indiqué encore plus nettement qu'une telle orientation se base sur une analyse des changements intervenus dans la situation en Amérique latine qui se sont concrétisés par « les retentissantes victoires populaires du Nicaragua et de Grenade, la lutte irrésistible des peuples du Salvador et du Guatemala, la combativité des masses qui a atteint un niveau sans précédent » plus généralement dans le continent et dans la Caraïbe, « la résistance farouche du peuple chilien, les luttes héroïques » menées en Bolivie et ailleurs, « des grèves sans précédent » au Pérou, en Equateur et en Colombie, « la lutte constante » des travailleurs argentins.

La direction cubaine est décidée à exploiter cette nouvelle situation, tout en étant consciente des risques qu'elle court. Elle est consciente aussi que l'évolution du rapport des forces à l'échelle mondiale au détriment de l'impérialisme — qui a été un autre leitmotiv de l'analyse du IIe Congrès — comporte le danger de réactions criminelles de la part de l'impérialisme et que Cuba pourrait être l'une des cibles prioritaires de ces réactions. Elle ne se cache pas et elle ne cache pas à son peuple que la crise révolutionnaire en Amérique centrale pourrait provoquer une agression des impérialistes nord-américains comme ultime recours pour éviter la désagrégation d'un pilier stratégique déjà fortement ébranlé par la révolution au Nicaragua.

Sa riposte a été claire : tout en étant disposée à régler son différend avec les Etats-Unis, Cuba n'est absolument pas prête à marchander sa solidarité avec les révolutionnaires d'Amérique centrale et plus généralement ses initiatives internationalistes, ni à briser ses alliances. Elle s'engage et s'engagera à fond pour que l'impérialisme soit obligé de renoncer à ses entreprises criminelles ou, dans le cas où il ne le ferait pas, qu'il soit entraîné dans un nouveau Vietnam en Amérique centrale, à Cuba même et dans certains pays d'Amérique latine.

La signification d'une telle orientation est claire : la direction cubaine mise sur l'extension de la révolution en Amérique latine qu'elle considère possible et nécessaire et qui, en dernière analyse, représente la seule garantie véritable de survie et de développement de la révolution à Cuba même. C'est une preuve supplémentaire qu'elle n'adopte pas une orientation conservatrice, reflétant les intérêts d'une caste bureaucratique. En dépit de ses contradictions, et notamment des attitudes de sa direction face aux problèmes et aux luttes d'autres secteurs de la révolution mondiale, elle continue à donner une contribution majeure à la victoire de la révolution en Amérique latine.

V Notre orientation face à la révolution cubaine et au courant castriste

La IVe Internationale a salué la formation de l'Etat ouvrier cubain en 1960 comme une victoire d'une portée historique pour la classe ouvrière et les masses exploitées de toute l'Amérique latine. Dans tous les pays où elle était présente, et en premier lieu en Amérique latine, elle s'est mobilisée dans des campagnes de solidarité active avec la révolution cubaine. Des organisations trotskystes ont participé au Congrès de la jeunesse latino-américaine qui a eu lieu à la Havane à un moment crucial de l'affrontement entre la révolution et l'impérialisme nord-américain.

L'analyse commune et les prises de position communes face à la révolution cubaine ont beaucoup contribué à la réunification de 1963. Les thèses du Congrès de réunification expliquaient que « l'évolution du Mouvement du 26 Juillet vers le marxisme révolutionnaire fournit un modèle qui sert d'exemple à une série d'autres pays » et un autre texte du même Congrès indiquait les spécificités du courant castriste, dont la direction était caractérisée comme « la direction politique de loin la plus avancée de tous les Etats ouvriers ». Le Congrès de 1965 définissait le courant castriste comme « un courant autonome, fondamentalement révolutionnaire, du mouvement communiste ». Lors de la formation de l'OLAS, la IV^e Internationale réaffirmait son appréciation sur le rôle de Cuba en Amérique latine et exprimait sa volonté d'entreprendre des actions unitaires avec l'OLAS et des organisations qui en faisaient partie, malgré les divergences de méthodes et de conceptions politiques.

A l'étape actuelle, elle considère que la défense de l'Etat ouvrier cubain est plus que jamais une tâche primordiale. La mobilisation dans ce sens doit être strictement combinée avec les mobilisations en défense du gouvernement ouvrier et paysan du Nicaragua et du régime issu de l'insurrection à Grenade, de même qu'avec la solidarité envers les luttes révolutionnaires au Salvador et au Guatemala.

Un courant castriste s'est esquissé en Amérique latine dès le lendemain de la victoire de la révolution à Cuba. Il a atteint son zénith lors de la conférence de l'OLAS en 1967. Il a subi une éclipse à la suite des défaites des mouvements de guérilla et des rectifications apportées par les dirigeants cubains à leur politique en Amérique latine. Il a continué à subsister grâce au rôle anti-impérialiste qu'a joué à tout moment l'Etat ouvrier cubain et à ce qu'il a représenté matériellement et idéologiquement pour les militants latino-américains persécutés par les dictatures et chassés de leur pays. Il est entré dans une nouvelle phase montante à partir de la crise révolutionnaire nicaraguayenne et il connaît maintenant un nouvel essor à la suite des victoires de la révolution au Nicaragua et de l'insurrection populaire à Grenade et de la lutte héroïque qui a désormais miné les bases du régime néocolonial au Salvador.

Il faut distinguer deux aspects du phénomène. Le premier aspect est représenté par la direction cubaine elle-même, qui pendant toute une période s'est affirmée comme un courant du mouvement ouvrier international en se différenciant, y compris par des polémiques publiques, de tous les autres courants. A la moitié des années 1960, elle a cherché à réaliser avec le Vietnam et la Corée du Nord une convergence en matière de politique internationale, dont la base résidait dans le fait que les trois pays étaient les plus directement exposés aux coups de l'impérialisme nord-américain. Elle a cherché aussi à établir des accords, plus ou

moins directs, avec d'autres courants latino-américains et même avec des partis communistes ou des tendances œuvrant en leur sein. Elle a estompé ses traits spécifiques après 1970 en mettant l'accent sur son alignement avec l'URSS et son intégration dans le « camp socialiste ».

Surtout pendant cette période, elle a parachevé l'élaboration d'une idéologie et d'une orientation politique d'ensemble qui, tout en se plaçant dans le cadre d'une lutte conséquente contre l'impérialisme, combinent :

- une mobilisation de masses pour défendre l'Etat ouvrier cubain contre toute menace réactionnaire aussi bien extérieure qu'intérieure, et le soutien à des luttes révolutionnaires notamment en Amérique centrale ;
- un alignement sur des positions clés de la politique internationale et des positions idéologiques de la bureaucratie soviétique et donc une opposition aux luttes antibureaucratiques menées par la classe ouvrière en URSS et dans d'autres Etats ouvriers bureaucratisés.

La direction cubaine est donc révolutionnaire parce qu'elle a dirigé le processus révolutionnaire à Cuba et soutient l'extension de la révolution dans d'autres pays, comme aujourd'hui en Amérique centrale. Mais elle n'est pas marxiste révolutionnaire dans la mesure où, du point de vue de la révolution mondiale dans son ensemble, elle oscille entre le soutien à l'extension de la révolution d'une part et, d'autre part, l'alignement sur certains grands axes de la politique internationale de l'URSS, ce qui l'amène à prendre des positions allant à rencontre des intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, comme le démontre l'attitude prise face aux grandes luttes des travailleurs polonais.

Dans la phase actuelle, elle a repris l'initiative en mettant les bouchées doubles en Amérique centrale et en se différenciant, de facto, sur ce terrain, aussi bien des autres Etats ouvriers que de la plupart des partis communistes latino-américains.

Le deuxième aspect est représenté par les mouvements et les organisations qui ont établi à des étapes diverses des rapports avec la direction cubaine dans le but de profiter de son expérience et d'en recevoir une aide matérielle. Ceux-ci constituent un courant spécifique dans le sens qu'ils ont tiré des leçons analogues de la révolution cubaine et qu'ils ont rejeté les conceptions aussi bien de la bureaucratie soviétique et des partis communistes sous son influence que du maoïsme sans pour autant se rallier au marxisme révolutionnaire. Mais ce courant est hétérogène, il n'a jamais élaboré une base théorique et politique d'ensemble commune et durable.

Le fait que la plupart de ses composantes ont subi des crises très graves, un certain nombre ont disparu, d'autres ont connu des vicissitudes multiples, d'autres encore ont rompu

avec Cuba, en est la vérification pratique. Même le courant qui a maintenu une plus grande continuité et n'a jamais essuyé de défaite majeure, le FSLN nicaraguayen, a connu des péripéties qui ont abouti à une grave rupture avec l'adoption, pendant un certain temps, par des composantes importantes, sinon majoritaires, de conceptions assez différentes de celles des Cubains. Ce n'est que dans la phase finale de la lutte et après la victoire que les conceptions se sont rapprochées avec une homogénéisation croissante. Au Salvador, le processus a été encore plus complexe et il est difficile de dire dès maintenant quelles pourront être, sous l'angle de l'homogénéisation d'un courant commun, les implications d'une prolongation de la lutte actuelle ou d'une victoire à court terme. L'existence d'un gouvernement ouvrier et paysan au Nicaragua et, à plus forte raison, une future victoire de la révolution au Salvador poseront inévitablement des problèmes nouveaux découlant aussi bien des spécificités du développement dans ces deux pays que de l'interaction entre ces développements et le processus cubain.

La victoire de la révolution au Nicaragua et le développement des luttes au Salvador ont, en tout cas, eu comme résultat d'accroître le prestige de la direction cubaine aux yeux des masses et des militants révolutionnaires dans toute une série de pays d'Amérique latine et donc leur réceptivité aux idées et aux perspectives avancées par celle-ci. Dans ce sens, non seulement le courant castriste est une réalité, mais il est susceptible d'exercer une force d'attraction croissante.

La IVe Internationale a recherché systématiquement l'unité d'action et la collaboration dans la perspective d'une lutte commune contre l'oppression impérialiste et l'exploitation capitaliste avec des courants engagés dans des actions révolutionnaires. Dans cet esprit, elle a rejeté et elle rejette toute attitude sectaire à l'égard de la direction cubaine, malgré les positions erronées que celle-ci a prises sur des événements aussi cruciaux que Mai 1968 en France, l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie et la crise actuelle du régime bureaucratique polonais, de même qu'à l'égard des mouvements se réclamant des conceptions et de la tradition politique castristes. Son orientation à son égard reste celle de la recherche de l'unité d'action.

Les sections de la IVe Internationale, en Amérique latine en premier lieu, seront à l'avant-garde des campagnes de solidarité avec Cuba, le Nicaragua et Grenade contre toutes les menaces et les manœuvres impérialistes. En Europe occidentale, en Amérique du Nord et au Japon, elles prendront les initiatives nécessaires pour sensibiliser le mouvement ouvrier aux problèmes qui se posent aux combattants d'Amérique centrale et organiser des campagnes comme celles menées lors de l'agression contre le Vietnam. Une campagne mondiale contre les agissements

impérialistes en Amérique centrale doit être à cette étape une tâche prioritaire de l'Internationale.

Au Nicaragua, les militants marxistes révolutionnaires doivent être partie prenante de tout projet du FSLN de construire le parti révolutionnaire et, dans ce cadre, ils avanceront leurs propositions pour développer et consolider la révolution. Au Salvador, ils s'engageront dans le FMLN et au Guatemala dans les organisations qui combattent la dictature pro-impérialiste. Ils appliqueront cette orientation en militants révolutionnaires loyaux : en même temps qu'ils respecteront les cadres organisationnels où ils travaillent, ils lutteront pour le programme de la IVe Internationale et ils en regrouperont les partisans.

Autant ce serait commettre une erreur sectaire que de prendre prétexte des divergences qui existent pour rejeter toute possibilité de collaboration dans une perspective de lutte révolutionnaire commune, autant ce serait commettre une erreur opportuniste aussi grave que de croire que, pour réaliser cette collaboration, il est préférable d'ignorer ou d'estomper les désaccords, d'idéaliser les positions des autres. Une expérience désormais longue nous apprend que ceux qui commettent ces erreurs symétriques peuvent même passer brusquement d'un extrême à l'autre.

A l'étape actuelle, les questions qui doivent être débattues dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire latino-américain sont les suivantes :

- les leçons qui, dès maintenant, peuvent être tirées de la révolution en Amérique centrale et leur validité pour d'autres pays d'Amérique latine ;
- le contenu de la politique de front unique contre l'impérialisme et les dictatures ; la politique d'unité des organisations révolutionnaires ; l'attitude à adopter, dans le cadre de l'indépendance de classe, face à des personnalités ou des groupes bourgeois qui s'opposent aux régimes en place ;
- les tâches spécifiques des organisations syndicales ; la lutte pour leur indépendance par rapport à l'Etat ; les rapports entre les partis politiques et les organisations de masse ;
- les rapports avec les forces qui luttent dans d'autres secteurs de la révolution mondiale : la classe ouvrière des pays industrialisés et les masses qui se mobilisent dans les luttes anti-bureaucratiques dans les Etats ouvriers, et la nécessité d'une organisation internationale de masse synthétisant les acquis essentiels des luttes révolutionnaires dans le monde entier ;
- la différenciation nécessaire entre le rôle de l'Etat ouvrier et celui du parti.

Les marxistes révolutionnaires avanceront dans ce débat les réponses suivantes :

— l'expérience du Nicaragua, après celle de Cuba, a confirmé que le renversement des régimes pro-impérialistes n'est possible que par une lutte révolutionnaire qui brise l'appareil d'Etat bourgeois et culmine dans une insurrection dont sont protagonistes les larges masses exploitées, organisées dans des organes démocratiques révolutionnaires. La participation active et organisée des masses est une condition sine qua non pour que la route soit barrée à toute tentative de restauration d'un régime néocolonial ;

— il serait toutefois erroné de croire que les leçons des révolutions cubaine et nicaraguayenne sont automatiquement applicables à des pays latino-américains de structure socio-économique et d'histoire politique différentes et, en particulier, que dans de tels pays on doit adopter les mêmes formules d'alliances politiques ;

— la conquête de l'indépendance politique de la classe ouvrière face à toutes les forces bourgeoises et petites-bourgeoises doit représenter l'axe central de la lutte des révolutionnaires ;

— il serait puéril de ne pas jouer sur les contradictions de la bourgeoisie ; il serait absurde de refuser l'unité dans l'action avec des personnalités ou des groupes bourgeois et de ne pas réaliser des accords tactiques avec eux. Mais aucun compromis programmatique ou stratégique n'est possible avec des forces bourgeoises. De tels compromis remettraient inévitablement en cause l'indépendance et le rôle de direction du prolétariat, soutenu par les autres couches exploitées, et ne pourraient que freiner ou dévoyer leurs mobilisations ;

— les organisations syndicales doivent être indépendantes par rapport à l'Etat et aux gouvernements en place, ce qui implique une lutte acharnée contre les bureaucraties corrompues et traîtres, pour la démocratie syndicale, pour le

caractère unitaire du syndicat qui doit admettre dans ses rangs tous les travailleurs indépendamment de leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, pour son indépendance face aux partis politiques ;

— l'impérialisme ne sera de plus en plus affaibli, dans l'impossibilité de lancer des contre-attaques et finalement renversé, que si progressent tous les secteurs de la révolution mondiale.

Les révolutionnaires d'Amérique latine, comme ceux de tous les autres pays coloniaux ou néocoloniaux, ont donc intérêt à ce que la lutte des ouvriers des pays capitalistes industrialisés se développe avec succès. Dans ces pays aussi, la victoire ne sera pas possible par des stratégies réformistes, par la voie électorale ; elle ne sera remportée que par la voie révolutionnaire. Enfin, les révolutionnaires du monde entier ont le devoir de soutenir les luttes que les masses des Etats ouvriers bureaucratisés déclenchent pour la défense de leurs intérêts et droits élémentaires contre la caste bureaucratique privilégiée qui les opprime.

C'est l'expérience commune des marxistes révolutionnaires et des autres courants révolutionnaires latino-américains dans toutes les luttes qui se développent qui permettra de clarifier ces questions, de vérifier les positions respectives et la portée des divergences et de tester les possibilités de rapprochement entre différents courants du mouvement ouvrier.

La IVe Internationale jouera son rôle non seulement par des débats politique et théoriques, mais surtout dans la mesure où elle sera capable de faire la preuve, en pratique, de la validité de son programme et de sa capacité à diriger des luttes des masses par ses forces organisées.

Comité exécutif international (CEI) de la IVe INTERNATIONALE
12 mai 1981.

Cuba : l'étape la plus décisive de la révolution

Le texte qui suit a été adopté début juin 1990 par le Comité exécutif international de la IV Internationale.

La chute des dictatures bureaucratiques en Europe de l'Est, la crise rampante en URSS ont et auront d'importantes conséquences pour le futur de la révolution cubaine.

1. Paradoxalement, la révolution fut protégée à sa naissance par la division du monde en deux camps. La dynamique de la confrontation Est/Ouest permit à Cuba - de par sa situation géopolitique particulière - de bénéficier d'une protection et d'une aide soviétiques qui facilitèrent sa survie pendant trente ans. La « détente » ou, plus précisément, le rapprochement américano-soviétique impulsé par Gorbatchev relativise la place de Cuba et son intérêt stratégique pour l'URSS. Les accords de Malte, le règlement des prétendus « conflits régionaux » laissent le champ libre à l'impérialisme pour des interventions extérieures ; le renforcement de l'agressivité américaine, l'accumulation de défaites démoralisent les avant-gardes, même si la crise des PC et le desserrement du contrôle bureaucratique peuvent favoriser à terme le potentiel révolutionnaire des mouvements du tiers monde. Dans le contexte de nouveaux rapports de forces internationaux qui leur sont désormais défavorables, les organisations révolutionnaires du tiers monde sont sur la défensive.

C'est en Amérique centrale que les conséquences de cette situation se font pour l'instant le plus lourdement sentir. L'impérialisme y a remporté en l'espace de quelques mois deux victoires importantes au Panama et au Nicaragua ; il cherche à poursuivre son avantage au Salvador et ne cache pas ses intentions agressives à l'égard de Cuba. Profitant des événements de Roumanie, il est intervenu directement au Panama sans soulever de protestations massives, y compris en Amérique latine. Cette impunité relative est un fait sans précédent : elle a été facilitée par la campagne d'intoxication exceptionnelle des médias occidentaux mise en évidence par les chiffres aujourd'hui connus des victimes dans les deux pays : cent morts environ à Timisoara, entre deux mille et quatre mille à Panama. Même si le discrédit pesant sur Noriega a facilité l'agression militaire, il est clair que le gouvernement américain sait mettre à profit la débâcle des dictatures bureaucratiques à l'Est, l'absence de crédibilité du socialisme pour renforcer son intervention. Le piétinement de l'offensive révolutionnaire au Salvador en novembre traduit également la détérioration des rapports de forces internationaux, malgré la démonstration exceptionnelle du FSLN dont l'influence de masse, l'initiative militaire et l'intelligence politique ont été

confirmées ; aucune organisation révolutionnaire latino-américaine ne bénéficie encore dans son pays d'un tel rapport de forces. Cependant, le Front est sur la défensive: aux effets néfastes des accords de San Isidro, établissant une symétrie entre le FMLN et la Contra nicaraguayenne, s'est ajoutée la défaite du FSLN qui porte un coup important à la lutte du peuple salvadorien.

La défaite électorale au Nicaragua a des effets non seulement dans l'isthme centraméricain, mais dans toute l'Amérique latine : il s'agit d'une victoire de la stratégie impérialiste dite « de basse intensité », préparée de longue date et combinant l'armement de la Contra, un travail politique interne et l'utilisation machiavélique des élections pour saper progressivement l'influence des sandinistes à la faveur de l'agression militaire, du blocus économique et des erreurs politiques du FSLN cherchant désespérément des appuis internationaux qui lui ont largement fait défaut, en particulier de la part de la direction Gorbatchev.

La tactique impérialiste au Nicaragua doit être utilisée avec attention car elle représente une menace plus subtile : elle éclaire l'orientation suivie à l'égard de Cuba et indique quels sont les pièges tendus à la direction castriste ; elle rend plus complexe l'organisation de la solidarité internationale alors même que les menaces pesant sur Cuba se sont accrues et que les difficultés économiques et sociales s'accumulent dans le pays.

2. Les difficultés économiques du pays sont amplement soulignées par la presse internationale, qui omet cependant de souligner celles que rencontrent d'autres pays du tiers monde frappés par une crise d'une gravité sans précédent. Alors que les institutions occidentales avaient offert (grâce aux pétrodollars) des prêts considérables pendant les années soixante-dix, période où de surcroît les produits de base étaient élevés, la conjoncture internationale a changé ; le climat économique défavorable des années quatre-vingt, la chute dramatique des prix des matières premières et le poids de la dette pénalisent les économies et ont des conséquences sociales graves soulignées par la récente convention de Lomé IV : « Les économies des pays ACP ne se sont pas développées, au contraire. Cela touche tous les secteurs de la vie économique. La pauvreté s'est accrue et la paupérisation s'étend. » (Le Courrier ACP- CEE, mars-avril 1990, p. 17.) « Les hôpitaux et les écoles ferment parce

qu'il n'y a pas d'argent pour payer les médecins, les infirmières et les enseignants ; les usines sont à l'arrêt par manque de pièces détachées, de matières premières ou de combustibles. » (Le Courrier ACP-CEE, mars-avril 1990, p. 28.) Les émeutes en Côte-d'Ivoire, au Gabon, à Rosario et à Caracas en Amérique latine sont là pour témoigner de l'ampleur de la pauvreté et de la misère de la population, qui contrastent avec l'enrichissement éhonté d'une petite minorité.

Or, si Cuba souffre aussi des fluctuations des cours des matières premières, du poids de la dette et du manque de crédits, le peuple y bénéficie d'acquis sociaux incomparables en matière d'éducation, de santé, de sécurité sociale et de garantie de l'emploi, reconnus par les instances internationales (des acquis inconnus par les Latino-Américains et même par certains Nord-Américains, comme le souligne le quotidien britannique The Guardian du 11 mai 1990), et ce malgré les restrictions sévères dues au blocus américain. Les progrès réalisés par Cuba en matière de mortalité infantile sont particulièrement significatifs: alors que, selon l'UNICEF, la mortalité infantile était de 118% en Haïti en 1987, elle est à Cuba de 11%.

Mais ces acquis sont aujourd'hui menacés : l'aide conditionnelle fournie par l'URSS est remise en cause; la restructuration du COMECON oblige la direction cubaine à effectuer une réévaluation économique de ses échanges extérieurs et à réexaminer une politique qui avait misé sur l'existence du camp dit « socialiste » et l'avait conduite à accepter les contraintes de la « division socialiste » du travail qui régnait au sein du CAEM. Les modalités de ces échanges n'ont pas permis à Cuba d'échapper aux aléas de la production sucrière et les effets de la dépendance économique avec l'URSS se font cruellement sentir. Les incertitudes planent désormais sur l'avenir des échanges commerciaux avec les pays de l'Est, dont l'évolution politique modifie les rapports avec un partenaire aussi périphérique situé à des milliers de kilomètres. Certains d'entre eux, la Hongrie par exemple, ont d'ores et déjà dénoncé en pratique les clauses de contrats passés avec La Havane.

La vulnérabilité économique du pays est mise en évidence de façon dramatique. F. Castro a déjà fait part de ses craintes de voir le pays victime d'une réduction drastique de livraisons de pétrole (« Le pays doit être préparé au pire. (...) Si nous ne recevons pas les douze millions de tonnes de pétrole annuelles, nous devons savoir que faire si nous n'en recevons que dix ou huit ou six ou cinq ou quatre. » (Discours des 4 et 7 mars 1990.) En fait, les livraisons de pétrole ont déjà diminué de treize millions de tonnes en 1988 à douze millions en 1989. En février 1990, le rationnement de pain quotidien par personne et par jour a dû être ramené à quatre-vingts grammes ; la pénurie de grains a provoqué une hécatombe de la volaille et l'augmentation du prix des œufs; les livraisons d'agrumes destinées à l'URSS n'ont pu être effectuées «à cause de difficultés affectant le commerce soviétique et le transport maritime»: 15% de la flotte marchande soviétique est affectée

au transport avec Cuba (The New York Review, Tad Szulc, 31 mai 1990 ; Financial Times, 21 mars 1990). Or, s'il est vrai que des problèmes réels ont joué un rôle dans ces difficultés (les grèves en Ukraine ont retardé les livraisons de farine de blé ; des conflits ethniques à Bakou à la fin de l'année 1989 auraient perturbé le départ des pétroliers), il n'en reste pas moins que la campagne engagée dans la presse soviétique discréditant la révolution cubaine n'est pas faite pour encourager les échanges, au contraire. Il est significatif que le journal Argumenty y Fakty (17-23 mars 1990) révèle pour la première fois le coût de l'aide, en faisant hypocritement référence à « des estimations occidentales » (sic) : « Le volume de l'aide soviétique à Cuba serait de cinq milliards de roubles par an. » Selon les Izvestia (New York Times, 8 mars 1990), la dette cubaine envers l'URSS - jamais rendue publique auparavant - serait de quinze milliards de roubles par an (près de dix milliards de dollars).

Par ailleurs, les Nouvelles de Moscou et la télévision soviétique se sont livrées à des commentaires sarcastiques sur les « principes idéologiques » de F. Castro et se sont fait l'écho du mécontentement révélé par les dissidents. Enfin, le vote à l'ONU - par la Bulgarie et la Hongrie - d'une résolution condamnant Cuba pour non-respect des droits de l'homme, résolution parrainée par la Pologne et la Tchécoslovaquie, a mis le feu aux poudres. Ces votes ont été interprétés par la direction cubaine comme une monnaie d'échange destinée à obtenir une aide financière américaine pour les pays concernés. Bien que ces pays ne représentent que 15% des échanges annuels, l'impact d'une rupture ne serait pas négligeable, surtout si l'on y ajoute les effets que ne manquera pas d'avoir l'annexion (et l'intégration dans la CEE) de la RDA, deuxième acheteur de sucre cubain dans le COMECON.

Même si l'URSS ne va pas suppléer aux défaillances des partenaires du COMECON et si une diminution de l'aide est prévisible, une rupture brutale des accords est peu probable. Il est plus vraisemblable que Gorbatchev module les échanges au gré des aléas de sa politique intérieure et internationale et en fonction de l'évolution des rapports avec La Havane. Ce d'autant plus que les bénéfices des échanges économiques sont moins unilatéraux que ce qu'en dit une certaine presse. Cuba fournit à l'URSS environ un tiers de sa consommation de sucre, 40% de la consommation d'agrumes, et le COMECON absorbe 75 de la production de nickel cubain (The Guardian, 11 mai 1990 ; Financial Times, 21 mars 1990).

Les acheter sur le marché coûterait très cher en devises et l'agriculture soviétique n'est pas en état de produire les quatre millions de tonnes de sucre que Cuba lui fournit. Comme l'a signalé Abaïkin lors de la vingtième session de la commission intergouvernementale réunie à La Havane du 12 au 17 avril 1990, l'URSS retire aussi des avantages des rapports avec Cuba. « Nous avons besoin de sucre et Cuba de pétrole », a-t-il déclaré (Granma, 29 avril 1990). Mais il est vraisemblable que les échanges seront désormais planifiés sur un ou deux ans, au lieu

de cinq, et seront sujets à de grandes variations, notamment en fonction de l'évolution politique en URSS et des intérêts des entreprises soviétiques, dont la gestion est désormais autonome. Pour en contrecarrer les effets, ces entreprises bénéficient provisoirement - selon Abaïkin (The Guardian, 11 mai 1990)- d'avantages fiscaux si elles commercent avec Cuba mais, outre qu'il ne s'agit que d'une mesure temporaire, le protocole signé en avril ne concerne que l'année 1990. Selon l'accord, l'URSS devrait continuer à livrer à Cuba des carburants, des aliments, des matières premières et des biens d'équipement. De son côté, Cuba devrait continuer à exporter vers l'URSS du sucre, des minerais, des agrumes et, pour la première fois, des médicaments et certains équipements de haute technologie. Le niveau atteint par Cuba en matière de santé publique - supérieur dans certains domaines à celui existant en URSS - peut stimuler l'intensification des échanges sur ce plan. Des stomatologues cubains vont contribuer à l'aide médicale en URSS, en particulier dans les régions minières. Environ dix mille enfants des régions affectées par la catastrophe de Tchernobyl vont être pris en charge dans des centres médicaux cubains, les mille premiers arrivant dès juin 1990. De même, les combattants blessés en Afghanistan sont-ils soignés dans un centre orthopédique de haute qualité.

Cependant, Abaïkin n'a pas manqué de souligner qu'il ignorait ce que seraient les relations entre les deux pays en 1991. Bien qu'il ait affirmé que les divergences entre les deux gouvernements ne sont pas « une tragédie », ces incertitudes mettent l'économie cubaine à la merci de tout changement en URSS et la rendent encore plus vulnérable.

Les mobilisations organisées en prévision de « périodes spéciales en temps de paix » par la direction castriste (en cas de suppression des livraisons de pétrole notamment) montrent que cette dernière se prépare à toute éventualité, ce que justifie le credo idéologique de Gorbatchev tant sur le plan économique que dans les rapports avec l'impérialisme. En un sens, la révolution est autant menacée par l'évolution politique à Moscou qu'à Washington.

L'aide militaire est pour l'instant maintenue (des Mig 29 et d'autres armes ont été livrées comme prévu). L'armée cubaine jouit d'un prestige particulier auprès des militaires soviétiques, bien placés pour savoir que leur aide en ce domaine - a la différence d'autres armées du Moyen-Orient - n'est pas accordée en vain. Cependant, dans un premier temps, ce n'est pas la menace d'invasion militaire directe qui est d'abord à craindre : les Américains savent bien que le coût en serait considérable, et la référence au Viêt-nam est souvent brandie par Fidel Castro pour le leur rappeler. La politique de Washington mise sur la dégradation d'une situation qui combinerait l'usure de la population face aux difficultés économiques et aux problèmes quotidiens rencontrés, le mécontentement face aux gaspillages et à la corruption, le désintérêt de la jeunesse et les critiques des intellectuels, en

particulier las du monolithisme et des restrictions des libertés politiques. Seule la conjonction de ces facteurs permettrait d'envisager alors, dans un contexte international défavorable, une intervention militaire dont le million d'émigrés cubains qui se trouvent à quatre-vingt-dix kilomètres des côtes cubaines à Miami constituerait l'arrière-garde. La direction castriste est consciente de ce risque auquel le « processus de rectification des erreurs et des tendances négatives » à l'œuvre depuis 1986 est censé répondre.

3. Initié en avril 1986 par Fidel Castro entre deux sessions du IIIe Congrès du PCC, le processus de rectification était conçu comme une réorientation socio-économique, politique et idéologique d'ensemble dans un nouveau contexte international après l'élection de Gorbatchev à la direction du PCUS et le tournant de la perestroïka. La situation interne était marquée par l'aggravation de la crise économique et financière depuis le début des années quatre-vingt, des tensions sociales accrues par les inégalités et les privilèges consécutifs aux réformes économiques mises en place dans le cadre du SDPE, politique économique appliquée après le 1er Congrès du PCC en 1975.

Conçue comme un mouvement impulsé d'en haut mais s'appuyant sur la mobilisation des masses pour lutter contre les « technocrates » et les « nouveaux koulaks » qui avaient prospéré à l'ombre des réformes marchandes, la rectification témoignait aussi des différences apparues dans l'appareil quant à la politique économique à suivre ; ces divergences avaient été révélées publiquement par l'éviction du dirigeant de la Juceplan, Humberto Perez, responsable de l'application du SDPE et vice-ministre, qui fut exclu du comité central par ses pairs en décembre 1987. L'affaire Ochoa devait, trois ans plus tard, pour des raisons politiques encore non éclaircies, illustrer les conflits à l'œuvre dans l'appareil.

Le bilan de la rectification est ambigu et contradictoire. Certes, dès 1986, un tournant économique a été effectué : considérant qu'elles avaient favorisé l'enrichissement des paysans privés, stimulé l'augmentation des prix et provoqué de nombreuses tensions sociales, les réformes économiques ont été remises en cause. Les marchés paysans libres autorisés après l'adoption des réformes ont été supprimés, les activités privées qui avaient été permises dans certains secteurs (le logement en particulier) ont été interdites, les mécanismes marchands ont été dénoncés, le système des primes et la hiérarchie salariale accrue depuis l'application du SDPE ont été remis en cause. Mais les appels au capital étranger pour créer des joint ventures et développer le tourisme se sont accrus ; le contraste entre les avantages offerts aux touristes qui payent en devises et les difficultés de la vie quotidienne de la population risque d'être explosif.

La rectification a également impliqué une réorganisation du travail, une réévaluation des normes, une rationalisation des effectifs et des mesures d'austérité qui ont provoqué une

certaine baisse du niveau de vie. Les tentatives faites pour restreindre les privilèges de la bureaucratie sont restées très limitées, comme l'ont montré les révélations lors du procès d'Ochoa en 1989 : la corruption et la gabegie, le pouvoir incontrôlé de hauts fonctionnaires contrastent avec les appels à l'austérité et au sacrifice et mettent en évidence les contradictions de la rectification. Les critiques faites aux stimulants monétaires n'ont pas les mêmes effets pour tous.

Sur le plan économique, la situation ne s'est pas améliorée : la productivité du travail reste toujours très basse, sauf dans la construction (secteur le plus dynamique en 1989, selon le comité d'Etat de Statistiques), où les résultats obtenus par les micro-brigades sont réels : les délais d'exécution et la qualité des travaux montrent une amélioration de la productivité, mais les conditions de travail et les avantages substantiels (en termes de logement, de nourriture) dont bénéficient les travailleurs qui en font partie ne sont pas généralisables.

Pour tirer un bilan de la « rectification », il faut tenir compte des difficultés « objectives », en particulier des effets de la chute drastique des importations; et l'on ne peut imputer à la seule rectification les difficultés économiques actuelles. Les baisses de production et la désorganisation de certains secteurs de l'industrie sont dues en particulier au manque de pièces de rechange auparavant importées.

Depuis 1986, dernière année de croissance économique (selon le rapport de la banque centrale cubaine de juin 1989), la situation financière du pays a gravement affecté les importations payées en devises. La production de biens de consommation a été la plus touchée par ces restrictions. Les difficultés dans les livraisons de certains pays de l'Est ainsi que de mauvaises conditions climatiques ont eu des répercussions dans l'agriculture. Enfin, la croissance numérique de la force de travail (quatre-vingt-deux mille neuf cents travailleurs de plus avant même les grands retours d'Angola) a eu des effets défavorables sur la productivité du travail, qui aurait diminué de 3,9% selon la banque nationale.

Quels ont été les effets spécifiques de la politique économique telle qu'elle fut énoncée par Fidel Castro? Dans l'agriculture, la baisse de la production d'agrumes, de bananes, de tubercules, de légumes, de café, est-elle due à la suppression des marchés paysans libres ? L'incorporation d'une force de travail jeune et sans expérience est-elle destinée à compenser la mauvaise volonté des paysans qui, après la suppression des marchés libres, seraient responsables de la chute de la productivité dans le secteur privé? Bien que numériquement très limité, le secteur privé contribue pour une part importante à la production alimentaire. Les informations disponibles ne permettent pas pour l'instant de répondre à ces questions. Or, c'est dans l'agriculture que le bilan économique de la rectification pourrait être le plus significatif.

4. Les événements politiques qui se sont succédés depuis 1986 ont confirmé l'existence de tensions politiques dans l'appareil d'Etat et la vocation de la rectification à définir de nouvelles références idéologiques afin de séparer le bon grain de l'ivraie. Les partisans du SDPE - stalinien d'hier, gorbatchévien d'aujourd'hui - ont été écartés des responsabilités de la Juceplan et un nouvel organisme responsable de la planification a été créé sous la houlette de F. Castro. Les secteurs les plus corrompus de l'appareil ont été mis en garde et un certain nombre de responsables limogés. L'appel au sacrifice, à l'exemple, au volontarisme, la référence au Che en opposition claire à la perestroïka de Gorbatchev ont été accompagnés d'une critique de plus en plus ouverte du « modèle » institutionnel soviétique mis en place dans les années soixante-dix, du dogmatisme politique et culturel qui en a découlé. Cette réévaluation s'est prolongée pendant la dernière période par une critique violente des pays de l'Est - dont on souligne qu'ils n'ont jamais fait de révolution authentique, ce qui expliquerait qu'ils aient initié, selon la direction castriste, un processus de restauration du capitalisme.

Il est manifeste que la croissance spectaculaire de l'appareil bureaucratique en l'espace de dix ans - le nombre de fonctionnaires a triplé et les différenciations sociales se sont cristallisées - a déstabilisé la direction castriste. Dans la population, le rejet de la bureaucratie dirigeante, le mépris des nouveaux parvenus incompetents et corrompus sont fréquents. Même si Fidel Castro est généralement exempté de ces critiques et garde un prestige largement reconnu, il ne peut ignorer les dangers qu'une telle situation fait courir à la révolution, dangers aggravés par l'évolution de l'URSS et des pays de l'Est, alors que la vie quotidienne est plus difficile et l'impérialisme plus agressif. A terme, la bureaucratization menace son propre pouvoir et la révolution. Les critiques contre les technocrates éloignés des masses et coupés de leur peuple (comme à l'Est) et ignorant ses besoins sociaux, ainsi que les appels à la mobilisation contre les privilèges et la corruption sont une tentative « par en haut » de consolider, de remobiliser la base sociale du régime contre des secteurs de l'appareil qui tendaient à s'autonomiser de manière excessive de la tutelle du Commandant en chef.

La cohérence de cette politique a cependant été mise à mal par l'évolution rapide de la situation internationale, les réformes de Gorbatchev et le caractère radical de la glasnost, qui a mis le dirigeant castriste en porte à faux : la similitude des revendications démocratiques, les effets néfastes du monolithisme, la mise en cause du stalinisme exigent d'autres réponses qu'une révolution culturelle ambiguë. Au « défi démocratique » de Gorbatchev, il faut une réponse d'ensemble qui ne peut se limiter à une critique de la perestroïka, d'autant plus que le dirigeant castriste a implicitement soutenu Honecker et Ceausescu avant leur chute et la répression chinoise à Tien Anmen, en n'hésitant pas à proclamer le ministre chinois Qui Chen citoyen d'honneur de La Havane

après la répression de 1989. Le fait que Cuba soit désormais le deuxième partenaire commercial de la Chine ne justifiait pas un tel excès.

La complexité de la situation actuelle et sa gravité résultent de la combinaison de deux processus. En premier lieu, l'institutionnalisation tardive du régime, l'adoption de la Constitution, sanctionnées lors du Ier Congrès du PCC en 1975, quinze ans après la prise du pouvoir, se sont réalisées sous la houlette des Soviétiques et sur la base d'une défaite du Commandant en chef; ces institutions ont donné une certaine autonomie aux organismes étatiques et relativisé de fait le rôle du PCC. D'autre part, les réformes économiques et la décentralisation partielle qui leur était liée ont accentué cette évolution. La croissance de l'appareil administratif a stimulé la bureaucratisation et la corruption. S'il est vrai que la rectification a aussi comme objectif de lutter contre la gangrène bureaucratique, il s'agit pour F. Castro de développer sa propre conception du pouvoir : le parti doit être au centre de la société et lui-même au centre du parti...

La rectification a entre autres pour but de clarifier ce conflit entre les deux rôles possibles du PCC. Dans le contexte des réformes, les prérogatives de l'appareil d'Etat étaient mieux définies et une certaine séparation des pouvoirs s'effectuait ; les administrateurs, les managers, les responsables des organisations de masse bénéficiaient d'une réelle autonomie de décision ; c'est ce qui découlait des décisions des deux premiers congrès du PCC. Avec le IIIe Congrès et la rectification, le parti - inspiré par une vertu révolutionnaire sans faille - doit veiller à « contrôler, résoudre ». Cette conception procède chez F. Castro de l'idée enracinée chez lui depuis toujours que les victoires militaires peuvent être répétées dans la vie quotidienne, l'héroïsme des champs de bataille n'étant pas différent du combat pour la productivité et le développement économique.

Or, la réalité dans les entreprises - y compris dans les entreprises des forces armées - est fort éloignée de cette vision, et les épurations périodiques n'y changent rien. Le groupe castriste est à la recherche d'un ressort idéologique pour redresser la productivité du travail. Mais le volontarisme n'y suffira pas. Les résistances sociales sont désormais trop fortes pour être combattues par l'appel à la vertu. Trente et un ans ont passé, et la nomenklatura s'est retranchée dans de véritables forteresses institutionnelles. L'incompétence, la gabegie, les privilèges ne peuvent que dissuader des secteurs importants des masses populaires de supporter des sacrifices très lourds, alors qu'il est de notoriété publique que ces efforts sont compromis par des incapables sur lesquels elles n'ont aucun contrôle.

Par ailleurs, la rectification a mis en lumière les entraves rencontrées par les instances de base du parti pour imposer leurs propres décisions et corriger les erreurs des directions. De nombreux exemples confirment que tant l'Assemblée des

travailleurs - censée ratifier les adhésions au PCC en fonction des critères établis (dévouement, désintéressement, etc.) - que les directions locales ou municipales ne contrôlent pas les instances nationales et n'ont qu'un pouvoir extrêmement limité, voire pas de pouvoir du tout. L'affaire Ochoa a montré le peu de cas qu'il fallait faire des vertus exemplaires exigées des dirigeants. Les coalitions d'intérêt, les réseaux familiaux ou amicaux, les entraides mutuelles, les complicités de tous ordres sont protégés par l'opacité bureaucratique.

Pour combattre cette situation - qui est désormais un frein et un danger majeur pour la révolution, compte tenu des circonstances difficiles qu'elle doit affronter -, il faut imposer la transparence dans le fonctionnement économique et politique, ce qui implique la fin du monopole du parti unique sur l'appareil d'Etat, et permettre la participation effective et le contrôle des masses populaires. On ne peut à la fois exiger des sacrifices majeurs et nier tout pouvoir à ceux qui en supportent les conséquences.

5. La révolution cubaine est confrontée à une contradiction majeure : le niveau de démocratie autorisé ne correspond pas au niveau de développement et d'éducation des masses populaires. La majorité absolue de la population est née après la prise du pouvoir et a bénéficié d'une formation scolaire primaire, secondaire ou universitaire. Ses exigences intellectuelles et ses aspirations culturelles sont stimulées par l'ouverture et le développement des contacts avec l'Amérique latine, la pression exercée par les médias américains largement accessibles et, plus généralement, l'évolution de la situation internationale à laquelle la jeunesse ne saurait rester insensible. Dans ce contexte, la pauvreté des débats, l'indigence des publications, le dogmatisme dans l'enseignement ne peuvent avoir que des effets négatifs sur l'état d'esprit des jeunes et favoriser leur dépolitisation. Il est en effet caractéristique de voir que leur intérêt est dévoyé - faute d'autre chose - vers les manifestations les plus dérisoires de la culture occidentale. Par manque d'alternative, le radicalisme et la révolte de la jeunesse tendent à s'investir dans le look vestimentaire et à rejeter le conformisme officiel. Au lieu de stimuler la conscience critique, la confrontation, la polémique, au lieu d'éduquer en permettant l'ouverture sur l'extérieur, on a cru gagner dans un premier temps l'adhésion des jeunes par la référence au passé, l'appel aux sentiments internationalistes et anti-impérialistes (qui ont joué un rôle effectif). Aujourd'hui, on essaie de « récupérer » leurs aspirations en autorisant des manifestations artistiques et culturelles autrefois critiquées pour leur apolitisme, mais le fond du problème n'est pas là. Le jazz et le rock ne vont pas faire disparaître les exigences démocratiques et le contraste avec les appels au sacrifice et à l'austérité n'en sera que plus marquant.

Aucun des mécanismes prévus pour garantir le fonctionnement démocratique ne fonctionne : tel est le bilan. Les OPP initialement conçus comme de réels organes de

pouvoir populaires sont au mieux des organes ayant une activité municipale ou locale réelle, au pire une coquille vide ; mais ils sont en tout cas démunis de pouvoir effectif. L'Assemblée nationale populaire et le Conseil d'Etat qui en émanent ne sont que des chambres d'enregistrement de décisions prises ailleurs. Les organisations de masse sont logées à la même enseigne ; le secrétaire de la Centrale des travailleurs cubains avait été remplacé juste avant la tenue du congrès, en principe souverain. Sur les lieux de travail, les travailleurs se plaignent souvent du peu d'efficacité de réunions dont les décisions restent sans effet.

Confrontée au défi gorbatchévien, la direction castriste semble consciente de la nécessité de changer cette situation : l'appel au IV^e Congrès du PCC, qui devrait se tenir au début de l'année 1991, souligne la nécessité d'un débat ouvert, voire contradictoire. La presse insiste sur le rejet du dogmatisme engendré depuis vingt ans, inspiré par des méthodes et un style étrangers aux traditions du pays, et la nécessité de discuter dans un climat démocratique où toutes les opinions, y compris celles de non-militants, aient la même importance. Cependant, il faut rappeler qu'un tel appel pour que les bouches s'ouvrent n'est pas nouveau. Fidel Castro avait, dès le début de la rectification, critiqué le « syndrome du mystère » dont étaient victimes les journalistes cubains, faisant ainsi allusion à la pauvreté de la presse. Baptisé « chef de l'opposition » par la presse étrangère, le chef du gouvernement n'avait pas lésiné sur les critiques. Pourtant, depuis lors, rien n'a fondamentalement changé, malgré quelques timides tentatives d'ouverture. C'est que les méfaits du parti unique, parti d'Etat, ne seront pas combattus par des mesures aussi limitées.

La direction préconise pour le congrès une mesure nouvelle déjà plus opératoire : l'élection des directions du PCC à bulletin secret. Bien que significative, cette mesure ne s'en prend pas à la racine du mal : l'absence de pluralisme d'opinion et d'organisation garantit l'impunité des dirigeants du parti, interdit tout contrôle populaire et tend à identifier toute critique politique sérieuse à une opposition, suscitant ainsi une répression inévitable, puisque seule est légale et légitime l'expression politique d'un seul parti. Bien qu'elle ne soit pas comparable à celle qui existait en URSS ou dans les pays de l'Est, la répression pour « propagande ennemie » à Cuba a incontestablement sanctionné des délits d'opinion et permis l'emprisonnement de personnes dont le seul tort avait été d'exprimer des désaccords écrits ou des jugements critiques sur la politique suivie par le gouvernement. Et, bien qu'un dirigeant de la FEU n'hésite pas à déclarer qu'il y a davantage de différences de position au sein du PCC qu'entre les républicains et les démocrates aux Etats-Unis, nul n'en est informé et donc ne peut en juger.

Le débat à huis clos ne remplit aucune des fonctions d'éducation liées à la confrontation des opinions. L'expérience de plusieurs dizaines d'années dans des pays aussi différents que

l'URSS, la Chine, la Tchécoslovaquie ou l'Albanie permet de dégager une règle générale. La bureaucratisation, la corruption ne peuvent être combattues par ceux qui, peu ou prou, en sont les bénéficiaires. Même à Cuba, l'appel au volontarisme exemplaire des dirigeants n'a pas fonctionné car, comme le disait le Che, on ne peut faire en sorte que des ormes puissent donner des poires ni que des hommes éduqués sous le capitalisme ne se transforment en « hommes nouveaux », à quelques exceptions près dont il était.

Toute opposition étant assimilée à une dissidence puisque rien ne peut exister en dehors du parti, la répression idéologique est dès lors inévitable, la croissance de l'appareil policier aussi, et les procédures sommaires également ; ce dont le procès Ochoa fût, malgré son caractère public, l'illustration, les avocats commis d'office se contentant d'apporter de l'eau au moulin de l'accusation dont ils acceptèrent d'emblée les prémices.

A l'éducation des masses qui ne peut se faire que sur la base de leur propre expérience, on préfère la censure, dont la dépolitisation est le produit inévitable. A terme, elle engendre le cynisme, le désintérêt et le chacun-pour-soi, mortels pour le processus révolutionnaire.

L'interdiction de journaux soviétiques comme les Nouvelles de Moscou et Ogoniok sont un exemple caricatural. Les Cubains, au lieu de se former une opinion autonome sur la politique soviétique, s'informent comme ils le peuvent, en écoutant Radio Marti émise à Miami alors que le parti dispose, pour critiquer le contenu de ces publications, de tout l'arsenal des médias.

Par ailleurs, Fidel Castro s'oppose ouvertement à la tenue d'élections parlementaires. Il est vrai que l'utilisation machiavélique par l'impérialisme de l'arme démocratique, parlementaire, dans le cadre de la guerre de basse intensité doit faire réfléchir. Au Panama, Endara a été « élu » président sur une base militaire américaine sous la protection des GI's et à la faveur d'une invasion. Depuis, et malgré les demandes du Parlement latino-américain, aucune élection démocratique n'est venue ratifier cette nomination. Il n'est pas difficile de comprendre que l'impérialisme craint pour l'instant le verdict des urnes après un coup de force qui a fait plusieurs milliers de morts et de blessés et des dégâts considérables. De même, Washington s'est-il bien gardé après les coups d'Etat militaires qu'il avait appuyés en Amérique latine de réclamer des élections tant que la situation ne s'était pas stabilisée. Dans un autre contexte, le bilan nicaraguayen ne peut être évacué : non seulement les partis d'opposition ont été financés par l'impérialisme, mais le vote pour Chamorro est apparu comme la seule solution susceptible de mettre fin au blocus, à la misère, à la guerre.

A Grenade aussi, on avait promis monts et merveilles ; en 1990, sept ans après l'intervention militaire, l'île connaît un taux de

chômage de 29% ... D'un point de vue formel, les arguments de F. Castro contre la démocratie bourgeoise ou parlementaire sont corrects. Mais sa position ne peut faire oublier qu'il s'oppose de manière erronée à tout développement de la démocratie à Cuba. Nous sommes opposés aux campagnes impérialistes préconisant des « élections parlementaires » dans un pays qu'ils agressent. Mais une telle opposition aurait beaucoup plus d'efficacité si des formes de démocratie authentique existaient à Cuba.

Outre la dénonciation de l'escroquerie et de la manipulation électorales, F. Castro utilise un autre argument : le danger de la division pour un pays petit et menacé et l'utilisation de cette division par l'impérialisme pour affaiblir la cohésion nationale. Le risque existe, tant il est vrai que, pour Cuba, la Guerre froide est loin d'être finie. Mais on pourrait rappeler au dirigeant cubain qui se réclame de Lénine l'expérience du Parti bolchevik en 1917 et le débat public au sein de sa direction à la veille de l'insurrection...

Fidel Castro pense de toute évidence au Nicaragua, mais il devrait en tirer une autre leçon : comme le montrent les bilans qui commencent à affleurer, le premier tort des dirigeants sandinistes a été de ne pas concéder à leurs propres militants les garanties d'un débat démocratique alors que des secteurs du FSLN le réclamaient, sous prétexte que la guerre et la crise ne le permettaient pas ; peut-être un tel débat aurait-il permis d'éviter que ne se produise, selon les termes d'Henry Ruiz, « une rupture entre la direction et le peuple » ; peut-être aurait-il mis en évidence la nécessité d'une démocratie authentiquement socialiste.

Par ailleurs, le pluralisme peut - dans un pays comme Cuba - prendre des formes diverses, et l'expression des opinions, le droit d'organisation peuvent être régulés dans un cadre qui ne permette pas d'ingérences - en particulier financières - de la contre-révolution et respecte le cadre des institutions du pouvoir populaire.

Enfin, il faut différencier démocratie formelle (délégation de pouvoir dans le cadre du parlementarisme bourgeois) et démocratie réelle (qui suppose une authentique participation des masses, le contrôle des élus et leur révocabilité) : la démocratie socialiste doit être une démocratie sociale et permettre l'expression de la population sur ses lieux de travail et sur ses lieux d'habitation ; la démocratie socialiste est d'abord une démocratie directe. Le secret des urnes tant vanté par Ronald Reagan est très important, mais il ne sert à rien si les choix réels sont escamotés, les promesses électorales non tenues, sans parler des manipulations financières dont les campagnes à l'américaine sont un exemple.

Le problème clé pour lutter contre la bureaucratie et les privilèges, c'est l'existence d'un contrôle et d'un pouvoir populaire effectifs, d'une gestion économique et politique qui

permette que « l'émancipation des travailleurs soit l'oeuvre des travailleurs eux mêmes », ce qui suppose une confrontation politique publique de points de vue différents, voire opposés. Il s'agit donc de combiner un système électoral de type « soviétique » et le pluralisme politique. Car les soviets sans l'expression de plusieurs partis ou tendances ne sont pas une garantie contre la bureaucratie, comme l'a montré l'expérience russe. Le pluripartisme ne garantit à lui seul ni la démocratie ni la morale publique lorsqu'il n'existe que sous la forme parlementaire bourgeoise, comme le montre l'expérience occidentale. Tenant compte du bilan du « socialisme réel », il peut être nécessaire pendant toute une période d'avoir dans certains pays une double représentation.

Dans le cas cubain, la direction a conscience de l'aggravation de la bureaucratisation et de ses dangers. Des analyses de la bureaucratie comprise comme une couche sociale privilégiée coupée du peuple sont publiées dans les organes centraux du PCC, et cette compréhension est utilisée pour expliquer les événements d'Europe de l'Est. On fait même état des « déformations bureaucratiques » à Cuba en utilisant les textes du Che. Mais les mesures pratiques et les décisions efficaces pour combattre le phénomène font défaut. Or, il ne s'agit pas là seulement d'une incompréhension idéologique mais de résistances sociales ; bien que limité, le processus de rectification s'est heurté à des oppositions qui laissent présager des difficultés colossales auxquelles se heurterait une politique qui viserait à combattre les privilèges non seulement économiques, mais aussi politiques du pouvoir. L'auto-organisation des masses dans les OPP, ayant un réel pouvoir de contrôle et de gestion sur la base de choix politiques tranchés après la confrontation d'orientations différentes, permettrait de combattre les déformations bureaucratiques dangereuses admises par les dirigeants du PCC.

Il est vrai que, dans une société en transition vers le socialisme, dans un pays périphérique et dépendant de surcroît, la décentralisation du pouvoir ne va pas sans risque. Mais l'inverse tend à gommer de façon arbitraire la diversité d'une formation sociale, l'existence d'intérêts différents, de niveaux de conscience hétérogènes, en prétendant leur donner de façon volontariste, et donc vite répressive, une expression politique unique. Une authentique démocratie socialiste peut d'autant moins s'accommoder de ce monolithisme qu'elle doit avoir comme ressorts essentiels l'éducation politique et la conviction éthique. Certes, une telle démocratie ne résoudrait pas toutes les difficultés économiques de Cuba, difficultés dont il ne faut pas sous-estimer les effets d'usure et de démobilisation. Mais une chose est de supporter les privations quotidiennes lorsqu'elles sont collectivement décidées, dans des conditions d'égalité, et autre chose est de vivre au milieu de la gabegie, de l'inégalité, de la corruption, de l'incompétence, avec le sentiment d'efforts inutiles. Une telle situation ne peut que miner à terme la révolution. Les leçons du Nicaragua le confirment.

6. Dans un contexte international extrêmement dangereux, la nécessité de rompre l'isolement imposé à l'île par le gouvernement impérialiste avec la complicité tacite de la direction gorbatchévienne passe par une redéfinition de sa politique étrangère.

A partir de 1991 (selon le groupe ad hoc constitué à Sofia en 1990), les prix au sein du COMECON devraient être fixés au niveau des cours mondiaux et les règlements bilatéraux s'effectuer en devises convertibles. L'idée de transformer le « faux marché » du COMECON en un « vrai marché », « de tuer le troc en volume et de définir tous les échanges en valeur avec paiement en devises fortes », aurait des conséquences incalculables.

Même si Cuba échappe partiellement à ces règles dans ses échanges avec l'URSS, son statut va être considérablement modifié : déjà, l'annexion de la RDA par la RFA et son intégration dans la CEE devraient avoir des conséquences sérieuses, la RDA, deuxième partenaire de Cuba, étant acheteur de sucre. Or, non seulement la CEE est exportatrice de sucre, mais ses échanges se font dans le cadre du réseau ACP (convention de Lomé). De surcroît, que va-t-il advenir des spécialisations cubaines en biotechnologie et en micro-électronique envisagées dans le cadre du plan pour l'an 2000 ?

Aux déséquilibres avec les pays de l'Est européen vont s'ajouter des changements dans les rapports avec le tiers monde, victime de la nouvelle donne internationale. La présidence des non-alignés en 1979 avait sanctionné l'influence cubaine dans le tiers monde. Les interventions militaires en Angola et en Ethiopie avaient consacré aux yeux de nombreux gouvernements africains le potentiel militaire de La Havane et favorisé le développement d'échanges commerciaux (d'accords de troc en particulier), l'aide sanitaire et éducative (entre autres par l'octroi de bourses d'études à des étudiants résidant dans l'île pendant plusieurs années). Cette politique de coopération et d'aide technique concernait trente-cinq pays d'Afrique et du Moyen-Orient en 1988. Or, nul ne peut prédire aujourd'hui ce qu'il en adviendra. Les accords tripartites conclus en décembre 1988 entre Cuba, l'Angola et l'Afrique du Sud ont sanctionné la victoire militaire des Cubains mais, sur le plan politique, l'évolution du régime angolais - et la recherche d'un accord avec l'Unità - n'est guère encourageante pour la direction castriste.

Il en est de même en Ethiopie. Les illusions de La Havane à l'égard de Mengistu sont aujourd'hui démenties. A la différence de l'Angola, l'intervention militaire cubaine avait suscité les protestations de nombreux secteurs africains progressistes qui n'ont jamais admis l'aide apportée par La Havane - directe ou indirecte - aux oppresseurs du peuple érythréen.

Il est difficile de mesurer aujourd'hui, compte tenu de la profondeur de la crise qui frappe le continent africain, les répercussions qu'elle aura pour l'île qui avait fondé des espoirs sur le développement d'une coopération à long terme. Le retrait des troupes sanctionne en tout cas la fin d'une période où leur rôle et la présence cubaine avaient, malgré les limites du pays, favorisé l'extension de son influence et de son prestige.

En Amérique latine, la percée diplomatique de ces dernières années s'est accompagnée d'un accroissement des échanges. Mais l'espoir de voir un front commun se constituer contre la dette n'a pas abouti. De même, l'hypothèse d'une intégration latino-américaine ne s'est-elle pas concrétisée et les perspectives de voir se construire un nouvel ordre économique international, de faire progresser le dialogue Sud-Sud sont remises sine die. Malgré la bataille menée par F. Castro, ses espoirs sont restés lettre morte. L'évolution récente montre que les bourgeoisies latino-américaines, loin de vouloir constituer un front anti-impérialiste, cherchent une issue à la crise dans des accords séparés avec Washington et craignent par-dessus tout le développement des luttes populaires. C'est d'ailleurs pourquoi elles mettent comme préalable à un rapprochement avec Cuba l'arrêt de tout soutien aux organisations révolutionnaires, en commençant par le Salvador. Dans ces conditions, la recherche d'une unité hypothétique contre l'impérialisme qui se ferait sur le dos des peuples serait un leurre, car ces derniers restent, malgré les difficultés actuelles, le soutien majeur de la révolution cubaine.

Dans ses rapports diplomatiques avec les gouvernements latino-américains, la direction castriste a surestimé le potentiel anti-impérialiste des bourgeoisies du continent. Si l'on peut comprendre aisément les contraintes diplomatiques, rien n'obligeait le dirigeant de la révolution à cautionner pour la première fois par sa présence personnelle l'élection frauduleuse de Salinas de Gortari au Mexique et rien n'indique qu'une personnalité moins voyante aurait changé l'état des relations entre les deux pays. En revanche, cette politique opportuniste a discrédité la révolution cubaine auprès de larges secteurs combatifs du peuple mexicain, compromettant ainsi la défense de la révolution au moment où elle est particulièrement menacée. Rien ne serait plus dangereux que de subordonner un appui populaire, qui dans le passé a démontré son efficacité, au soutien hypothétique de gouvernements de plus en plus honnis, comme le montrent les exemples vénézuélien ou argentin. La faiblesse des réactions populaires lors de l'agression militaire au Panama n'infirmes pas ce jugement : le discrédit, la corruption par le narcotrafic de Noriega ont constitué un handicap pour la solidarité et, même si malgré cela il fallait s'opposer à l'invasion, pour les masses populaires du continent le jeu n'en valait pas la chandelle.

Les acquis sociaux de la révolution cubaine doivent être complétés par l'extension des droits et libertés démocratiques. C'est aussi une condition impérative du soutien des peuples,

sous-estimée par la direction castriste, comme l'a montré le déroulement du procès Ochoa. L'accusation de trafic de drogue, si elle semble confirmée, englobait bien d'autres responsables que les quatre fusillés. Lesquels ? Le procès n'a pas permis d'établir de façon incontestable l'ampleur des complicités ; dans ces conditions, le doute subsiste sur les mobiles qui ont conduit à une exécution que ne justifiait pas la défense de la révolution et qui l'a affaiblie.

7. Les menaces qui pèsent sur Cuba ne sont pas une invention du régime. Les responsables américains ont cyniquement proclamé leur volonté de renverser - après Noriega et Ortega - le « dernier des dinosaures ». Elliott Abrams, ancien secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires interméricaines, ne l'a pas caché : « D'abord Manuel [Noriega], aujourd'hui Daniel [Ortega] et le prochain Fidel [Castro] ! » (La Jornada, Mexico, 21 mars 1990.) Pour lui, « Cuba est sur la liste [mais,] après les changements en Europe de l'Est et au Nicaragua, Castro est plus isolé et plus vieux que jamais [et il faut] voir comment faire » (Idem). Pour d'autres, il suffit d'attendre et voir, surtout ne rien faire et « laisser Cuba seule » (Tad Szulc, New York Review, 31 mai 1990).

Un amendement incorpore à une loi récente adoptée par le Sénat américain, intitulée « Loi des démocraties naissantes en 1990 » — loi qui aurait vocation à l'extraterritorialité -, se propose non seulement d'interdire les transactions entre des compagnies américaines et Cuba, mais de sanctionner les bateaux qui auraient transité par l'île en leur interdisant éventuellement l'entrée dans les ports américains (mesure dont la commission de la CEE considère que, même en temps de guerre, elle pourrait être considérée comme une infraction à la législation internationale sur la navigation neutre et qu'elle est donc complètement inacceptable en temps de paix) et de cesser l'aide aux pays qui importent du sucre de Cuba (Alberto Betancourt, Washington, 18 avril 1990).

Les pseudo-soucis démocratiques du gouvernement américain cachent sa volonté de restaurer ses prérogatives dans son ancienne arrière-cour. Sur le plan économique, les solutions préconisées seraient un arrêt de mort pour la révolution : des réformes dont on voit déjà les effets désastreux en termes de hausses de prix et de chômage en Pologne (et ce n'est qu'un début) minant l'appui populaire au régime, puis des élections parlementaires faisant miroiter l'aide du grand voisin du Nord par l'intermédiaire de partis grasement payés par l'impérialisme. Comme l'écrit l'écrivain américain Saul Landau, « les Américains [on pourrait dire les pays capitalistes en général] n'ont ni modèle ni alternative valable qui permette de guider les pays du tiers monde dans leur transition d'un statut

colonial vers une souveraineté véritable. (...) Ils n'ont de modèle que pour la répression et la contre-révolution ».

Le seul avenir que le capitalisme occidental pourrait offrir à Cuba serait celui d'un pays soumis aux multinationales utilisant une force de travail docile et bon marché, domptée par des gouvernements répressifs afin de protéger les investissements de firmes qui n'ont cure de la santé ou de l'éducation des travailleurs et dont la protection de l'environnement est le cadet des soucis. Grenade et le Panama peuvent attendre longtemps l'aide économique promise pour justifier l'invasion... Et il ne faut pas oublier que, selon l'UNICEF, les pays en développement paient actuellement aux pays industrialisés cent soixante-dix-huit milliards de dollars par an pour assurer le service de la dette, soit trois fois plus que la totalité de l'assistance qu'ils reçoivent.

Dans ce contexte, on ne peut reprocher à F. Castro de refuser de troquer la légitimité révolutionnaire contre une légalité électorale truquée. On ne peut que le soutenir lorsqu'il exige le démantèlement de la base militaire de Guantanamo et l'arrêt des manœuvres américaines, la fin du blocus économique, le rétablissement des crédits sans rétorsion particulière, l'arrêt de Télé Marti, le respect total de la souveraineté cubaine dans tous les domaines. Ceci ne signifie pas qu'il ne soit pas nécessaire de procéder à des élections véritablement libres et pluralistes dans le cadre des organismes de pouvoir populaire. Car l'absence de démocratie, loin de renforcer la révolution, l'affaiblit.

Même si l'état de semi-guerre dans lequel vit le pays impose des modalités particulières qui ne permettent pas à l'impérialisme de détruire - au nom de sa « démocratie » - les conquêtes révolutionnaires, l'élargissement des droits démocratiques et des libertés politiques s'impose. La liberté de la presse, la pluralité d'expression des courants au sein du PCC, l'auto-organisation et la libre expression des masses populaires qui doivent pouvoir voter et décider sur les lieux de travail et dans les quartiers et choisir entre des orientations et des programmes différents, l'autonomie des syndicats et des organisations de masse sont autant de mesures qui doivent permettre que le pouvoir émane réellement d'en bas et ne soit pas seulement délégué d'en haut, garantissant ainsi plus sûrement le processus révolutionnaire.

La solidarité internationale, plus que jamais nécessaire pour Cuba menacée, en serait renforcée et la campagne impérialiste neutralisée. Enfin, la perspective du socialisme y gagnerait en crédibilité. A l'heure de tous les dangers, la survie de la révolution en dépend.

Comité exécutif international de la IV Internationale, juin 1990.

Sur la crise cubaine

Résolution du XIVe Congrès mondial de la IVe Internationale, juin 1995

1. La crise cubaine est entrée dans sa cinquième année. Les effets cumulés de l'interruption des échanges avec l'URSS et le Comecon, du renforcement de l'embargo américain, de la centralisation bureaucratique de l'économie de commandement ont provoqué un véritable effondrement économique et une crise sans précédent dans l'histoire de la révolution.

Les pénuries généralisées de la « période spéciale en temps de paix » (un communisme de guerre sui generis) instaurée dès 1990 et l'aggravation constante des conditions de vie de la population ont obligé la direction castriste à engager un processus de réformes économiques en 1993. L'ouverture aux capitaux étrangers, le développement du tourisme, la légalisation du dollar ont été les premières décisions adoptées pour enrayer la récession généralisée économique et la chute brutale du niveau de vie de la population dont le départ des « balseiros » en août 94 fut un révélateur.

2. L'exode massif et la manifestation du mois d'août 1994 ont représenté un tournant dans l'évolution de la situation et stimulé l'accélération des réformes ; pour la première fois depuis 1986 les marchés libres paysans ont été rétablis et les prix fixés en fonction de l'offre et de la demande. L'échec du plan alimentaire, la dégradation constante de l'alimentation populaire assurée auparavant par la libreta (carnet de rationnement, NDLR), le développement d'une économie souterraine et d'un marché noir dollarisés ont obligé la direction castriste à revenir sur les décisions qu'elle avait imposées au nom de la lutte contre la corruption et les inégalités, au nom du « processus de rectification des erreurs et tendances négatives » décrété lors du 3^e congrès du PCC.

L'initiative privée est désormais rétablie et encouragée, au moins pour les petits paysans ainsi que pour diverses activités artisanales ou de services. La décentralisation en cours devrait susciter l'essor – sur le plan municipal – d'activités autonomes et favoriser le développement d'un secteur informel lié notamment à la croissance du tourisme (dont la prostitution est l'une des conséquences les plus négatives).

Les marchés paysans assurent le ravitaillement des secteurs de la population les plus aisés : les prix y sont très élevés mais ils sont exprimés en pesos et donc accessibles – à la différence du marché noir – à ceux qui n'ont pas de dollar.

3. L'appauvrissement général est néanmoins dramatique et l'accélération de l'ajustement en cours, sous la pression des institutions financières et des gouvernements européens et latino-américains aggrave encore les difficultés de la vie quotidienne. Aux inégalités consécutives aux réformes, s'ajoutent les conséquences de la rationalisation de l'appareil d'Etat et des entreprises qui vont entraîner environ cinq cent mille licenciements. Le maintien d'une partie du salaire et l'offre de débouchés professionnels alternatifs dans des conditions très strictes (l'agriculture essentiellement) ne compenseront pas les pertes de revenus. Quant aux conquêtes sociales dans la santé et l'éducation, elles ne sont pas remises en cause mais la détérioration de la qualité des services rendus est considérable.

Les mesures prises pour augmenter la productivité du travail (suppression du personnel excédentaire, salaires au rendement, primes en dollars, discipline accrue) alourdissent la pression qui s'exerce sur les salariés sans qu'aucune contrepartie significative ne soit accordée en termes de contrôle dans les entreprises ou de participation populaire dans les municipalités ou les quartiers.

Quant aux syndicats leur rôle consiste à stimuler la production, à mieux faire accepter les réformes économiques dans le cadre des « Assemblées pour l'efficacité » célébrées sur les lieux de travail, tout en atténuant les conséquences de l'ajustement en cours.

Dans les entreprises mixtes (joint-ventures), les salariés n'ont pas d'autre protection que celle – très limitée – que leur accorde le syndicat ou les cellules du PCC présents mais ils jouissent de meilleurs salaires et de nombreux avantages matériels par rapport aux travailleurs des entreprises d'Etat ce qui explique l'afflux des demandeurs d'emploi dans ce secteur. L'économie cubaine fonctionne désormais à deux vitesses.

4. La transition en cours est la résultante de projets politiques contradictoires. Le débat qui a lieu dans les sphères dirigeantes, chez les intellectuels, les chercheurs et les universitaires fait apparaître un consensus provisoire sur l'inéluctabilité de l'ouverture économique. Mais les conceptions sont différentes. Pour les uns, l'ouverture

économique ne doit pas remettre en cause le système politique : mais « l'exemple » chinois dont ils s'inspirent n'est pas applicable à Cuba ne serait-ce que parce que Washington ne permet pas à La Havane ce qu'il accepte à Pékin.

Pour les autres (inspirés par la social-démocratie), les réformes économiques doivent être le prélude à une réforme politique radicale des institutions. Seule une démocratie parlementaire et une économie de marché généralisée sont susceptibles de permettre la levée de l'embargo américain sans laquelle selon eux aucune récupération économique ne sera possible.

Seule une minorité de responsables politiques et de chercheurs considère l'ouverture économique actuelle comme un mal nécessaire compte tenu de l'isolement international de l'île, mais propose que cette « NEP » soit accompagnée de changements politiques allant dans le sens d'un élargissement des pouvoirs de décision des salariés, d'une démocratie à la base et d'une lutte anti-bureaucratique, ce qui supposerait de modifier le fonctionnement actuel des organismes de pouvoir populaire (OPP). Cette orientation qui suppose de donner à la population des pouvoirs de contrôle accrus pourrait permettre de limiter l'aggravation des conditions de travail et la détérioration du niveau de vie des salariés d'une part, et l'enrichissement des bureaucrates liés au commerce ou des personnels liés au tourisme ou au commerce agricole d'autre part.

5. Les réformes en cours minent la base sociale du régime. Le désarroi idéologique, l'absence de perspectives et surtout la remise en cause des fondements de la légitimité révolutionnaire ont des effets aussi graves que les pénuries économiques. De surcroît, la désorientation est aggravée par l'absence de débats et de confrontations qui permettraient l'élaboration collective d'un projet de survie à moyen terme. Sans une telle démocratisation des institutions publiques (les OPP) les possibilités de sauver la révolution sont d'autant plus compromises que l'isolement cubain est quasi total dans un contexte international marqué par le reflux généralisé des luttes révolutionnaires.

Certes le monopole du pouvoir exercé par l'équipe castriste est moins absolu, les équipes de direction sont progressivement rajeunies, le rôle du PCC s'est amoindri, les intellectuels peuvent s'exprimer plus librement. Mais aucun courant politique structuré n'est autorisé y compris au sein du PCC. L'expression écrite ou orale d'orientation politiques alternatives à celle du régime reste interdite dans la presse ou les médias. La répression contre les dissidents sévit toujours.

Le peuple cubain reste ainsi prisonnier depuis trois décennies d'une contradiction qu'il ne peut dénouer seul : défendre une souveraineté nationale et des acquis sociaux durement conquis en supportant en silence le pouvoir exercé par celui-

là même qui incarne la légitimité nationale et révolutionnaire face à une domination impériale séculaire.

Cette contradiction résulte du rapport de forces géopolitique extraordinairement défavorable à la révolution cubaine depuis sa naissance.

6. La survie du régime castriste est d'abord menacée par le harcèlement sans trêve mis en œuvre par le gouvernement américain. Aucun pays n'a fait l'objet d'un acharnement aussi prolongé. Au Vietnam l'embargo américain a été levé, la Chine bénéficie de la clause de la nation la plus favorisée et l'administration américaine n'hésite pas à négocier avec le régime nord-coréen. Cependant, après 35 ans d'embargo économique unilatéral et de sanctions politiques aggravées par la Loi Toricelli en 1992 et par les décisions de Bill Clinton l'été 1994, la nouvelle majorité républicaine s'appête à adopter le projet de loi élaboré par le Sénateur Helms dont l'objectif est d'empêcher les investissements étrangers dans l'île, seul apport de capitaux et de technologies dont le pays bénéficie.

L'objectif avoué de l'administration américaine est d'éliminer coûte que coûte Fidel Castro et son régime et de démontrer ainsi que toute révolution socialiste dans l'hémisphère occidental est vouée à l'échec, une démonstration déjà faite à Grenade, au Nicaragua, et en Amérique centrale. Le sort réservé à Cuba en cas d'échec de la révolution castriste pourrait être pire que celui du Nicaragua et signifierait un recul historique. Le peuple cubain le sait ; son silence exprime aussi cette impasse et l'absence de perspectives. Seule issue dans la région, l'intégration économique latino-américaine risque de se réaliser, mais sous la houlette de Washington ; un an après la signature de l'ALENA la crise mexicaine préfigure ce que pourrait être une zone de libre-échange de l'Alaska à la Terre de Feu.

7. Nous défendons la révolution cubaine parce que nous sommes contre l'oppression des plus faibles par les plus forts, pour l'indépendance d'un petit pays contre la volonté d'hégémonie de la première puissance militaire du monde.

Le fait qu'il s'agisse d'une révolution socialiste dont le projet initial fut un des plus internationalistes de ce siècle et dont les conquêtes sociales ont été parmi les plus importantes jamais acquises par un pays du tiers-monde explique que cette nation ait pu faire face à l'agression nord-américaine. Certes, sans l'aide de l'URSS l'île n'aurait pu – en pleine guerre froide – résister si longtemps. Mais cette aide a eu des contre-parties dramatiques. La division « internationale socialiste » du travail a maintenu Cuba dans une situation d'intégration subordonnée au COMECON et interdit toute stratégie de développement économique autonome.

8. Les déformations bureaucratiques, les pratiques répressives et le fonctionnement de Castro ont également contribué au déclin progressif de l'influence de la révolution. Mais un pays en guerre, assiégé pendant 35 ans, sans ressources énergétiques, ne saurait être un modèle de démocratie socialiste. Le socialisme dans une seule petite île était de toute évidence encore plus irréalisable que sur le territoire soviétique. Dire cela ce n'est pas absoudre le « leader maximo ».

Notre critique porte sur l'absence de pluralisme politique et de répression des droits démocratiques mais elle ne saurait en aucun cas se confondre avec ceux qui réclament des élections « libres » (avec les partis de Miami) et la restitution des propriétés expropriées afin d'assurer la victoire « démocratique » de la contre-révolution comme au Nicaragua. Une contre-révolution qui à Cuba passerait – dans les conditions actuelles – par une guerre civile.

Réclamer le respect des droits démocratiques suppose de lutter pour la levée inconditionnelle de l'embargo américain – la première des violations des droits démocratiques –, pour l'arrêt des agressions et des chantages et ce sans aucun préalable. Dans ce combat nous sommes aux côtés du peuple cubain et de la direction castriste contre l'impérialisme.

Mais cette solidarité anti-impérialiste n'implique aucun appui à la direction castriste lorsqu'elle prive son peuple de tout pouvoir de contestation et de contrôle. Dans la résistance – pour l'instant silencieuse – du peuple cubain contre la bureaucratie, nous soutenons toutes les luttes pour des réformes qui se situent dans la perspective de la défense des acquis de la révolution. Les institutions du pouvoir populaire (de la municipalité à l'Assemblée nationale) doivent être démocratisées et permettre l'expression pluraliste des différents courants, organisations de masse et notamment les syndicats doivent cesser d'être des courroies de transmission du parti unique, les assemblées d'usine doivent disposer d'un pouvoir de contrôle sur la restructuration économique en cours.

L'agression américaine est une véritable chape de plomb qui favorise en dernier ressort le maintien de la domination bureaucratique. Seul l'arrêt de cette agression peut stimuler la mobilisation indépendante des masses cubaines, conditions nécessaires à la survie de la révolution.

A l'inverse, le renversement de Fidel Castro par les forces de Miami ne serait pas le signal d'une quelconque révolution politique, mais bel et bien celui de la victoire de la contre-révolution.

Résolution du XIVe Congrès mondial de la IVe Internationale, juin 1995

A propos du régime politique castriste

Le critère le plus important est celui de la participation des citoyen(ne)s à la discussion, à l'élaboration et au choix des grandes options économiques. Or il est manifeste que le pouvoir, réuni autour de Fidel Castro, est très réticent à ouvrir les portes d'un dialogue de grande ampleur sur ces questions. Les responsables cubains répondront qu'au contraire, les grands choix de société sont discutés et soumis à l'assentiment de la population, de façon répétée, et que, par leur participation massive aux élections, les Cubains ont clairement montré qu'entre le capitalisme et le socialisme cubain, ils avaient choisi.

Pas de débat

Mais quand il est question d'ouvrir le débat, il ne s'agit pas pour nous seulement du débat qui consiste à faire le choix "entre le capitalisme ou le socialisme", mais bien du nécessaire débat sur les différentes options, les différentes réformes économiques possibles, dans le cadre de l'expérience cubaine de transition au socialisme. Etant bien connu le haut degré d'éducation, de culture et de conscience politique de la population, il serait possible de présenter certains choix économiques, les différents cas de figures possibles, les répercussions éventuelles, et d'amener les gens à véritablement se prononcer sur les choix à effectuer et leur pertinence. Ouvrir le débat pour que de nouvelles propositions puissent être faites publiquement et pour qu'un retour au capitalisme puisse être évité.

Ce n'est pas l'option suivie par le pouvoir. Dans la presse écrite ou audio-visuelle, de même que dans les assemblées du Pouvoir populaire, une telle pratique du débat sur les options économiques - dans le sens du processus révolutionnaire cubain, soulignons-le - n'existe pas. On relate les efforts fournis, mais dans un cadre prédéterminé. On procède régulièrement à des autocritiques, mais il y a également un certain rituel de l'autocritique. Et tous ceux qui ont des propositions à faire dans le cadre d'un projet socialiste, ou concernant des éléments-clés de la transition socialiste à Cuba, n'ont pas véritablement les moyens de défendre leurs idées.

La grande question est de savoir si, dans le cas où un tel débat public avait lieu, la situation pourrait être fondamentalement améliorée. On peut envisager deux types de réponses. Premièrement, si le débat était plus ouvert, une série de sacrifices consentis par la population pourraient l'être avec davantage de conviction. Les choix

réalisés le seraient via une intervention active des gens, qui se sentiraient donc collectivement responsables de choix précis. Pour le moment, la population a plutôt le sentiment de devoir faire confiance au gouvernement, composé de gens qu'elle perçoit en général comme honnêtes, essayant sincèrement de dégager des solutions, mais dont elle ne peut qu'observer et entériner les décisions.

Deuxièmement, dans l'optique d'un vrai dialogue, certains choix pourraient être corrigés, améliorés, et certaines erreurs commises auraient pu être évitées. La croyance dans un rendement très important de l'industrie touristique aurait par exemple pu être relativisée par des analyses et discussions plus larges, en suivant toutes les étapes du processus, et peut-être des corrections plus fines auraient-elles été apportées. Cela dit, il est important d'expliquer pourquoi ce débat n'a pas véritablement lieu.

Parmi les dirigeants, certains ont mené la lutte de libération et la Révolution (Fidel et Raul Castro, Armando Hart, Osmany Cienfuegos, etc.) et la victoire révolutionnaire, telle qu'elle a eu lieu, n'est pas concevable sans eux. D'autres, plus jeunes (entre 40 et 50 ans), sont manifestement, et tout autant que leurs aînés, attachés aux valeurs d'équité, de l'accès à une éducation et à un système de santé de qualité et gratuit, de l'effort collectif, et en revanche peu attachés à celles de l'enrichissement personnel.

Déformation bureaucratique

Pourquoi, dès lors, une telle difficulté à arriver à un dialogue politique avec le peuple cubain ? La réponse est sans doute à trouver dans la vision et l'attitude du principal dirigeant cubain, Fidel, qui a exprimé à plusieurs moments-clés de l'histoire cubaine le caractère indispensable d'une unité complète, organique, entre le peuple, le Parti et l'Etat. Cette vision-là est évidemment un obstacle fondamental à l'expression des contradictions de la vie réelle, des divergences, à l'action d'une partie de la société pour défendre collectivement ses intérêts par rapport à des erreurs manifestes de l'Etat.

Or, un dialogue du même type que celui qui eut lieu dans les premières années de la Révolution russe aurait sans doute toute sa pertinence aujourd'hui à Cuba. En 1920 - 1921, Lénine estimait que l'Etat connaissait des déformations bureaucratiques, et que les organisations syndicales, par exemple, devaient pouvoir défendre les

intérêts de travailleurs par rapport à cet Etat. D'où la nécessaire indépendance de ces organisations de travailleurs. Comme il y eut, dans la meilleure tradition bolchevique et avant que cela ne dégénère, la volonté d'un débat systématique à l'intérieur du Parti, la possibilité d'une pluralité de partis respectant la Constitution soviétique et la volonté de maintenir une distance entre le parti au pouvoir et l'appareil d'Etat comme tel. Cela n'a duré qu'un temps dans la Russie révolutionnaire, et la fin rapide en 1921 -23 de cette vitalité de ce pluralisme, explique la dégénérescence ultérieure du processus.

Ce qui est frappant, quand on analyse quelqu'un comme Fidel Castro, c'est que la leçon qu'il a tirée de l'expérience russe (ou celle, plus récente, conduite par Gorbatchev à partir de 1985, de réformer le système bureaucratique en Union soviétique), c'est qu'il est éminemment dangereux d'ouvrir une brèche entre le Parti et l'Etat, entre le peuple et le Parti, entre le peuple et l'Etat. Fidel considère comme indispensable la symbiose entre les trois éléments. Que l'un d'eux se sépare des deux autres, et cela revient à ouvrir un espace dans lequel va immédiatement pouvoir s'engouffrer la contre-révolution. Ce qui le rapprocherait plutôt - avec des caractéristiques propres heureusement - des dirigeants chinois, qui appliquent une politique de réformes économiques tout en maintenant un contrôle extrêmement ferme sur la société, avec une limitation des possibilités de discussion - voire une politique de répression systématique de la dissidence, comme on a pu le voir au printemps 1989.

Paternalisme

Un des problèmes de fond pour comprendre le régime cubain 40 ans après la révolution: les dirigeants principaux, à commencer par Fidel Castro, se considèrent comme les garants de la Révolution. Fidel, c'est le père de la patrie, de la famille, et il veut éviter tout élément de division au sein de cette famille qui traverse les pires difficultés. On trouve donc, dans les caractéristiques du régime cubain, des éléments autoritaires qui rappellent certaines formes du stalinisme - bien entendu pas dans ses formes tragiques, criminelles, heureusement - et un aspect paternaliste où le peuple est constamment amené à devoir apprendre au travers de l'expérience, mais via l'interprétation qu'en donne Fidel.

On raconte d'ailleurs souvent que Fidel est à la fois le pouvoir et l'opposition. Dans les assemblées du Pouvoir populaire, où les responsables du régime rendent compte devant l'assemblée, il est un des seuls, voire le seul, à pouvoir être intempestif, à pouvoir interroger les ministres, souvent en essayant de se faire l'interprète des intérêts des masses par rapport à telle ou telle conduite du gouvernement. On a l'impression de ne pas sortir d'une situation où la critique est monopolisée essentiellement par

une personne qui symbolise, concrétise la continuité de la Révolution - et la capacité de cette Révolution, aux moments les plus difficiles, de se maintenir. Contre les tentatives d'invasion américaine, par exemple, comme ce fut le cas en 1961, au moment des événements de la Baie des Cochons, ou à d'autres moments de l'histoire de Cuba.

Dans l'entourage de Fidel et à la direction du Parti communiste, il y a semble-t-il une énorme difficulté à évoluer vers un autre type de fonctionnement. On peut certes observer un rajeunissement des cadres, une plus grande liberté de parole de certains ministres, c'est clair, mais dans un rapport de forces fondamentalement dominé par la personne de Fidel et sa conception du pouvoir du Parti, de sa relation à l'Etat et au peuple.

Voilà une tentative d'explication des limites manifestes du débat politique à Cuba, où le peuple est appelé, de manière répétée, à se mobiliser pour défendre la Révolution, mais dans une démarche où l'Etat, représenté par la direction du Parti communiste et Fidel, le prend par la main et lui indique la bonne voie, dans quelle direction il faut regarder et à quoi il importe de tourner le dos, avec des formules très fortes comme "Le socialisme ou la mort". C'est une situation très particulière, dans la mesure où l'on constate en même temps, malgré ce caractère paternaliste, autoritaire, peu démocratique, un appui très large à Fidel au sein de la population.

Dû à sa légitimité historique notamment : c'est lui qui représente de façon inébranlable, depuis l'attaque de la caserne de la Moncada en 1953, la volonté de transformer une société fondamentalement inégalitaire en une société basée sur des principes d'égalité. Et comme les Cubains en sont fondamentalement conscients, l'attachement à Fidel est très fort. Par ailleurs, sa capacité d'expliquer, d'argumenter- pendant des heures, il n'est que de suivre ses discours ! -, son extraordinaire volonté de convaincre en expliquant sont également des facteurs très importants. Il n'y a pas de socialisme à Cuba

Pas de socialisme

La question reste donc posée : avec un autre type de fonctionnement, une plus grande expression du débat politique, une plus grande autonomie des masses par rapport à l'Etat, serait-il ou non possible d'arriver à un véritable socialisme cubain dans le contexte actuel ? Probablement pas. A partir d'une économie telle que celle de Cuba, dans un pays ayant connu un rapport de domination d'abord espagnole puis nord-américaine jusqu'à la Révolution, en 1959, et qui était alors un pays sous-développé, dans un pays entouré d'eau et aux richesses naturelles réduites, on peut difficilement imaginer la réalisation du socialisme.

Des révolutionnaires comme Lénine ou Trotski n'imaginaient pas eux-mêmes la possibilité de la réalisation du socialisme dans une Russie isolée ayant bien d'autres atouts que Cuba, et ne concevaient - ajuste titre - sa concrétisation que dans le cadre d'une extension de la révolution mondiale à des pays industrialisés, comme l'Allemagne. On ne voit donc pas très bien, de manière objective, comment l'on pourrait arriver à la réalisation du socialisme à Cuba sans extension internationale de la révolution.

Au risque d'énervé profondément une série de dirigeants cubains, on peut raisonnablement écrire qu'il n'y a pas de socialisme à Cuba. La volonté existe, bien réelle, de défendre l'indépendance par rapport à l'impérialisme américain, de défendre une série d'acquis de la population, une série de principes, de valeurs, parmi lesquelles, fondamentales, les notions de dignité humaine et d'égalité (même si cette dernière est battue en brèche par la réalité), une série de droits inaliénables - droit à l'éducation, à la culture, à la santé notamment. Des principes, des droits que le pouvoir veut défendre de manière intangible, dans le

cadre d'une tentative de transition de Cuba vers le socialisme - mais cette volonté ne permet pas pour autant d'affirmer l'existence du socialisme à Cuba.

Et si l'on peut espérer que cette transition au socialisme reprenne véritablement vigueur, que la résistance aboutisse à une nouvelle offensive révolutionnaire, dans le sens d'"avancer vers le socialisme" plutôt que de résister, il reste que cela dépendra fondamentalement de l'évolution des luttes ailleurs dans le monde. Connaîtra-t-on, dans les années à venir, des victoires révolutionnaires en Amérique latine, au Brésil, au Mexique, en Argentine, au Venezuela ? Peut-on espérer une radicalisation des masses et un affaiblissement important du pouvoir de domination capitaliste aux Etats-Unis ? C'est de cela que dépendra sans doute l'avenir d'une transition vers le socialisme à Cuba. Sinon, on voit difficilement, aujourd'hui, comment les aspects d'inégalité déjà existants et les difficultés à maintenir une certaine qualité de vie pourraient ne pas aller en s'accroissant - avec par conséquent des frustrations croissantes et une cohésion sociale de plus en plus remise en question.

Eric Toussaint, La Gauche n°21, 27 novembre 1998

Le castrisme après Fidel Castro : Une répétition générale

La passation de pouvoirs « provisoire » annoncée à Cuba en juillet 2006 a toutes les chances de durer. L'ère post-Fidel Castro a bel et bien commencé. Même si Raúl Castro, frère du fondateur du régime révolutionnaire, a été désigné en tant que garant de la continuité institutionnelle, une véritable relève des générations est à court terme inévitable. Face aux graves difficultés du développement économique, face aux inégalités et à la corruption, face enfin à la menace toujours réelle d'une ingérence étasunienne, la future direction aura du mal à asseoir sa légitimité. Le charisme paternaliste du leader historique ne fait plus recette, mais comment sera-t-il possible d'inventer un paradigme institutionnel plus démocratique tout en conservant ce qui reste des acquis sociaux ? Pour Janette Habel, principale spécialiste française du système politique cubain, les risques que court la direction post-castriste sont loin d'être négligeables.

« Cuba est un système unique sur lequel il faut prendre garde de ne plaquer aucune analyse toute faite [1]. » Loin d'être un lieu commun, cette affirmation de Pierre de Charentenay devrait être la règle de toute analyse du système politique castriste en place depuis près d'un demi-siècle. À l'heure où l'après castrisme est d'actualité, les commentateurs qui ne cessent de brocarder le « goulag tropical » gagneraient à s'en inspirer. La succession de Fidel Castro (il a eu 80 ans le 13 août 2006) était évoquée à Cuba plusieurs mois avant l'intervention chirurgicale ayant entraîné la passation de pouvoirs « provisoire » en faveur de Raúl Castro. L'après Fidel Castro a fait l'objet de commentaires publics depuis le début de l'année 2006 par son successeur désigné et par le ministre des Affaires étrangères Felipe Pérez Roque. Le 26 juillet 2006, anniversaire du début de la Révolution, cinq jours avant l'annonce de son opération, Fidel Castro ironisait à destination des États-Unis : « Que les petits voisins du Nord ne se préoccupent pas, je ne prétends pas exercer mes fonctions jusqu'à 100 ans... » Phrase prémonitoire.

En reconnaissant qu'il n'est pas éternel, le commandant en chef qui exerce un pouvoir sans partage depuis près d'un demi-siècle a brisé un tabou, celui de sa succession. La relève est donc à l'ordre du jour. Mais alors que Raúl Castro est consacré seul héritier dans la Constitution, Fidel Castro a reconnu que le problème était « générationnel [2] ». C'est la génération de la Révolution qui est en train de disparaître. Certes, son frère cadet doit être le garant de la continuité de « l'après Fidel », mais l'écart de 5 ans qui le sépare de son aîné met en évidence le caractère provisoire de cette solution et ne rassure pas ceux qui craignent que la disparition du Commandant en chef n'ouvre la crise et ne débouche sur le chaos.

Les contradictions de la société

En effet, « les contradictions de la société cubaine sont évidentes et inquiétantes [3] ». Fidel Castro n'est plus écouté comme il l'était dans le passé et sa légitimité s'est éteinte. Son discours est décalé par rapport aux problèmes quotidiens qu'affrontent la majorité des Cubains. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, la population a dû supporter les effets terribles de seize ans de crise, la « période spéciale en temps de paix » comme on dit à La Havane. L'effondrement économique consécutif à l'implosion de l'Union soviétique a ébranlé la société tout entière. On mesure mal en Europe la gravité de la crise sociale qui a affecté l'île. Adoptée en 1993, la dollarisation qui a sévi jusqu'en 2004 a modifié la hiérarchie salariale antérieure, assez égalitaire. La dualité monétaire et le taux de change entre le dollar et le peso ont profondément affecté les Cubains travaillant dans le secteur public, dont les revenus sont en pesos. Faute d'investissements, les transports se sont dégradés, l'état des logements (en nombre très insuffisant) est désastreux, l'alimentation est très chère dans les supermarchés ou sur les marchés paysans libres et la libreta (le carnet de rationnement) ne permet de se nourrir que pendant 10 à 12 jours. Les coupures de courant de plusieurs heures représentaient encore il y a peu une nuisance insupportable, avant l'installation récente dans toute l'île, sous l'impulsion de Fidel Castro, de groupes électrogènes. De manière générale, les infrastructures (les canalisations d'eau entre autres) sont en très mauvais état. Cette détérioration des conditions de vie a eu lieu dans un contexte mondial difficile. La Havane, ayant perdu ses proches alliés, s'est trouvée isolée sur le plan international,

confrontée aux politiques néolibérales en plein essor sur le continent latino-américain dans les années 1990. Pour faire face à la crise, Fidel Castro dut accepter avec réticence des réformes économiques marchandes (légalisation du dollar, autorisation des marchés libres paysans autrefois interdits, activités privées, coopératives dans l'agriculture, investissements étrangers, développement du tourisme, etc.). Ces réformes, bien que limitées, allaient introduire des inégalités très importantes entre les Cubains, opposant ceux n'ayant pas accès au billet vert et ceux y ayant accès grâce aux envois (remesas) de leur famille à l'étranger ou aux retombées du tourisme. Ces inégalités furent très mal supportées ; la promotion sociale dont les couches les plus pauvres avaient bénéficié depuis la Révolution [4] fut remise en question, même si les Cubains bénéficiaient toujours de la gratuité de la santé et de l'éducation. Désormais, le dollar était roi indépendamment des compétences professionnelles. « La pyramide sociale s'était inversée » et avec elle les « valeurs » et l'éthique de la Révolution.

Une autre raison démographique a aggravé le malaise : l'écart culturel et politique s'est creusé entre la génération de la Révolution et la majorité de la population, née après 1959. Non seulement la jeunesse n'a pas connu la dictature de Batista, mais elle n'a connu que la crise, et les conquêtes sociales - éducation et santé gratuites, plein emploi -, sans cesse rappelées par Fidel Castro, ne suffisent pas à répondre à ses aspirations. Elle souhaite voyager, mais elle ne le peut pas. L'accès à Internet est sous contrôle. Les débouchés professionnels qui lui sont offerts ne correspondent souvent pas aux qualifications acquises. La langue de bois qui règne dans les médias rend l'information rébarbative. La formation et le niveau culturel élevés des nouvelles générations, conquis grâce à la Révolution, se heurtent désormais au carcan imposé par Fidel Castro. Aujourd'hui, les jeunes veulent disposer des biens de consommation jusqu'alors inaccessibles.

Cet écart générationnel a une autre conséquence. Le commandant en chef, dont les talents oratoires fascinaient les foules et qui pouvait parler des heures devant des auditoires attentifs, est désormais victime du syndrome du patriarche. Son charisme s'est routinisé (Max Weber). Il arrive que l'on zappe ses interventions. Même si le blason du castrisme s'est redoré sur le continent latino-américain, ses succès extérieurs ne suffisent pas à compenser l'usure de son image dans l'île. Et ce même s'il est vrai que les désastres provoqués par le libéralisme sur le continent - 50 % de pauvres ou d'indigents y vivent avec moins de deux dollars (voire un dollar) par jour - font relativiser la situation des Cubains les plus démunis.

La crise économique, les réformes et la brèche ouverte dans le secteur public ont provoqué une recrudescence de la

corruption. Le marché noir prospère, alimenté par les vols dans le secteur d'État. L'essor des activités privées dans un système où l'extrême centralisation étatique ne parvient pas à répondre aux besoins de la vie quotidienne a favorisé le développement de l'économie informelle : plombiers, mécaniciens, peintres, coiffeurs, vendeurs ambulants etc., exercent leur activité tout en sauvegardant leur affiliation à une entreprise d'État afin de préserver leurs droits sociaux. C'est aussi dans leur entreprise qu'ils se procurent les matériaux nécessaires à l'exercice de leur activité privée. Le dernier exemple est celui des vols massifs d'essence - avec la complicité des pompistes - dans les stations service. Découvertes en 2005 par une armada de jeunes travailleurs sociaux mobilisée par Fidel Castro, les pertes engendrées par ces vols seraient de l'ordre de dizaines de millions de dollars. Il n'est pas difficile d'imaginer les profits retirés par les revendeurs - les mêmes pouvant d'ailleurs être des révolutionnaires convaincus. La « double morale » à Cuba est répandue et justifiée par l'impossibilité de vivre « normalement », car comme le disent de nombreux cubains, pour survivre dans ces conditions, « il faut voler ou quitter le pays » - ou bien s'écrouler [5]. En résumé, les tensions économiques, sociales, politiques, démographiques imposent un changement d'orientation. Mais dans quelle direction ? Les schémas de la transition espagnole ou chilienne souvent donnés en exemple par certains officiels européens ou américains impliquent un démantèlement du système économique et politique. Au contraire, les changements attendus par de nombreux secteurs de la population s'inscrivent encore dans le cadre du système, même si d'autres estiment qu'il a fait faillite et qu'il faut instaurer une économie de marché.

Pour les successeurs de Fidel Castro, les difficultés sont de plusieurs ordres. En premier lieu, il faut améliorer le niveau de vie. Quelles réformes économiques faut-il adopter ? Au prix de quelles tensions sociales ? Il faudra ensuite définir à moyen terme une nouvelle légalité institutionnelle s'appuyant sur une participation populaire effective. Il n'existe aucune possibilité de perpétuer le système politique existant une fois Fidel Castro disparu. Enfin, il faudra opérer ces changements économiques et politiques dans un contexte conflictuel, sous la menace d'ingérence de l'administration de George W. Bush.

La recentralisation économique, la fin des réformes

Raúl Castro assume - provisoirement peut-être - la direction du pays dans une conjoncture particulière. Après plus d'une décennie de réformes économiques marchandes, Fidel Castro a remis en cause ces dernières années l'ouverture intervenue en pleine crise dans les années 1990.

Depuis l'automne 2004, les transactions en dollars n'ont plus cours. Le billet vert a été remplacé depuis par le peso convertible (CUC) pour l'ensemble des transactions en espèces sur l'île [6]. Mais ce CUC - qui est paritaire avec le dollar sur l'île - n'est pas convertible à l'extérieur. L'autre peso, le peso usuel, s'échange au taux de 26 pesos pour un dollar et reste encore la monnaie courante pour les salaires. Quant aux entreprises d'État qui détiennent des comptes en pesos convertibles, elles ne peuvent plus les alimenter en cash par des dollars. Il en est de même pour les sociétés commerciales à capitaux 100 % cubains.

Depuis le 1er janvier 2005, un Compte unique des revenus en devises de l'État a été créé, sur lequel tous les revenus en devises convertibles reçus par la Caisse centrale doivent être déposés. Les bénéfices reçus dans le cadre d'entreprises mixtes par les partenaires cubains doivent être eux aussi reversés sur ce compte unique. En d'autres termes, les entreprises (et les banques) ont besoin d'obtenir l'agrément du Comité d'approbation pour disposer des ressources nécessaires à leurs activités. Cette centralisation accrue va renforcer les contrôles financiers en limitant l'autonomie des entreprises. Il s'agit d'une remise en cause des réformes antérieures. Le système de gestion mis en place précédemment préconisait en effet l'autofinancement des entreprises d'État, chaque entité devant couvrir ses dépenses avec ses revenus propres et générer des bénéfices. L'amélioration des conditions de travail des travailleurs dépendant des revenus des entreprises, les plus rentables ont parfois favorisé leurs salariés sans se soucier d'équité par rapport à d'autres. Des cas de corruption de cadres, notamment dans les entreprises de tourisme, ont impliqué des responsables gouvernementaux.

La situation dont hérite Raúl Castro est paradoxale. L'embellie économique que connaît le pays grâce aux prix élevés du nickel, aux revenus du tourisme en progression (2 300 000 visiteurs environ cette année), aux échanges bénéfiques avec le Venezuela et la Chine, n'a pas atténué les difficultés des Cubains qui travaillent dans le secteur d'État (environ 75 % de la population active) ou de ceux dont la survie dépend de maigres retraites. Ce sont eux qui ont supporté le poids de la crise, qui ont été les plus affectés par les réformes économiques et les disparités de pouvoir d'achat qu'elles ont entraînées. Ils bénéficient peu de l'amélioration macro-économique. En revanche, de nouvelles catégories sociales, de « nouveaux riches » selon la terminologie officielle, ont émergé : petits artisans et entrepreneurs privés dont l'essor a coïncidé avec la libéralisation des années 1990, propriétaires de petits restaurants (paladares) qui ne peuvent servir plus de 12 couverts à la fois, petits paysans qui vendent sur les marchés leurs produits agricoles à des prix très élevés. Ils ont profité des pénuries pour offrir les biens ou les services que l'État

n'a jamais assurés alors que le statut de la petite production marchande a toujours été diabolisé.

Dans ce contexte, la énième offensive lancée par Fidel Castro en 2005 contre la corruption est vouée à l'échec. Parallèlement, Fidel Castro mène une campagne idéologique pour mobiliser la population : « la bataille d'idées ». Mais cette « bataille » reste une abstraction pour des Cubains englués dans les difficultés quotidiennes et qui, à des degrés divers, ont tous recours au marché noir pour survivre. D'autant que la propriété d'État n'est pas perçue par le peuple, contrairement au discours officiel, comme sa propriété, mais comme une propriété qui lui est étrangère. Les Cubains n'influent en rien sur les choix économiques. Outre le fait que la « bataille d'idées » a un goût de déjà vu et rappelle le « processus de rectification » des années 1980, elle suscite l'irritation. « Qu'ils contrôlent les vols d'essence, c'est bien, mais qu'ils ne répriment pas ceux qui essaient de gagner leur vie [7] ! » s'écrie un vendeur ambulancier, à qui l'on vient de confisquer 500 CD.

Quel développement ? Quelle stratégie économique ?

L'économie cubaine aurait connu en 2005, selon des chiffres officiels, un taux de croissance de 11,8 %, mais ces données sont contestées par des organismes internationaux tels que la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL). De nouveaux partenaires stratégiques jouent un rôle capital dans ces progrès, qui résultent en premier lieu de l'aide apportée par le Venezuela et en second lieu des investissements et des financements chinois. À l'heure où le baril de pétrole atteint les 80 dollars, Caracas livre environ 100 000 barils par jour à Cuba à des conditions privilégiées en contrepartie de l'envoi de milliers de médecins cubains et d'une coopération multiforme, qui inclut, entre autres, la modernisation des hôpitaux et des principaux centres de santé du Venezuela.

À quelles conditions ce petit pays peut-il construire un développement durable, autonome, face aux États-Unis ? À cette question, l'intégration régionale, l'Alternative bolivarienne des Amériques (ALBA), stratégie latino-américaine associant déjà le Venezuela et la Bolivie, veut donner un début de réponse. Lors de son dernier voyage public et symbolique à Buenos Aires pour le 30e sommet du Mercosur, Fidel Castro, dont la vocation latino-américaniste est ancienne, s'est retrouvé aux côtés des présidents des cinq pays membres du marché commun sud-américain (Argentine, Brésil, Uruguay, Paraguay et depuis peu le Venezuela) et de deux membres associés, le Chili et la Bolivie. Ce fut l'occasion pour le dirigeant cubain de signer un accord de coopération économique avec le Mercosur, considéré comme l'un des plus importants pour La Havane

depuis quatre décennies. En décembre 2005, Fidel Castro avait déjà participé à un sommet de la CARICOM, le marché commun des Caraïbes, dont les États entretiennent pour la plupart de bonnes relations avec La Havane.

L'unité latino-américaine est au cœur de la stratégie de Fidel Castro et de son allié Hugo Chavez. L'objectif ? construire la « patria grande », l'Amérique latine, et penser le développement de Cuba dans ce cadre. L'intégration énergétique de la région est un outil de première importance. En effet, le Venezuela et la Bolivie représentent plus de 65 % des réserves d'hydrocarbures connues en Amérique latine. Le plan Petrocaribe signé en juin 2005 permet aux pays des Caraïbes de bénéficier du fioul vénézuélien à des conditions préférentielles.

Quant au Brésil, première puissance du sous-continent, il cherche à réinsérer Cuba dans la communauté latino-américaine. En 2004, le ministre des Affaires étrangères Celso Amorim avait proposé d'intégrer l'île dans le groupe de Rio (composé des ministres des Affaires étrangères de 19 pays d'Amérique latine).

L'idée selon laquelle l'Amérique latine est le champ géopolitique naturel pour Cuba est aussi vieille que la Révolution et n'avait pas disparu lors du rapprochement avec l'URSS, en dépit de la rupture avec La Havane décidée à cette époque par l'ensemble des gouvernements latino-américains à l'exception du Mexique. Aujourd'hui, le rêve bolivarien incarné par Chávez rend un peu plus crédible cette perspective. Mais peut-on tout miser sur le Venezuela ? Outre les incertitudes politiques qui pèsent à moyen terme sur l'avenir d'Hugo Chávez, certains économistes cubains s'interrogent *mezzo voce* sur la stratégie suivie. Des décisions ayant des conséquences économiques et sociales importantes ont été prises par Fidel Castro, dont les « coups de barre » successifs remettent en cause toute tentative pour planifier un développement à long terme. En exportant ses services de santé (dont plusieurs dizaines de milliers de médecins) au Venezuela, en Bolivie et de par le monde, Cuba met à profit la qualification de sa main d'œuvre et semble s'orienter vers une économie de services dont on voit cependant mal la pérennité dans la mesure où chaque pays a pour vocation de former ses médecins et ses enseignants. Des spécialistes, qui avaient proposé d'utiliser les dérivés du sucre pour diversifier la production sucrière, critiquent la fermeture de la moitié des centrales sucrières et la perte d'un savoir-faire historique alors que les prix du sucre remontent. Le tourisme progresse, mais génère des effets indésirables. La coopération avec la Chine dans le domaine stratégique des bio-technologies et le rapprochement des centres de recherche cubains et chinois semblent prometteurs [8], mais les relations sino-cubaines ont toujours connu des hauts et des bas. Certains dirigeants cubains pourraient être tentés

par le « modèle chinois », mais ce modèle implique le développement de contradictions sociales (chômage, inégalités...) que Cuba ne supporterait pas et surtout, les relations avec les USA sont strictement inversées : d'une part l'accroissement des échanges avec la Chine, d'autre part le renforcement de l'embargo étasunien à l'encontre de Cuba. Quoiqu'il en soit, l'amélioration du niveau de vie se fait attendre. La distribution de chocolat en poudre et la répartition de cocottes-minute à l'initiative de Fidel Castro apparaissent dérisoires face aux besoins de la population. L'intrusion des travailleurs sociaux dans les foyers pour contrôler les appareils électriques trop consommateurs d'énergie et remplacer les vieilles ampoules par des « bombillos » (ampoules à basse consommation), a suscité des protestations. Même le système de santé et la qualité des soins pourtant très performants souffrent du départ de nombreux médecins de famille à l'étranger. Dans les quartiers, on entend souvent des commentaires critiques sur l'aide apportée aux vénézuéliens au détriment de la population locale.

Une nouvelle légalité institutionnelle

Comment passer de la légitimité révolutionnaire incarnée par Fidel Castro à une nouvelle légalité institutionnelle sans démanteler les conquêtes de la Révolution ? Tel est le défi. Il n'est pas mince pour une petite île située à 200 km de la première puissance mondiale. George Bush a déjà choisi au sein du Département d'État un « coordinateur » de la transition cubaine et mis sur pied une Commission d'aide à la transition pour un Cuba libre [9] dont le rapport dessine les contours d'un gouvernement de transition, en refusant tout dialogue avec Raúl Castro.

Aucun leader révolutionnaire n'est resté aussi longtemps au pouvoir, qui plus est dans un petit État soumis au début à des agressions militaires puis à un harcèlement économique commercial et politique permanent. En Russie comme en Chine ou au Vietnam (nous ne parlons ici que des pays qui ont connu un processus révolutionnaire autochtone), les partis communistes staliniens, bien que bureaucratés et fossilisés, fonctionnaient comme des institutions structurées. À Cuba, le PCC n'a pas tenu de congrès depuis presque 10 ans. Le journal Granma, organe du Comité central, rend rarement compte des réunions et des décisions du Bureau politique. Après un long silence, la dernière réunion du Comité central s'est tenue le 1er juillet 2006. Des membres peuvent être exclus par la direction du PCC (dont les votes et les procédures ne sont pas connus) et d'autres cooptés selon des critères à géométrie variable (« les qualités, l'expérience, et la trajectoire des camarades »). Le secrétariat du Bureau politique avait été supprimé en 1991, il a été rétabli en 2006. Tout récemment, plusieurs limogeages ont affecté de hauts fonctionnaires et un

membre du bureau politique du Parti communiste cubain a été condamné à 12 ans de prison pour « trafic d'influence ».

Le PCC sert de rouage administratif et de courroie de transmission, mais il n'est pas un lieu de débat. C'est un parti sans réelle cohérence idéologique depuis la chute de l'URSS. À l'exception de certains secteurs - intellectuels et chercheurs marginalisés -, ses analyses et sa production théorique sont pauvres. La direction du PCC exécutait jusqu'alors les décisions prises par le « líder máximo ». Les centres de décisions sont concentrés dans les mains de Fidel Castro, qui court-circuite le Bureau politique. On observe ainsi une sorte de dualité institutionnelle matérialisée par l'existence d'instances différentes, le groupe d'appui du commandant en chef étant bien souvent l'inspirateur des décisions gouvernementales. Bien que Fidel Castro soit le premier secrétaire du Parti, c'est un électron libre qui gouverne en marge des institutions - y compris du PCC.

Peut-on imaginer que le vide créé par la disparition de Fidel Castro puisse être comblé durablement par une équipe de direction collective du PCC ? C'est en effet le PCC que Raúl Castro a cité comme étant le « seul héritier digne de Fidel Castro, en tant qu'institution qui regroupe l'avant-garde révolutionnaire, garantie solide et sûre de l'unité des Cubains en tout temps » [10]. « 90 % de mon temps est consacré au Parti communiste de Cuba et la plupart de mes occupations ne sont pas publiques, c'est pour cela que je n'apparais pas beaucoup dans la presse », déclarait-il en 2003 [11]. Mais en 1996, lorsque des chercheurs appartenant à un centre prestigieux, le Centre d'études des Amériques (CEA), lié au PCC, avaient produit des analyses critiques sur l'état de la société cubaine, ils avaient été traités de « cinquième colonne » par Raúl Castro à la télévision. Les dirigeants du centre furent mutés, la revue et les éditions censurées [12]. Outre Raoul Castro, deux dirigeants aujourd'hui membres du nouveau Secrétariat (José Ramón Balaguer, 74 ans, et José Ramón Machado Ventura, 75 ans) avaient été particulièrement actifs dans cette campagne d'excommunication. Comment penser qu'ils pourront tolérer des débats d'orientation indispensables au sein du parti et dans la société ?

L'armée est, avec le PCC, l'autre pilier institutionnel du pays. Désormais Premier secrétaire « provisoire » du Parti, Raúl Castro est ministre des FAR (Forces armées révolutionnaires), une institution sur laquelle on spéculait beaucoup. Sa cohésion et sa discipline en font l'une des institutions les plus solides du régime [13]. L'armée, forte de 50 000 hommes, représente une puissance économique majeure qui investit dans le tourisme, l'agriculture, l'industrie, les télécommunications et contrôle les deux-tiers de l'économie [14]. Certains observateurs [15] n'hésitent pas à affirmer que les FAR sont « les pionniers du capitalisme cubain ». C'est dans l'armée que fut expérimentée (sous

l'impulsion de Raúl Castro appuyé ensuite par Carlos Lage), à la fin des années 1980 et dans les années 1990, un processus dit de « perfectionnement des entreprises d'État », dans le but d'accroître la productivité du travail. Cette modernisation productive, qui impliquait de réduire des effectifs pléthoriques, fut appliquée dans les entreprises d'État contrôlées par les FAR. Grâce à la discipline inhérente à l'institution, elle a donné des résultats. Mais généraliser son application était dangereux sur le plan social et certains responsables syndicaux de la CTC [16] (Centrale des travailleurs cubains) avaient mis en garde contre ses conséquences [17]. La réforme semble avoir été abandonnée. À la tête des grandes entreprises figurent des anciens commandants de l'armée rebelle aussi bien que des jeunes officiers ayant acquis une formation économique dans des écoles de gestion européennes. Mais si le travail de l'armée est de gagner de l'argent, comme l'affirme Frank Mora, professeur au National War College à Washington [18], une partie importante de ces gains est affectée à la défense du pays antérieurement financée pour l'essentiel par Moscou (une partie de l'aide militaire soviétique était gratuite).

Les FAR sont très respectées. Elles revendiquent un double héritage : celui des mambis, les combattants des guerres d'indépendance, et celui de l'Armée rebelle luttant dans la Sierra Maestra contre la dictature de Batista. Elles ne constituent pas un appareil répressif dont la fonction serait d'étouffer la dissidence. Ce rôle est dévolu au ministère de l'Intérieur, à ses services secrets et à sa police (c'est à celle-ci qu'incombe le maintien de l'ordre et si le ministère de l'Intérieur est sous contrôle des militaires, le recrutement des policiers obéit à d'autres critères).

Le 5e Plénum du Comité central présidé par Fidel Castro le 1er juillet 2006 avait consacré ses travaux au renforcement du parti et de la défense. À ce propos, Fidel Castro avait réaffirmé la nécessité de « consolider l'invulnérabilité militaire » du pays. Le Comité central avait adopté le rapport présenté par Raúl Castro sur l'état de préparation de l'armée, basé sur une conception défensive de la guerre populaire de résistance contre une intervention militaire américaine. Après l'intervention de la coalition américano-britannique en Irak en mars 2003, effectuée sans l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU, Fidel Castro impulsa des exercices stratégiques intitulés « Bastion 2004 », manœuvres militaires d'une ampleur inégalée depuis 18 ans, justifiées par le nouveau contexte international. Lors du Comité central, Raúl Castro a souligné les efforts déployés par « un grand nombre d'entreprises civiles et militaires nationales » (plus de 1 000 directions d'entreprises étaient présentes) pour moderniser les équipements et l'armement tout en indiquant que « les débats ne s'étaient pas limités aux questions techniques ou militaires mais qu'ils avaient inclus les aspects liés au développement économique et social

ayant un impact direct considérable sur la défense [19] ». La loi de Défense nationale réaffirme le caractère défensif de la stratégie adoptée. « La mission fondamentale des FAR est de combattre l'agresseur dès les premiers instants avec tout le peuple, de mener la guerre tout le temps nécessaire, en toutes circonstances, jusqu'à la victoire. » (art.34.)

Les FAR ne sont pas une institution politique, en ce sens qu'elles sont subordonnées au PCC, présent à chaque échelon de l'armée. Les officiers sont nombreux au Bureau politique et au gouvernement, mais l'état-major n'est pas une instance où l'on décide des orientations pour le pays. Toute intervention en ce sens mettrait en péril l'instrument considéré comme un atout essentiel pour se protéger du péril majeur : l'intervention des États-Unis. Cependant, le rôle économique de l'armée peut produire en son sein des différenciations susceptibles d'engendrer des divergences politiques, en particulier sur le degré de libéralisation économique. Le partage du travail entre Raúl et Fidel Castro (à Fidel la stratégie, à Raúl l'organisation) préservait l'unité des FAR mais cette synthèse familiale arrive à son terme.

Inquiet, soucieux de continuité, Fidel Castro avait en juin 2002 fait modifier la Constitution pour y inscrire à l'encre indélébile « le caractère irrévocable du socialisme ». Trois ans plus tard, en dépit de cette précaution constitutionnelle, Fidel Castro a mis en garde le 17 novembre 2005 contre les risques d'implosion du système. Mais le schéma qu'il a prévu fait reposer la succession institutionnelle sur Raúl Castro relayé par le PCC, ce qui n'est pas viable à long terme. Comme toujours, le chef militaire a méconnu les besoins démocratiques croissants d'une société profondément renouvelée.

À terme, de nouvelles institutions devront émerger. Une tâche difficile lorsqu'il faudra à la fois mettre en œuvre une nouvelle politique économique et définir un projet démocratique alternatif, tout en préservant les conquêtes de la révolution. Le rapport charismatique et paternaliste du leader avec le peuple, substitut démocratique, devrait laisser la place progressivement à un nouveau paradigme institutionnel. Tolérera-t-on ce processus de l'autre côté du détroit de Floride ? Rien n'autorise à le penser. Certes, l'exil est divisé entre ceux dont l'obsession est de récupérer à tout prix leurs propriétés et les « modérés » tels Marifeli Pérez-

Stable, qui rejette l'idée « qu'une administration responsable de l'intervention en Irak puisse conseiller un Cuba démocratique [20] ». Mais comme l'observe un ancien ambassadeur de l'UE au Mexique et à Cuba : « Si j'étais cubain, j'aurais peur, car leur futur passera par les États-Unis [21]. »

Alors que la crise est stratégique, les nouveaux dirigeants pourront-ils se contenter d'ajustements tactiques ? Pour Heinz Dieterich, « le vieux paradigme socialiste ne soutiendra pas la Révolution cubaine confrontée à un double vide, l'épuisement d'un projet historique fondateur et la disparition de la génération héroïque ». Il faut « construire un socialisme du XXIe siècle. Si la Révolution ne prend pas des mesures immédiates afin que la population comprenne que son niveau de vie va s'améliorer et que la société sera plus démocratique, il y aura peu de forces dans le monde pour la sauver [22] ».

Depuis près d'un demi-siècle, la défense de la Révolution a imposé restrictions, privations, déchirures familiales. Imputer cela exclusivement au régime, ou à Fidel Castro, c'est omettre les agressions, le terrorisme d'État, le harcèlement incessant - encore accru ces dernières années - de l'administration américaine. On ne peut pas expliquer la résistance du peuple cubain par la répression. Non que cette répression n'existe pas, mais elle est plus limitée que celle qui régnait en URSS, en Tchécoslovaquie, en Pologne, où elle n'empêcha pas l'émergence des Vaclav Havel, Lech Walesa et autres Andreï Sakharov. Le régime ne résisterait pas à un Tien An Men. Mais si les Cubains ont résisté dans leur majorité par conviction, pour sauvegarder leur indépendance et leurs conquêtes sociales même amoindries, s'ils se sont reconnus dans le discours du commandant en chef, ils demandent aujourd'hui plus de confort, plus de facilités matérielles. Leur niveau culturel entre en contradiction avec l'infantilisation et l'absence de débats démocratiques qui ont vidé de leur substance les Organes de pouvoir populaire (OPP). Manuel David Orrio, un ancien journaliste « dissident », autrefois infiltré dans les groupes d'opposition interne [23], s'interroge à voix haute : « Le peuple cubain a toléré beaucoup de choses de Fidel. En tolérera-t-il autant de ses successeurs ? » La réponse ne fait pas de doute. La maladie de Fidel Castro annonce une autre époque.

Par Janette Habel , 29 décembre 2006

Notes:

[1] P. de Charentenay, « Église et État à Cuba », Études, Paris, décembre 1988.

[2] I. Ramonet, Biografía a dos voces, Debate, Espagne, avril 2006.

[3] J. L. Anderson, El País, 4 août 2006.

[4] Le malentendu est total sur ce point en Europe. La grande bourgeoisie parasitaire et les classes moyennes ont été lésées par la Révolution, même si, les premières années, des secteurs aisés ont appuyé Fidel Castro pour des raisons idéologiques au détriment de leurs intérêts matériels. Il en va très différemment pour les plus pauvres (les noirs notamment), dont le statut social avait connu une amélioration importante jusqu'à la crise. Ce sont ces derniers qui jusqu'à une époque récente ont été le principal soutien du castrisme.

- [5] J. L. Anderson, *El Pais*, op. cit.
- [6] Trois monnaies étaient en circulation à Cuba : le dollar, le peso convertible utilisé dans les magasins spéciaux vendant en dollars au taux de un pour un, et le peso traditionnel utilisé pour le paiement des salaires et le marché interne. Désormais il ne reste que deux monnaies en circulation.
- [7] Entretien avec l'auteur.
- [8] Mission économique de la Havane, *Lettre de La Havane*, n° 54, janvier 2006.
- [9] C. Rice Secretary of State, C. Gutierrez, Secretary of Commerce, « Commission for Assistance to a Free Cuba », Report to the President, juillet 2006.
- [10] Discours de Raúl Castro prononcé pour le 45e anniversaire de l'armée orientale, le 14/06/2006.
- [11] *El Pais*, 02/08/2006.
- [12] Sur cette affaire, cf. J. Habel, « Miser sur l'Église pour sauver la Révolution cubaine ? », *Le Monde diplomatique*, février 1997.
- [13] H. Klepak *Cuba's Military 1990-2005*, éd. Palgrave, 2005.
- [14] Mission économique de La Havane, *Lettre de La Havane*, n° 60, juillet-août 2006.
- [15] *The Economist*, 05/08/2006.
- [16] Entretiens avec l'auteur.
- [17] Il semble que Fidel Castro ait à ce propos mieux compris que son frère les risques qu'il y avait à pratiquer des dégraissages en pleine crise.
- [18] *Miami Herald*, 06/08/2006.
- [19] <http://granma.cubaweb.cu/2006/07/04...>
- [20] Marifeli Pérez-Stable est vice-présidente du Dialogue interaméricain, un « think tank » à Washington et professeur à l'Université internationale de Floride à Miami
- [21] J. Lecomte, *Le Soir*, Bruxelles, 12-13/08/2006.
- [22] Heinz Dieterich *El futuro de la revolución cubana*, Popular (Espagne), 2006.
- [23] Agent secret de l'État cubain chargé d'infiltrer les milieux dissidents, Manuel David Orrio s'est dévoilé lors de l'arrestation de 64 journalistes en 2004. Aujourd'hui, il anime un site Internet qui continue d'avoir un caractère « dissident ». Malgré les questions que l'on peut se poser sur l'authenticité de son attitude d'opposant, Orrio ne pratique pas la « langue de bois » officielle. Ses observations sur la société cubaine d'aujourd'hui ne manquent pas d'intérêt.

Qui sommes nous ?

La Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR) est la section belge de la IVe Internationale. Nous luttons pour une alternative socialiste au système capitaliste car nous pensons que les injustices, les inégalités sociales et les oppressions sont profondément enracinées dans les structures de ce système productiviste, barbare et inhumain. Réformer ce qui est fondamentalement irréformable n'apporte aucune solution, la révolution reste donc une idée actuelle. Nous voulons un monde où la satisfaction démocratiquement déterminée des besoins sociaux humains et le respect prudent des équilibres écologiques remplacent la soif du profit et les lois du marché capitaliste.



Ligue Communiste Révolutionnaire
Section belge de la IVe Internationale

Lisez *La Gauche* ! Abonnez-vous !

Talon à remplir et à renvoyer à la LCR, 20 rue Plantin 1070 Bxl, info@lcr-lagauche.be

Nom :
n° & rue:
Code postal:Commune:
Tél:.....E-mail:

Je veux...

- un abonnement d'un an à La Gauche, je verse 8 euros sur le compte FLL 001-0728451-57 mention 'Abonnement La Gauche'.
- devenir membre de la LCR.
- devenir membre de soutien de la LCR.
- plus d'infos sur la LCR